

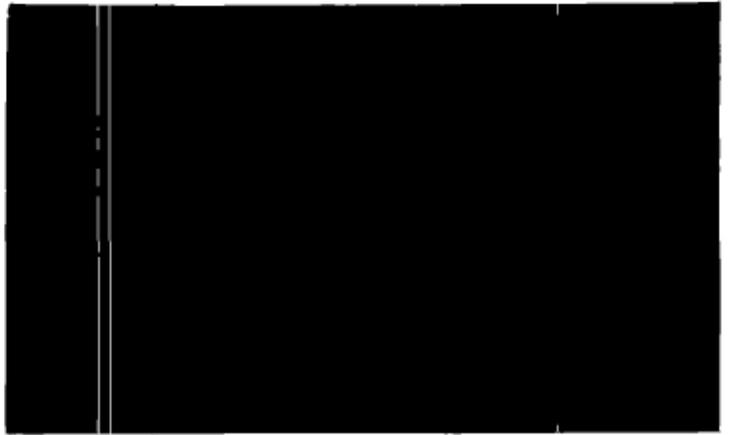
centre
SAHEL



*l'interaction
qui
reverdit*

 UNIVERSITÉ
LAVAL

824-TG-12401



**ANIMATION, PARTICIPATION ET
HYDRAULIQUE VILLAGEOISE EN AFRIQUE :
ÉTUDE D'UN EXEMPLE AU TOGO**

**Yao Assogba
avec la collaboration de Koffi R. Kékeh**

Dossiers, études et formation ; no 31 Septembre 1994

LIBRARY
INTERNATIONAL REFERENCE CENTRE
FOR COMMUNITY WATER SUPPLY AND
SANITATION (IRC)

centre
SAHEL



*l'interaction
qui
reverdît*



**UNIVERSITÉ
LAVAL**

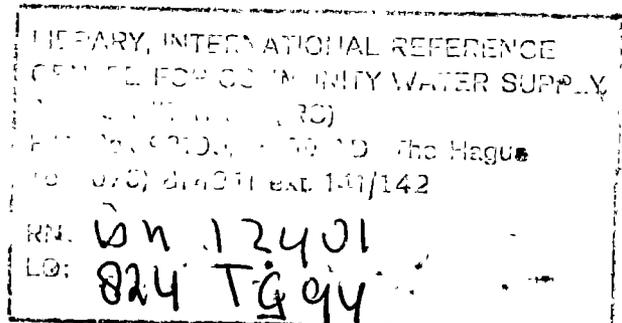
3380 Pavillon Jean-Charles-Bonenfant
Université Laval
Québec (Québec), Canada
G1K 7P4

Dossiers, études et formation ; no 31

ANIMATION, PARTICIPATION ET HYDRAULIQUE VILLAGEOISE EN AFRIQUE : ÉTUDE D'UN EXEMPLE AU TOGO

Yao Assogba
avec la collaboration de Koffi R. Kékeh

Septembre 1994



Centre Sahel

Université Laval, Québec
Université du Québec à Hull
Université du Bénin à Lomé

Données de catalogage avant publication (Canada)

Assogba, Yao Ayekotan

Animation, participation et hydraulique villageoise en Afrique :
étude d'un exemple au Togo

(Dossiers, études et formation ; no 31)

Comprend des réf. bibliogr.

Comprend un résumé en anglais.

Publ. en collab. avec Université du Québec à Hull, Université du
Bénin à Lomé.

ISBN 2-921590-18-2

1. Eau - Approvisionnement rural - Togo - Cas, Études de. 2. Eau
- Approvisionnement rural - Afrique - Cas, Études de. 3. Dévelop-
pement communautaire - Togo - Cas, Études de. I. Kékeh, Koffi R.
II. Université Laval. Centre Sahel. III. Université du Québec à Hull.
IV. Université du Bénin. V. Titre. VI. Collection.

TD319.T64A87 1994

363.6'1'096681

C94-941282-1

© Centre Sahel

Dépôt légal -- 3^e trimestre 1994
Bibliothèque nationale du Québec
Bibliothèque nationale du Canada

ISBN 2-921590-18-2

Dossiers, études et formation
ISSN 1195-650X

Crédits photographiques

Couverture :

Projet FAPIS (Unesco/CILSS)

J. Bernier (Centre Sahel)

Dos :

Projet FAPIS (Unesco/CILSS)

Édition

Responsable : Françoise Sorieul
Secrétaire : Diane Mathieu

RÉSUMÉ

Voici un ouvrage qui apporte une contribution originale à la théorie et à la pratique du développement communautaire dans le secteur de l'hydraulique villageoise en Afrique subsaharienne en général et au Togo en particulier. Le livre analyse, à partir des données quantitatives et qualitatives longitudinales puis du paradigme interactionniste de type wébérien, les effets limités de l'éducation non-formelle ou de l'animation sur la participation des populations villageoises au processus d'implantation d'un important projet d'hydraulique villageoise (PHV) au Togo durant la Décennie internationale de l'eau potable et de l'assainissement (DIEPA 1980-1990). L'auteur explique ces effets limités par la théorie de la rationalité de l'acteur qui met bien en évidence le grand écart entre la logique des intervenants du PHV et les logiques des populations villageoises situées dans des milieux définis par un relief particulier, des réalités économiques, sociales, culturelles et politiques données.

En dernière analyse, il est démontré que la pratique de développement communautaire de l'ONG responsable du PHV est demeurée, malgré son discours «interactionniste», la pratique dominante depuis les années soixante, à savoir une pratique «déterministe».

En terme d'intervention sociale, il est suggéré qu'une approche interactionniste du processus de réalisation des projets de développement communautaire puisse réduire le nombre d'échecs des projets.

ABSTRACT

See here a book which brings a singular contribution to the theory and the practice of community development in the section of rural hydraulic in South Sahara Africa and in togo particularly. The book analyses quantitatives and qualitatives data. The study is based on interactionist paradigm framework of a weberian type. The author shows the limited effects of popular education on the community participation during implementation of water project in rural villages of South Togo during the *Décennie internationale de l'eau potable et de l'assainissement (DIEPA : 1980-1990)*.

The author explains these limited effects by the large stepping aside between rationale of decision makers and rationale of the beneficiaries of water project. In the final analysis the author shows that CUSO practises *determinist* community development like discourse during 1960-1970 years, but not *interactionist* community development like its discourse during 1980-1990 years.

In terme of practical use, the study suggest that the interactionist approach to the process of implementing development projects in Africa could reduce the number of failures.

PRÉSENTATION DES AUTEURS

Monsieur Yao Assogba est sociologue de formation et détient un Ph.D. en sciences de l'éducation (fondements sociaux de l'éducation) de l'Université Laval. Il est professeur au Département des sciences humaines de l'Université du Québec à Hull où il enseigne les cours de sociologie et de méthodologie de la recherche. Ses domaines de recherche sont le développement communautaire en Afrique noire francophone et l'organisation communautaire au Québec. Il a publié de nombreux articles scientifiques sur ces deux domaines avec, pour cadre théorique, la sociologie des acteurs.

Monsieur Koffi R. Kékeh a fait ses études universitaires en France. Il est docteur en sociologie. Il enseigne cette discipline ainsi que la méthodologie de recherche à la Faculté des sciences sociales et de philosophie de l'Université du Bénin à Lomé (Togo). Il est consultant d'organisations internationales comme le PNUD, l'O.M.S. et a mené plusieurs enquêtes-terrain sur des projets de santé et de développement communautaire au Togo.

Dans le présent rapport, le générique masculin est utilisé sans aucune discrimination et uniquement dans le but d'alléger le texte.

TABLE DES MATIÈRES

RÉSUMÉ	v
ABSTRACT	vi
PRÉSENTATION DES AUTEURS	vii
TABLE DES MATIÈRES	ix
Liste des tableaux	xi
Liste des figures	xiv
Liste des sigles utilisés	xv
INTRODUCTION	1
1. LES PROBLÈMES DE L'EAU EN AFRIQUE	5
1.1 L'eau, c'est la vie ou la mort.....	5
1.2 Puis vint le Dével«eau»ppement.....	7
2. LE SPATIO-TEMPOREL DU PHV-CUSO	13
2.1 Brève présentation géographique du Togo.....	13
2.2 L'hydraulique villageoise et <i>l'eau de misère</i> dans le Togo rural	16
2.3 Le Togo et la Décennie internationale de l'eau potable et de l'assainissement (DIEPA).....	19
2.4 Description du PHV-CUSO.....	23
3. OBJET ET ORIENTATION THÉORIQUE DE RECHERCHE	29
3.1 Définition de l'objet de recherche.....	29
3.2 Discours et pratiques paradigmatiques dans le développement	30
3.3 Cadre théorique de la recherche : le paradigme des effets pervers	34
3.4 Le modèle d'analyse des résultats de recherche : simulation	36
4. MÉTHODOLOGIE	41
4.1 Déroulement spatio-temporel de la recherche	41
4.2 Sondage	43
4.3 Définition conceptuelle et opérationnelle des variables.....	46
4.4 Méthodes qualitatives.....	47
4.5 Démarche générale d'analyse des données.....	50

5.	ANALYSE QUANTITATIVE DES DONNÉES ET INTERPRÉTATION DES RÉSULTATS	51
5.1	Étude descriptive des données	51
5.1.1	Étude descriptive des répondants selon les variables-clés	51
5.1.2	Étude descriptive de la participation des répondants aux ouvrages du PHV-CUSO	57
5.1.3	Commentaires de l'étude descriptive de la participation des populations aux ouvrages du PHV-CUSO	65
5.2	Analyse tabulaire des données du sondage.....	68
5.2.1	Analyse des relations entre les variables d'ordre sociodémographique et contextuel et la participation aux ouvrages du PHV-CUSO	68
5.2.2	Analyse des relations entre la variable assistance (ou participation) aux sessions d'animation et l'utilisation des ouvrages du PHV-CUSO ou la participation à ces ouvrages	76
6.	ANALYSE QUALITATIVE DES DONNÉES	81
6.1	Rappel des éléments théoriques.....	81
6.2	Résultats de l'analyse qualitative	86
6.2.1	Enquêtes sociales et campagnes de sensibilisation	86
6.2.2	Les agents de base (AB) et l'animation communautaire	88
6.2.3	La participation communautaire.....	91
6.2.4	L'intégration de la femme au développement ou l'IFD dans le PHV-CUSO.....	96
6.3	Données d'observations directes	98
6.3.1	Les pompes	98
6.3.2	L'utilisation des sources d'eau	99
6.3.3	Les latrines	99
6.3.4	Le champ communautaire	99
6.3.5	Conflits dus au nouveau rapport des villageois avec l'eau de la pompe	100
	CONCLUSION	101
I	Premier paramètre de la stratégie d'intervention : mieux connaître les populations et leur milieu de vie	105
II	Deuxième paramètre de la stratégie d'intervention : éduquer les populations à la quête de la modernité ou du progrès	106
III	Troisième paramètre de la stratégie d'intervention : appliquer les faits connus du processus de diffusion d'une innovation	107
	BIBLIOGRAPHIE SOMMAIRE	111
	ANNEXE 1 Tableau des villages tirés	115
	ANNEXE 2 Tableau des zones d'intervention	121

LISTE DES TABLEAUX

2.1	Principaux programmes d'hydraulique villageoise (PHV) au Togo depuis 1979	19
2.2	Population rurale à court, moyen et long termes par région économique.....	22
2.3	Répartition des points d'eau à court, moyen et long termes par région économique	22
4.1	Critères par ordre d'importance.....	44
5.1	Nombre et répartition des ménages répondants selon la situation géographique du village.....	52
5.2	Nombre et répartition des répondants selon la préfecture d'origine	53
5.3	Nombre et répartition des répondants selon la zone d'intervention.....	53
5.4	Nombre et répartition des répondants selon le contexte de l'animation	54
5.5	Nombre et répartition des répondants selon l'occupation.....	55
5.6	Nombre et répartition des répondants selon le groupe ethnique	55
5.7	Nombre et répartition des répondants selon le sexe	56
5.8	Nombre et répartition des répondants selon le niveau de scolarisation.....	56
5.9	Participation aux campagnes de sensibilisation	57
5.10	Contribution à la caisse villageoise	57
5.11	Participation à la construction de latrines familiales ou villageoises.....	58
5.12	Utilisation des latrines	58
5.13	Utilisation de l'eau pour des fins de consommation.....	59
5.14	Utilisation de l'eau pour la lessive.....	59
5.15	Participation aux champs communautaires.....	60
5.16	Utilisation des champs communautaires pour le bon fonctionnement du PHV-CUSO.....	60
5.17	Utilité des champs communautaires pour la pérennité du PHV-CUSO.....	61
5.18	Discussions organisées par le comité villageois de développement (CVD) en l'absence des agents de base	61
5.19	Capacité de prise en charge des ouvrages du PHV-CUSO par le village.....	62

5.20	Capacité du CVD de prendre en charge la gestion des ouvrages du PHV-CUSO : maintenance et réparation des pompes	62
5.21	Capacité du CVD de prendre en charge la gestion des ouvrages du PHV-CUSO : maintenance et construction de nouvelles latrines.....	63
5.22	Capacité du CVD de prendre en charge la gestion des ouvrages du PHV-CUSO : travaux des champs communautaires.....	63
5.23	Capacité du CVD de prendre en charge la gestion des ouvrages du PHV-CUSO : la caisse villageoise	64
5.24	Capacité du CVD de travailler pour l'intégration des femmes au développement (IFD)	64
5.25	Participation aux campagnes de sensibilisation (PCS) selon le sexe	69
5.26	Participation aux campagnes de sensibilisation (PCS) selon le contexte de l'animation.....	69
5.27	Participation aux campagnes de sensibilisation (PCS) selon la situation géographique des villages.....	70
5.28	Participation aux microprojets sanitaires (MPS) ou à la construction des latrines selon le sexe.....	71
5.29	Participation aux microprojets sanitaires (MPS) ou à la construction des latrines selon le contexte de l'animation	72
5.30	Participation aux microprojets sanitaires (MPS) ou à la construction des latrines selon la situation géographique des villages.....	73
5.31	Participation aux microprojets lucratifs (MPL) ou aux champs communautaires selon le sexe	74
5.32	Participation aux microprojets lucratifs (MPL) ou aux champs communautaires selon le contexte de l'animation	74
5.33	Participation aux microprojets lucratifs (MPL) ou aux champs communautaires selon la situation géographique des villages.....	75
5.34	Utilisation des latrines selon la participation aux sessions d'animation	76
5.35	Utilisation des sources d'eau pour la consommation selon la participation aux sessions d'animation.....	77
5.36	Utilisation des sources pour la lessive selon la participation aux sessions d'animation.....	78
5.37	Participation aux microprojets sanitaires (MPS) ou à la construction des latrines selon la participation aux sessions d'animation.....	78

5.38	Participation aux microprojets lucratifs (MPL) ou aux champs communautaires selon la participation aux sessions d'animation.....	79
5.39	Participation aux réunions organisées par le comité villageois de développement (CVD) en l'absence des agents de base (AB) selon la participation aux sessions d'animation.....	80

LISTE DES FIGURES

1.	Carte du Togo.....	14
2.	Carte de la région maritime du Togo	15
3.	Localisation générale.....	25
4.	Villages visités.....	42

LISTE DES SIGLES UTILISÉS

A.B.	Agents de base
A.C.C.T.	Agence de Coopération culturelle et technique
A.C.D.I.	Agence canadienne de développement international
B.M.	Banque mondiale
B.O.A.D.	Banque ouest-africaine de développement
C.N.C.A.	Caisse nationale de crédit agricole
C.R.D.I.	Centre de recherches pour le développement international
C.U.S.O.	Canadian University Services Overseas
C.V.D.	Comité villageois de développement
C.V.S.	Comité de santé de village
D.H.E.	Direction de l'hydraulique et de l'énergie
D.I.E.P.A.	Décennie internationale de l'eau potable et de l'assainissement
E.B.C.	Enquête Budget Consommation
F.A.C.	Fonds d'aide et de Coopération
F.E.D.	Fonds européen de développement
F.I.R.	Fonds institutionnel de recherche
I.F.D.	Intégration de la femme au développement
J.I.C.A.	Japanese International Cooperation Agency
M.P.L.	Microprojet lucratif
M.P.S.	Microprojet sociosanitaire
O.M.S.	Organisation mondiale de la santé
O.N.G.	Organisation non gouvernementale
P.C.S.	Participation aux campagnes de sensibilisation
P.H.V.	Programme d'hydraulique villageoise
P.N.U.D.	Programme des Nations Unies pour le développement
S.E.P.	Service d'entretien des pompes ou Système d'entretien des pompes
U.B.	Université du Bénin
UPROMA	Unité de production de matériel agricole
U.Q.A.H.	Université du Québec à Hull
U.S.A.I.D.	United States Agency for International Development

INTRODUCTION

Depuis que l'on a constaté l'échec des grands projets et leurs effets pervers dans le Tiers-Monde, les Organisations non gouvernementales (ONG) sont devenues l'un des agents privilégiés du développement. Leurs champs d'action : les petits projets. Leur philosophie et leurs pratiques : répondre aux besoins fondamentaux des populations défavorisées des pays en développement, travailler avec la base, faire participer les bénéficiaires. Mais il semble que de façon générale les ONG ont failli dans un domaine prioritaire en Afrique, celui de l'hydraulique villageoise. Dans ce secteur de développement, les pratiques des ONG se sont inspirées jusqu'à récemment du paradigme déterministe dominant et du type de pratique participative qui en découle. Cependant, dans la foulée de la Décennie internationale de l'eau potable et de l'assainissement (DIEPA : 1980-1990), les ONG en général et celles du Canada en particulier tendent à rompre avec le paradigme déterministe puis à s'inscrire dans la perspective du paradigme interactionniste (voir cadre théorique, chapitre III du présent rapport). Le projet d'hydraulique villageoise que le CUSO (PHV-CUSO) a réalisé au Togo de 1984 à 1990 en est un bon exemple.

La nouvelle orientation que prennent les ONG en matière de développement communautaire leur pose toutefois un défi. L'étude de cas du PHV-CUSO jugé comme exemplaire de la nouvelle tendance, nous permet de mettre en relief dans ce rapport de recherche quelques indicateurs non moins importants de ce défi. Le recours au paradigme interactionniste dans un projet de développement communautaire exige de la part des intervenants qu'ils saisissent la culture du milieu d'intervention, qu'ils connaissent et tiennent compte des stratégies, des motivations et des aspirations des populations concernées. Cet effort d'appréhension de la logique des acteurs ainsi que de leur contexte social doit être une préoccupation constante des intervenants et ceci, avant, pendant, puis après le projet de développement. Qu'en est-il du PHV-CUSO ? Telle est la question principale à laquelle nous avons essayé de répondre dans cette recherche.

En fait, ce rapport est le fruit d'une recherche longitudinale commencée *timidement* durant l'été 1987 par une série d'entrevues que nous avons faites au Canada et au Togo avec ceux qu'il convient d'appeler les informateurs-clés dans le cadre du PHV-CUSO au Togo. Nous avons nommé bien sûr les administrateurs et les intervenants de l'Agence canadienne de développement international (ACDI), du Canadian University Services Overseas (CUSO) et du Gouvernement du Togo qui ont conçu et élaboré ce projet d'hydraulique villageoise réalisé dans la région maritime du Togo. L'aide financière de l'Université du Québec à Hull (UQAH), celle du Centre de recherches pour le développement international (CRDI) et le soutien de l'Université du Bénin (UB) à Lomé ont permis de poursuivre la recherche de façon plus systématique durant les étés 1988, 1989,

1990. En quatre ans, nous avons effectué au total douze mois d'enquête avec une moyenne de trois mois par année sur le terrain.

La réalisation de cette recherche a été pavée d'événements heureux. Nous pensons aux accueils chaleureux que nous ont toujours réservés les populations du Zio et du Yoto ; aux échanges fructueux et enrichissants eus avec elles ; aux moments agréables que les membres de l'équipe de recherche ont passés ensemble malgré les durs travaux d'enquête (marches, pistes impraticables, synthèse des travaux de la journée, etc.). Mais la présente recherche a été également pavée de difficultés. Nous pensons à des journées d'enquête-terrain annulées à cause des pluies qui rendaient les pistes du Zio et du Yoto impraticables ; puis surtout à la crise sociale et politique que connaît le Togo depuis octobre 1990, crise qui continue en ce premier trimestre de 1993. Cette crise qui a paralysé la vie sociale, politique et économique du pays a eu, il va sans dire, un impact négatif sur nos travaux de recherche : retard dans les travaux des statisticiens togolais chargés du traitement des données du sondage, impossibilité pour les chercheurs de communiquer et donc de travailler ensemble, annulation de deux séminaires prévus pour la présentation des résultats préliminaires de la recherche, etc. C'est dans ces conditions désagréables que se sont déroulées les dernières phases de nos travaux.

Fondamentale et longitudinale, la présente recherche doit être distinguée dans une certaine mesure des études d'évaluation transversales qui sont commanditées à l'occasion par l'ACDI et/ou le CUSO, puis effectuées par des consultants canadiens et/ou togolais. En effet, notre recherche ne vise pas à informer les gestionnaires du PHV-CUSO pour des prises de décision d'ordre politique ou administratif dans l'immédiat. Elle vise d'abord à mettre en lumière l'écart entre le discours et la mise en oeuvre pratique d'un projet d'hydraulique villageoise considéré durant les années quatre-vingts comme ayant une valeur exemplaire dans le monde de la coopération et du développement international. Ensuite, elle vise à identifier des facteurs-clés qui expliquent cet écart. Enfin, elle vise à essayer de montrer comment on peut tenir compte de ces facteurs pour assurer dans l'avenir la réussite des PHV en Afrique ou ailleurs dans le Tiers-Monde.

Nous croyons que cette recherche a atteint dans une large mesure ses objectifs. En effet, elle a donné lieu durant sa *longue* réalisation à des analyses et à des publications d'articles scientifiques qui ont contribué à l'avancement des réflexions ou des connaissances sur les PHV (voir bibliographie). Elle a été à l'origine de l'élaboration et de la mise en oeuvre d'un cours intitulé *Développement communautaire comparé*¹ qui est enseigné depuis 1989 dans le cadre du

¹ Le cours se donne en «Team Teaching» par les professeurs Yao Assogba et Louis Favreau. On y fait une analyse sociologique comparative du développement communautaire en Afrique, en Amérique latine au Québec.

programme de travail social de l'Université du Québec à Hull. Les intervenants du CUSO ont tiré des leçons des résultats de nos travaux de recherche pour orienter les activités d'un PHV mis en oeuvre au Nigeria à partir de 1990.²

Le présent rapport n'est en réalité que la synthèse générale des éléments conceptuels, théoriques, méthodologiques et des résultats de cette recherche longitudinale. Il comprend six chapitres. Les trois premiers chapitres sont respectivement consacrés à une description générale des problèmes de l'eau en Afrique au sud du Sahara (Chapitre I), à la présentation spatio-temporelle du PHV-CUSO (Chapitre II) et à la définition de l'objet et de l'orientation théorique de la recherche (Chapitre III). Les trois derniers chapitres présentent respectivement la méthodologie (Chapitre IV), l'analyse quantitative (Chapitre V) et l'analyse qualitative (Chapitre VI) des données de la recherche. Enfin, la conclusion de l'étude fait un résumé succinct de ce qui se dégage des résultats et propose en substance une stratégie pour une intervention plus efficace dans le secteur de l'hydraulique villageoise en Afrique en général et au Togo en particulier. Si cette étude contribue tant soit peu à faire avancer les connaissances dans le secteur de l'hydraulique villageoise, mais aussi et surtout à inspirer des politiques nationales et internationales (plus démocratiques) d'approvisionnement en eau potable et d'assainissement dans les zones rurales d'Afrique, nous aurons atteint notre but principal.

² Voir *UniMonde*. Vol. 1, No 2, Automne 1991, pp. 14-15.

1. LES PROBLÈMES DE L'EAU EN AFRIQUE

Le sujet en est la chose la plus banale du monde : l'eau ; mais ici, il ne s'agit pas d'un bien sans valeur. Respirez et vous sentirez l'air, baissez-vous et vous trouverez la terre, frottez deux cailloux et vous aurez du feu, si vous n'avez pas emporté votre gourde, vous n'aurez pas d'eau. Gérard Brasseur³

1.1 L'eau, c'est la vie ou la mort

Ainsi écrivait en 1952, au sujet du problème de l'eau au Sénégal, Gérard Brasseur alors chercheur au Centre IFAN à Saint-Louis de Dakar. De tels propos s'appliquent aisément à toute l'Afrique au sud du Sahara. *Pauvre Afrique !* Il semble qu'elle a toujours eu des problèmes d'eau. De sa rareté dans certaines régions à son abondance dans d'autres ; de son exploitation par des techniques traditionnelles rudimentaires à l'utilisation des techniques modernes pour la maîtriser, l'eau semble avoir toujours posé des défis d'ordre naturel mais aussi d'ordre politique, social et culturel, particulièrement à l'homme en Afrique subsaharienne.⁴ Depuis l'Afrique précoloniale⁵ jusqu'à l'Afrique indépendante⁶ en passant par la période coloniale,⁷ on a tenté de maîtriser ce liquide naturel, de le mettre en valeur et de bien le gérer pour des fins domestiques et/ou d'agriculture. Pourquoi ? Notre ami La Palice répondrait en ces termes : c'est parce que «l'eau c'est la vie». Mais on oublie souvent de préciser que l'eau «c'est également la mort». Ceci est singulièrement vrai en Afrique au sud du Sahara où, selon les estimations de la Décennie internationale de l'eau potable et de l'assainissement (DIEPA, 1980-1990), seulement 61 % de la population urbaine et 26 % de la population rurale ont accès à l'eau potable.

Dans le domaine de l'assainissement le taux de couverture est estimé à 68 % en zones urbaines et à 25 % en zones rurales.⁸ Oui ! En ce XX^e siècle finissant, «alors que l'oeil des plus puissants satellites peut observer leur [les populations du Tiers-Monde] moindre mouvement et que leurs oreilles peuvent enregistrer leurs conversations les plus intimes»,⁹ les paysannes et paysans africains puisent encore l'eau où ils peuvent. C'est-à-dire de l'eau des sources, des marigots, des mares, des ruisselets, des rues, des ruisseaux, des rivières ou des fleuves ; tout comme le paysan

³ Gérard Brasseur, *Le problème de l'eau au Sénégal*, Saint-Louis : Centre IFAN-Sénégal, 1952, p. 7.

⁴ Jeune Afrique Bis, «L'Afrique manque-t-elle vraiment d'eau ?», dans *Jeune Afrique*, No 1473, 29 mars 1989.

⁵ Gérard Brasseur, «Le problème de l'eau dans la vie traditionnelle», dans Gérard Brasseur, *op. cit.*, pp. 16-28.

⁶ Gérard Conac et al., *Les politiques de l'eau en Afrique. Développement agricole et participation paysanne*, Paris : Economica, 1985.

⁷ Gérard Brasseur, «Les remèdes apportés par les colonisations», dans Gérard Brasseur, *op. cit.*, pp. 35-53.

⁸ Yao Assogba, «La décennie de l'eau entre le rêve et la réalité», *Le Devoir*, 9 mai 1990.

⁹ Serge Latouche, *L'Occidentalisation du monde*, Paris : Édition La Découverte, 1989, p. 30.

français, du Moyen Âge au XIX^e siècle.¹⁰ Ce qui veut dire que *l'homo africanicus paysanus* n'a pas changé ses techniques d'alimentation en eau depuis des siècles ! Ces eaux puisées n'importe où sont généralement malsaines, polluées, insalubres et porteuses de maladies. Citons les principales d'entre elles : diarrhée, choléra, typhoïde, dracunculose (ou ver de Guinée). De plus, le manque d'eau et la mauvaise hygiène corporelle créent des conditions propices à la propagation de certaines maladies telles que la gale, les dermatoses, la lèpre, la trichocéphalose, etc.¹¹

Aujourd'hui, à l'aube du troisième millénaire, qu'il s'agisse de l'Occident où «l'idéal dans la culture du développement c'est, généralement *d'être plus* ; ou bien qu'il s'agisse du Tiers-Monde où l'idéal dans les cultures, ce n'est pas le *développement* mais généralement *d'être sans plus*»,¹² il est humainement admis «qu'il est indispensable à la santé et au bien-être publics que toute communauté soit alimentée, dans de bonnes conditions, en eau destinée à la boisson, à l'hygiène personnelle et aux autres usages domestiques, et dispose de moyens adéquats d'évacuation des eaux usées.»¹³ N'en déplaise aux *tiers-mondistes-alternativistes* selon qui la survie infrahumaine des uns constituerait une alternative à la vie décente et suprahumaine des autres ! C'est ainsi, selon eux, que l'humanité plurielle se définirait !¹⁴ Or, en Afrique subsaharienne une forte proportion des populations n'ont pas ce qui, selon les normes minimales de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), est tenu pour indispensable, à savoir un *accès satisfaisant* à une *eau saine* et des moyens d'évacuation des immondices. D'une part, il faut entendre par *eau saine* une eau non contaminée. D'autre part, pour les communautés rurales des pays en développement, *l'accès satisfaisant* signifie que «la ménagère ou les membres du ménage ne doivent pas passer une part excessive de la journée à aller chercher l'eau nécessaire à la famille.»¹⁵

Dans le langage de l'OMS les moyens ou les techniques d'alimentation en eau potable ou en eau saine des populations rurales sont les pompes, les puits, le stockage, le traitement et la distribution. Quant aux systèmes d'assainissement il s'agit de fosses d'aisances, de fosses septiques et de latrines privées ou publiques. On sait par ailleurs que l'accès à l'eau dans *l'Afrique des villages* constitue la corvée quotidienne réservée aux femmes et aux jeunes filles. «À cette corvée d'eau s'ajoutent combien d'autres tâches qui réclament autant de temps et d'énergie : coupe et transport du bois, pilage de grains, cuisson de la nourriture, travail aux champs en hivernage ; parfois

10 Eugen Weber, *La fin des terroirs. La modernisation de la France rurale (1870-1914)*, Paris : Fayard, pp. 219-247.

11 Robert, J. Saunders et Jérémy J. Warford, *op. cit.*, pp. 34-38.

12 Robert Vachon, *Alternatives au développement. Approches interculturelles à la bonne vie et à la coopération internationale* (sous la direction de), Montréal : Éditions du Fleuve, 1990, pp. 21-22.

13 Robert, J. Saunders et Jérémy J. Warford, *op. cit.*, p. 5.

14 cf. Serge Latouche, *op. cit.*, pp. 84-139 et Robert Vachon, *op. cit.*

15 Robert J. Saunders et Jérémy J. Warford, *op. cit.*, p. 7.

jardinage en saison sèche sans oublier les activités de petit commerce, le nettoyage de la case, etc.»¹⁶

La bête de somme de l'Afrique, c'est la femme ! La force de trait de l'Afrique, c'est la femme ! Surtout en milieu rural. Charlotte Paquet avait donc raison d'intituler une de ses notes journalistiques : «Si la révolution passait par le puits ?»¹⁷ Oui ! Si au moins l'eau potable était facilement accessible, les femmes, il s'agit bien d'elles, auraient une tâche *plus aisée*. Et il ne s'agirait pas d'une des moindres. En fait : «L'eau potable et l'évacuation sanitaire des déchets sont reconnues depuis longtemps comme étant des besoins essentiels de la société, servant à sauvegarder la santé humaine et à rendre possible une vie productive.»¹⁸

1.2 Puis vint le Dével«eau»ppement

Tableau très peu reluisant du rapport à l'eau des femmes et des hommes en Afrique, notamment en Afrique rurale. Vieux problème, parmi tant d'autres, qu'on essaie de résoudre par des techniques modernes depuis l'époque coloniale mais qui se classe encore et toujours dans les priorités de l'Afrique indépendante, engagée depuis dans ce qu'il est convenu désormais d'appeler le développement.

Développement ! Développement ! Développement ! Tout n'est que développement en Afrique depuis les années soixante à tel point que l'on a même parlé du mythe du développement :

Lorsqu'il s'avéra d'année en année que le mythe de l'indépendance n'était plus porteur d'un avenir certain, lorsque ce mythe cessa de mobiliser les imaginations de son puissant charme onirique, un nouveau mythe vit le jour et prit la relève des espérances déçues. Aussi puissant, aussi enchanteur que l'avait été son prédécesseur, il s'implanta dans les représentations imaginaires africaines sous le nom générique de développement.¹⁹

Ce mythe était porteur d'espoir dans la mesure où les politiques du développement étaient pavées de beaux idéaux. Et Kä Mana d'expliquer : «De mille merveilles serties, de mille promesses rythmées, il embrassait tous les champs de la vie avec une énergie telle que chacun y mettait tout ce qu'il croyait devoir y mettre ; sa béatitude matérielle, sa paix intérieure, son désir d'harmonie

16 René Dumont (en collaboration avec Charlotte Paquet), *Pour l'Afrique j'accuse. Le journal d'un agronome au Sahel en voie de destruction*, Paris : Plon, 1986, p. 80.

17 *ibid.*, p. 80.

18 Warren, C. Baum et Stokes M. Tolbert, *Investir dans le développement*, Paris : Economica, (Publié par la Banque mondiale), 1987, p. 335.

19 Kä Mana, *L'Afrique va-t-elle mourir ?*, Paris, Les Éditions du Cerf, 1991, p. 86.

sociale, son obsession d'une communauté dont la vie soit un éternel sourire du monde.»²⁰ Oui, tous les champs de la vie étaient touchés par le mythe du développement, y compris bien sûr celui de l'hydraulique villageoise.²¹ Mais c'est quoi au juste le développement ? Il faudrait bien encore une fois le définir. Nous donnerons cependant une définition courte et lapidaire mais qui a l'avantage de refléter la représentation commune : c'est la réponse moderne que la communauté internationale, avec comme chef de file l'Occident, donne au problème d'existence sociale des groupes humains.²² Il est conçu, au premier abord, en vue de satisfaire leurs besoins fondamentaux. Son enjeu officiel c'est l'amélioration des conditions de vie des hommes. En effet, le développement vu comme un aspect de la culture occidentale - elle-même façonnée et enrichie, au cours des siècles, des aspects culturels des civilisations négro-africaines, arabes et asiatiques - est la pratique sociale moderne qui permet «aux hommes d'établir des relations signifiantes entre eux et avec leur monde, de trouver un sens à leur environnement et à leur vie, et par là, d'établir un certain sentiment de sécurité, toujours fragile et menacé devant la fuite du temps et l'interrogation de la mort.»²³

C'est à cette noble tâche sociétale que se sont attelés en principe dès leur indépendance au début des années soixante, les États africains avec l'aide des Organisations de développement et de coopération internationale (ODCI) en élaborant et en promouvant des projets ou programmes de développement dans tous les secteurs de la société. Comme nous l'avons déjà signalé, une priorité a été accordée aux programmes d'approvisionnement en eau potable et d'assainissement dans les milieux semi-urbains et ruraux.²⁴ Mais l'on sait qu'après trente ans de développement - et - d'aide - au - développement, l'ensemble des projets ou programmes est un échec patent. Globalement, toutes les politiques de développement en Afrique ont échoué.²⁵ C'est devenu un sens commun en 1990. La liste des ouvrages sur la question est longue et trop bien connue des uns et des autres pour que nous nous amusions ici à en énumérer. Allons plutôt directement au cas particulier qui nous intéresse pour rappeler que, s'il est un secteur de la vie sociétale où les politiques de développement ont dramatiquement échoué c'est bien celui de l'hydraulique villageoise.

20 Kâ Mana, *op. cit.*, p. 87.

21 On entend généralement par l'hydraulique villageoise, les projets d'approvisionnement en eau potable au moyen de puits, des pompes à eau moderne ou des fontaines publiques dans les régions rurales du Tiers-Monde. Cet aspect technique peut être suivi ou non d'éducation sanitaire. Voir Centre internationale de l'eau et de l'assainissement (CIR), *Pompes à main. Questions relatives aux programmes d'approvisionnement en eau des collectivités rurales*, La Haye : Document technique No 25, 1990.

22 Serge Latouche, *Faut-il refuser le développement ?*, Paris : PUF, 1986, chap. VI, pp. 163-181.

23 J.P. Dupuy et J. Robert, *La Trahison de l'opulence*, Paris : PUF, 1976, cité par Serge Latouche, *L'Occidentalisation du monde*, *op. cit.*, p. 47.

24 Gérard Conac et al., *op. cit.*

25 Serge Latouche, *op. cit.*

En effet, les efforts financiers, techniques et humains consentis par les États africains et les ODCI dans ce secteur n'ont généralement pas donné les résultats escomptés. La plupart des projets d'hydraulique villageoise (PHV) réalisés en Afrique subsaharienne, spécifiquement au cours des décennies 1960-1970 et 1970-1980 ont été soldés par des échecs évidents : panne des pompes à eau, abandon des sources d'eau potable par les populations rurales et retour aux sources d'eau infectées, perpétuation de la corvée d'eau pour les femmes. Les témoignages des intervenants (volontaires ou coopérants en développement) sont éloquentes à cet égard. Qu'il suffise de lire celui de Pierre Viens, alors professeur à la Faculté de médecine et directeur de l'Unité de santé internationale de l'Université de Montréal :

Des 10 000 pompes manuelles équipant les forages du gigantesque projet d'hydraulique rurale en Côte d'Ivoire et auquel j'ai participé entre 1976-1979, 40 % sont en panne après quelques années. Ce projet a coûté des millions (de dollars) en infrastructures, mais rien n'avait été prévu pour l'entretien des pompes ni pour la formation des villageois.²⁶

Aussi dans la plupart des rapports écrits sur les PHV durant les années soixante-dix, il n'est pas rare de lire des phrases telles que :

On a constaté que bien des gens qui étaient censés être desservis par les puits n'en font pas usage durant les mois où ils peuvent trouver à courte distance une eau abondante dans un étang, un canal ou une excavation ; il arrive aussi qu'ils ne s'en servent jamais, pour la raison que l'eau riche en fer a un goût prononcé, ou que la famille aime mieux puiser son eau là où elle l'a puisée de tout temps.²⁷

L'intervention des Organisations non gouvernementales (ONG), généralement reconnues comme très près des populations bénéficiaires et utilisant des techniques appropriées, n'a pas fait exception à la règle d'échec. Bon nombre des PHV qui sont *tombés à l'eau* sont également leurs oeuvres. «Mais, écrit Braeckman, lorsque l'on sait qu'en Afrique 70 % de pompes à eau ne fonctionnent pas et que des millions de villageois se sont retrouvés plus seuls, plus démunis qu'auparavant après le départ des promoteurs, on ne peut que déplorer, dans le cas des ONG également, l'absence d'autocritique.»²⁸

26 Pierre Viens «La politique de l'ACDI. Entre le béton et la formation», *Le Devoir*, Montréal, 30 octobre 1987, p. 11.

27 Frederick E. Mejunkin, *Community Water Supply in Developing Countries*, U.S. Agency for International Development, U.S. Public Health Service, Office of International Health (Chapel Hill), N.C., 1969, p. 43. Cité par Robert J. Saunders et Jérémy J. Warford, *op. cit.*, p. 25.

28 Colette Braeckman, «Les ONG, nouvelle panacée du sous-développement ?» *Le Devoir*, Montréal, 4 février 1987, p. 7.

Le *scénario général* d'implantation des projets d'approvisionnement en eau potable et d'assainissement dans les milieux ruraux africains contient en lui-même les raisons possibles de ces échecs. Disposant des données hydrogéologiques, les organismes d'aide au développement avec le concours des services nationaux compétents ont eu tendance à axer la construction des points d'eau sur le volet purement technique. Les projets étaient planifiés au sein des administrations sans consulter, ni même informer les futures populations usagères. On faisait les forages, on installait les pompes et on remettait les clés aux populations. Les pompes étaient passablement utilisées par la paysannerie qui les abandonnait, une fois qu'elles tombaient en panne, pour se replier sur ses sources d'eau traditionnelles généralement infectées. Les populations villageoises, par ces comportements, semblaient «un raisonnement logique dans sa simplicité : l'État l'a donnée, l'État va la réparer.»²⁹

Les PHV ne comportaient ni le volet participation communautaire, ni la mise sur pied de structures de prise en charge des ouvrages par le milieu. L'entretien et la maintenance des pompes à eau ou des fontaines publiques étaient sous la responsabilité d'organisme d'État ou du secteur privé. De façon générale, les PHV constituaient une activité ponctuelle ne s'inscrivant nullement dans un programme global de développement communautaire par microprojets connexes : champs collectifs, petits commerces, construction de latrines, etc.

Cette pratique de l'hydraulique villageoise sans la participation paysanne a été fort critiquée par certains sociologues et autres experts dès la première décennie des indépendances africaines.³⁰ Mais ce n'est qu'au début des années quatre-vingts que les Organismes de développement et de coopération internationale (ODCI) ainsi que les gouvernements africains se sont enfin entendus pour mettre en oeuvre une nouvelle politique de PHV qui recommande que tout projet d'approvisionnement en eau potable et d'assainissement dans les régions rurales soit fondé sur la participation villageoise, puis suivi de l'éducation sanitaire, de la formation des populations usagères à la gestion et à la maintenance des ouvrages, à savoir les puits, les pompes, les fontaines d'une part ; et les latrines, les fosses d'aisances, les puisards d'autre part. C'est l'approche préconisée par la Décennie internationale de l'eau potable et de l'assainissement (DIEPA, 1980-1990) et ceci conformément au plan d'action de Mar del Plata adopté par la Conférence des Nations Unies en 1977 au moment du lancement de la décennie.³¹

29 Pierre Paris, «Les programmes d'hydraulique villageoise au Sahel. Un cas d'intervention dans les sociétés rurales», dans Dominique Desjeux, *L'eau, quels enjeux pour les sociétés rurales ?* Paris : L'Harmattan, 1985, p. 59.

30 Gérard Conac et al. *op. cit.*

31 Anne White, *Principes directeurs pour la planification de la participation communautaire aux projets d'approvisionnement en eau et d'assainissement*, Genève : Organisation mondiale de la santé (OMS), 1987.

Nouvelle panacée ! Se basant donc sur les expériences accumulées au cours des vingt dernières années - nous sommes alors au début des années quatre-vingts - en matière d'hydraulique villageoise, théoriciens et praticiens du développement formulent désormais l'hypothèse selon laquelle pour obtenir de meilleurs résultats dans le secteur des PHV, il est indispensable que les populations bénéficiaires participent aux différentes phases de réalisation des projets et que le processus de développement touche simultanément d'autres secteurs de la société. La participation communautaire devient ainsi un facteur garantissant, toutes choses égales par ailleurs, le succès des PHV ou du moins minimisant les risques d'échec. Hypothèse fort intéressante que tout chercheur aimerait tenter de tester. Mais encore faut-il trouver un *terrain d'expérimentation*. Or la question du développement communautaire en Afrique nous intéressait depuis 1985. C'était l'année où nous avons eu l'occasion d'évaluer pour le compte de l'Agence canadienne de développement international (ACDI) des projets d'ONG canadiennes en Afrique francophone, notamment au Cameroun et au Mali. À l'instar des autres consultants que nous avons cités plus haut, nous avons pu constater l'échec des PHV exécutés par ces ONG. Du reste le *pattern* de leurs projets d'approvisionnement en eau potable et d'assainissement était celui des années soixante et soixante-dix.

En cette période de la DIEPA où trouverons-nous donc un ou des PHV conçus selon le modèle dominant des années quatre-vingts ? Nous nous sentions frustré comme chercheur. Mais c'est oublier ces paroles de Francis Bacon : «Le hasard heureux ne sourit qu'à celui qui le mérite». Un soir d'automne de l'an 1986 nous recevons à souper à notre résidence à Gatineau (dans l'Outaouais québécois) une *amie-soeur* togolaise, fonctionnaire et intervenante sociale en mission au Canada, et un ami canadien, alors chargé de projets de développement dans une ONG du nom de Canadian University Services Overseas (CUSO). La missionnaire du Togo était là pour discuter des modalités administratives d'un projet d'hydraulique villageoise exécuté par CUSO (PHV-CUSO) dans la région maritime du Togo. Elle était la *coordonnatrice nationale* du PHV-CUSO. Au cours de nos conversations nous avons appris que ce projet résultant de la coopération bilatérale entre le Canada et le Togo et en cours de réalisation depuis 1984, est conçu et élaboré selon les principes directeurs de la DIEPA, à savoir «la planification de l'animation, et de la participation communautaire aux projets d'approvisionnement en eau et d'assainissement». Eurêka ! Nous avons trouvé un PHV-type à étudier théoriquement et empiriquement. Ce fut le point de départ d'une belle aventure de recherche que nous présentons dans les chapitres suivants, de la description du modèle du PHV-CUSO à la conclusion de notre étude en passant par la définition de l'objet d'étude, du cadre théorique ou d'analyse et de la méthodologie, la présentation des résultats et des propositions d'intervention.

2. LE SPATIO-TEMPOREL DU PHV-CUSO³²

Le gouvernement togolais se préoccupe depuis longtemps d'apporter l'eau potable à chaque togolais, chez lui ou le plus près possible de son habitation. L'hydraulique villageoise revêt un intérêt social encore plus grand car c'est en zone rurale, au Togo comme ailleurs en Afrique, que se trouvent les couches les plus défavorisées de la population.³³

Fruit de la coopération bilatérale entre le Canada et le Togo, le PHV-CUSO constitue le plus grand projet d'hydraulique villageoise au Togo durant la Décennie internationale de l'eau potable et de l'assainissement (DIEPA). Mais par ailleurs, ce n'est certes pas le premier PHV que l'État togolais réalise avec l'aide extérieure. Avant tout historique de l'hydraulique villageoise au Togo, il convient tout d'abord de faire une brève présentation de ce pays.

2.1 Brève présentation géographique du Togo

Situé dans la zone tropicale humide de l'Afrique occidentale, le Togo est un petit pays couvrant une superficie de 56 600 km². Il est limitrophe du Burkina Faso au nord, du golfe du Bénin (Océan Atlantique) au sud, du Ghana à l'ouest et du Bénin à l'est. S'étendant du sud au nord sur environ 700 km entre le 6^e et le 11^e degré de latitude nord, le pays est divisé en cinq régions : la région des savanes, la région de la Kara, la région centrale, la région des plateaux et la région maritime. La population du Togo est estimée en 1991 à 3 500 000 habitants.³⁴ La densité moyenne de l'ordre de 35 habitants/km² qui place le Togo au second rang des pays de l'Afrique de l'Ouest derrière la Ghana, camoufle cependant de profondes disparités régionales. Ainsi plus de la moitié du territoire a une densité inférieure à 20 habitants/km², mais 10 % du pays enregistre une densité supérieure à 50 habitants/km².

Sur le plan hydrographique l'espace togolais comprend trois bassins : au nord le bassin de la Volta déterminé par la rivière Oti ; au centre le bassin du Mono et au sud le groupe des rivières côtières qui se jettent dans le lac Togo et où il convient de différencier le Sio (Zio) et le Haho. L'Oti, le Mono et le Zio coulent dans des vallées peu profondes. Le Zio, le Haho et le Mono n'ont aucun affluent significatif. Il n'existe donc pas au Togo un véritable réseau hydrographique, et tous les

³² Projet d'hydraulique villageoise dont la maîtrise d'oeuvre a été assumée par le Canadian University Services Overseas, une ONG canadienne.

³³ Voir Revue internationale *Europe Outremer*, No 632, septembre 1982, No spécial sur le Togo, pp. 24-25.

³⁴ *Le Monde*, Samedi 30 novembre 1991, p. 3.

Figure 1

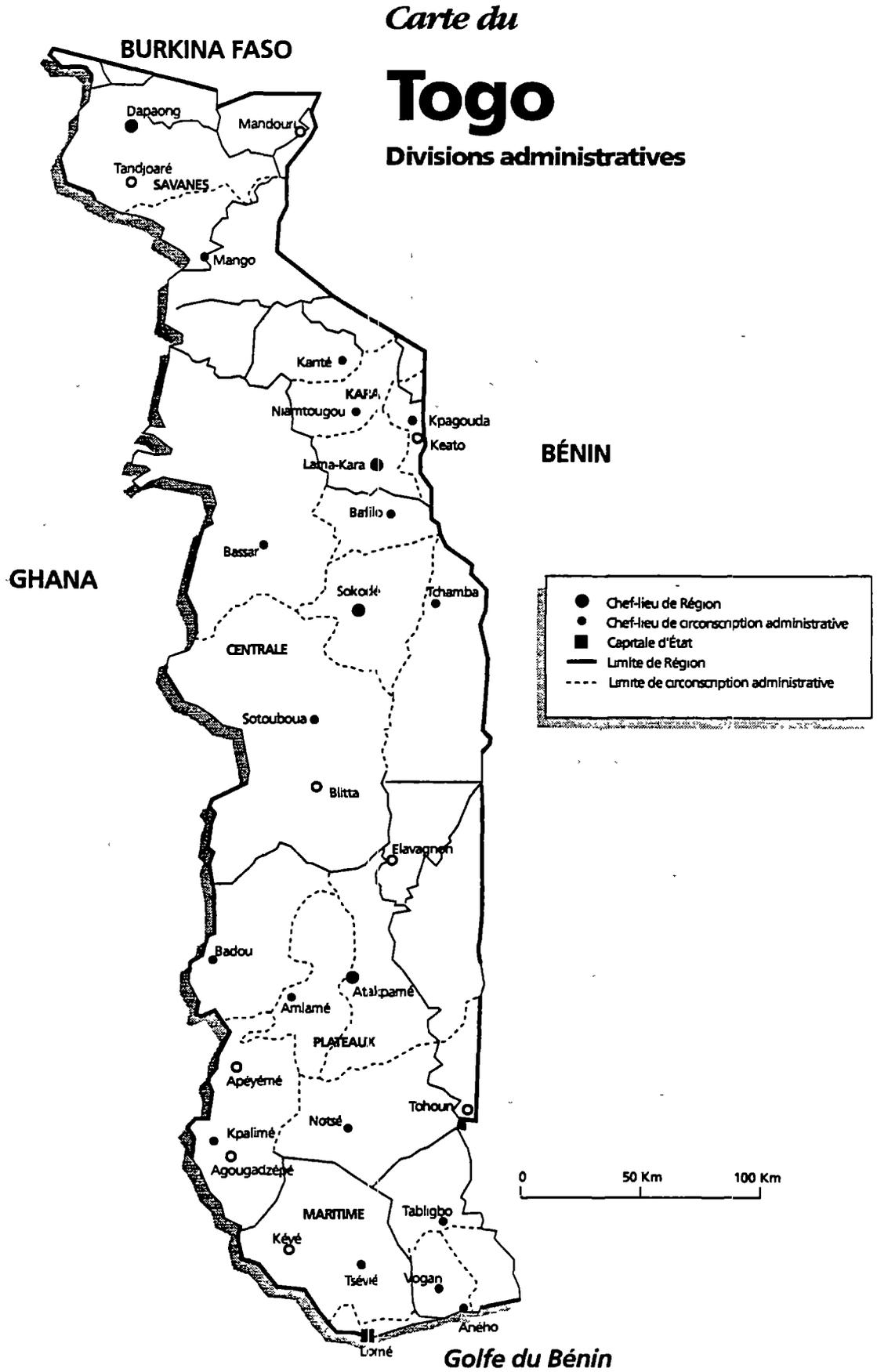
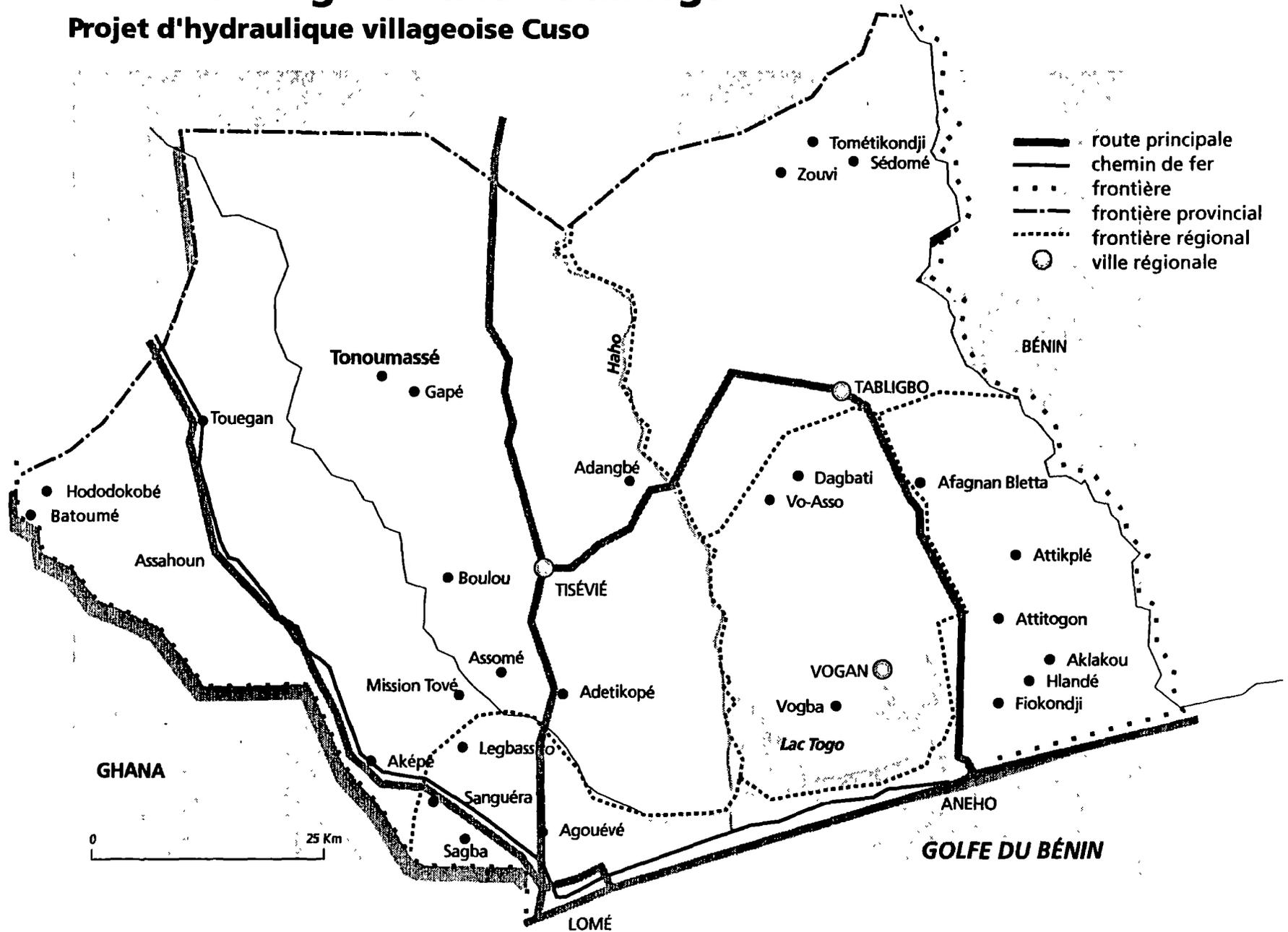


Figure 2

Carte de la région maritime du Togo

Projet d'hydraulique villageoise Cuso



cours d'eau ont un débit très variable non seulement au cours de l'année mais également au cours des ans.³⁵ Le débit moyen annuel des rivières est d'environ 365 m³.

La région maritime où le PHV-CUSO a été implanté a une densité de 83 habitants/km². Concentrant 40 % de la population totale du Togo, elle est la plus peuplée du pays. Près de la moitié de cette population régionale vit dans la zone sud-est. Mais il importe de noter que même dans cette zone surpeuplée, les vallées et les dépressions sont quasiment vides.³⁶

Du point de vue des sols, la région maritime est composée d'une bande littorale basse et sablonneuse ; d'un plateau de terre de barre peu élevé (60 à 200 m) et d'un plateau cristallin d'une altitude de 150 à 400 m s'étendant du bassin du Mono jusqu'aux plateaux de l'intérieur. Sur le plan hydrographique, la région maritime est parcourue par le fleuve Mono et par le Haho et le Zio qui se jettent dans le lac Togo. Le climat est tempéré par la proximité de la mer, et la pluviométrie oscille autour d'une faible moyenne annuelle de 0,80 mm.

2.2 L'hydraulique villageoise et l'eau de misère dans le Togo rural

Dans l'ensemble les spécialistes considèrent que la densité du réseau hydrographique du Togo pourrait contribuer pour beaucoup à la solution du problème de l'alimentation en eau dans les villages.³⁷ Cependant tel n'est pas le cas. Au Togo, comme ailleurs en Afrique subsaharienne, les populations des zones rurales de façon particulière vivent de *L'eau de misère*. C'est le titre, combien évocateur, que le cinéaste camerounais Jean-Marie Teno a su pertinemment donner à un de ses films consacré au problème de l'alimentation en eau potable et de l'assainissement dans les villages africains. Ce film se termine par une chanson en chœur dans le cadre d'une séance d'animation communautaire de sensibilisation sanitaire et hygiénique. Traduction littérale de la chanson :

Diarrhée tu viens de la saleté
Moustique fous le camp
Moustique tu amènes le paludisme
Moustique tu nous bouffes le sang
Moustique petit coquin
Moustique sale bête fous le camp

35 Yéma E. GÛ-KONU (sous la direction de), *Atlas du Togo*, Paris : Les Éditions J.A., 1981, p. 14.

36 Yéma E. GÛ-KONU (sous la direction de), *op. cit.*, pp. 24-25.

37 *ibid.*, p. 15.

Voilà évoqués par les populations d'une localité rurale du Cameroun quelques problèmes de santé liés à l'eau. Dans ce secteur les collectivités villageoises du Togo sont aux prises avec des problèmes similaires. En fait dans la presque totalité, la population rurale togolaise s'alimente en eau de marigots, de mares, de sources ou de puits traditionnels. Ces eaux, est-il besoin de le souligner, sont en général malsaines, polluées, insalubres et occasionnent de nombreuses maladies que nous avons déjà mentionnées au chapitre I. Ici comme ailleurs en Afrique la corvée d'eau quotidienne, tâche ménagère astreignante et fatigante, est réservée aux femmes et aux jeunes filles. Au manque d'eau potable vient se greffer également l'absence de moyens hygiéniques adéquats des excréta et des eaux usées.

On peut le deviner dès lors. Parmi les problèmes importants du sous-développement à résoudre par l'État togolais figurent *naturellement* l'approvisionnement en eau potable et l'assainissement dans les zones rurales du pays (voir l'exergue du présent chapitre). Dès le début des années soixante le Gouvernement du Togo a créé au sein de la Direction des travaux publics un service appelé l'Approvisionnement de l'hydraulique et de l'électricité chargé de la construction de puits à grand diamètre de 1,80 m. Ces puits «ont constitué pendant de nombreuses années la solution adoptée par les subdivisions d'hydraulique pour l'approvisionnement en eau des populations rurales.»³⁸ Ce programme a connu son apogée vers 1966 avec l'opération Puits en investissement humain dans le Nord-Togo. Mais l'hydraulique villageoise proprement dite a pris une importance considérable dans le cadre du 3^e Plan national de développement économique et social du Togo (1976-1980). Ce plan visait, entre autres objectifs, à alimenter en eau saine l'ensemble des populations rurales. À cet effet, il a été créé un ministère des Ressources hydrauliques, et le service mis sur pied en 1960 a été transformé en Direction de l'hydraulique et de l'énergie (DHE). Les régions du pays ont été dotées de subdivisions hydrauliques. Durant cette période un important programme de construction de puits a été réalisé par le gouvernement togolais grâce au financement du troisième Fonds européen de développement (3^e FED).

Puis vint le programme du 4^e FED (1979-1980) à partir duquel le Togo a abandonné les puits à grand diamètre pour opter désormais pour les forages de puits à petit diamètre de 125 mm équipés de pompes à pédales. Pourquoi maintenant les forages ? Une première raison, d'ordre sanitaire : les puits à grand diamètre s'il ne demandent que des moyens d'exhaure traditionnelle, à savoir les seaux, les gourdes ou les Calebasses, ne garantissent point la qualité hygiénique des eaux. Seconde raison, d'ordre économique : les forages présentent des avantages techniques de pérennité des ouvrages et de coûts d'exécution moindres. «En vue d'un équipement rapide du pays en points

38 Revue internationale Europe Outremer, *op. cit.*, p. 25.

d'eau, la technique de forage marteau-fond-de trou a été retenue pour les zones du socle, alors que le battage et rotary sont maintenus pour le bassin sédimentaire côtier.»³⁹

En 1979, les besoins étaient estimés à 5 400 points d'eau dans les villages, à raison d'un point d'eau pour 150 et à 200 habitants. Le 4^e FED qui s'est terminé à la fin de 1980 a permis la construction de 280 points d'eau ruraux supplémentaires. Or, à la fin de 1978, le nombre de points d'eau villageois existants s'élevaient à un millier environ, comprenant surtout des puits à grands diamètres et quelques forages équipés de pompes. C'est donc dire que même les ouvrages supplémentaires du 4^e FED ont été loin de combler les besoins en points d'eau ruraux estimés à court terme. Par ailleurs, au début de 1979 on estimait qu'à moyen terme, soit en 1985, la demande serait de 8 000 points d'eau. Mais lorsqu'on a considéré les autres programmes d'hydraulique villageoise en cours (en même temps que le 4^e FED) ou en prévision on a abouti à la conclusion suivante :

À moyen terme (1985), le Togo disposait donc de près de 2 300 points d'eau supplémentaires, soit un total de 3 300 points d'eau sur 8 000. Donc malgré les efforts consentis, les réalisations seront bien inférieures aux besoins estimés et d'autres programmes de travaux devraient être entrepris pour être à la hauteur des besoins.⁴⁰

Les efforts d'hydraulique villageoise se sont donc poursuivis au Togo depuis 1979 avec l'assistance de différentes Organisations de développement et de coopération internationale (ODCI) dont les principales sont : le Fonds européen de développement (les 4^e et 5^e FED), la Banque Ouest-Africaine de développement (BOAD), l'Aide internationale américaine (USAID),⁴¹ le Fonds d'aide et de coopération (FAC), le Conseil de l'entente et l'Aide internationale japonaise (JICA).⁴² Mais que sont devenus tous ces puits et ces pompes ? De beaux tas de béton et de ferraille ! Des épaves de ciment et de métal !

39 Direction de l'hydraulique et de l'électricité (DHE), *Historique de l'hydraulique villageoise*, ministère de l'Équipement et des Postes et Télécommunications, Gouvernement du Togo, *Miméo*, 2 p.

40 Revue internationale *Europe Outremer*, *op. cit.*, p. 25.

41 USAID : United States Agency for International Development.

42 JICA : Japanese International Coopération Agency.

TABLEAU 2.1
Principaux programmes d'hydraulique villageoise (PHV)
au Togo depuis 1979

PHV	Nombre d'ouvrages	Région	Années
4 ^e FED	180 100	Maritime Plateaux	1979-80
BOAD	90 60	Maritime Plateaux	1981-82
USAID	750 400	Plateaux Savanes	1982-83
5 ^e FED	240 35	Kara Maritime	1984-85
SOTOCO (Allemagne)	600	Centrale Kara, Savanes et Plateaux	1985-87
JICA (Japon)	35 60	Maritime Maritime	1985-86 1987
Conseil de l'Entente	1000	Maritime et Plateaux	?

Sources : 1) Revue internationale *Europe Outremer*, No 632, septembre 1982 ; et
 2) DHE, Miméo, 1987.

Remarque : Le programme PNUD de recherche a permis de réaliser des études d'inventaire des ressources en eau du Togo, en particulier dans la zone de socle de 15 000 km² au Centre-Ouest du pays entre 1970 et 1983.

2.3 Le Togo et la Décennie internationale de l'eau potable et de l'assainissement (DIEPA)

Entre temps la Décennie internationale de l'eau potable et de l'assainissement (DIEPA) a été lancée. Les concepteurs et les intervenants togolais en matière de PHV ont acquis des expériences et tiré des enseignements des programmes réalisés jusque là. Deux grandes leçons retiennent désormais l'attention et deviennent le leitmotiv de l'hydraulique villageoise au Togo et partout en Afrique : la sensibilité des communautés bénéficiaires des PHV aux règles sanitaires et d'hygiène élémentaires

d'une part ; puis leur formation à la maintenance des équipements mis en place d'autre part. Et les experts de préciser :

Rien ne sert cependant de mettre à la disposition des populations une eau de bonne qualité bactériologique si le recours à l'eau du marigot ou de la mare voisine se fait de manière chronique (pendant la saison des pluies par exemple). Un impact durable sur la santé des individus ne peut être obtenu que par une action continue comprenant la vulgarisation des règles d'hygiène élémentaires, la construction, l'entretien et l'utilisation de latrines et de fosses septiques, la protection des abords des forages contre les pollutions d'origine humaine ou animale.⁴³

Si par ailleurs lors des premiers programmes d'hydraulique villageoise, le volet animation et sensibilisation des populations bénéficiaires à l'utilisation et à la gestion des ouvrages d'eau n'est pas apparu important dans le processus de réalisation des PHV, aujourd'hui la préparation et la formation des communautés locales à la maintenance et à l'entretien des points d'eau constituent une composante essentielle de la mise en oeuvre des projets d'approvisionnement en eau potable et d'assainissement dans les zones rurales du Togo.⁴⁴

Le Gouvernement du Togo a adhéré à la DIEPA (1980-1990) et s'est donné comme objectif prioritaire *l'eau potable pour tous* en 1990. Quatre ministères, leurs directions et services respectifs se sont appliqués à définir les objectifs nationaux de la DIEPA ainsi que les stratégies devant permettre de les atteindre. Il s'agit des ministères suivants : 1) ministère de l'Équipement et des Postes et Télécommunications ; 2) ministère du Plan et des Mines ; 3) ministère de la Santé publique et des Affaires sociales et de la Condition féminine ; et 4) ministère de l'Environnement et du Tourisme.

La Direction de l'hydraulique et de l'énergie rattachée au premier ministère cité ci-dessus est chargée de la conception, de la planification, de la supervision, de la construction et de l'installation des pompes. Elle est également responsable de l'organisation de la maintenance et de l'entretien des ouvrages. La Direction générale des mines et de la géologie intervient dans la mise au point des méthodologies de recherche des eaux souterraines. La Direction du plan coordonne les activités économiques et recherche les financements nécessaires à la réalisation des PHV.

⁴³ Revue internationale *Europe Outremer*, op. cit., p. 25.

⁴⁴ Direction de l'hydraulique et de l'électricité (DHE), «Session de formation internationale. Alimentation en eau potable et assainissement en milieu rural», Sophia Antipolis - France - Togo, du 23 au 30 novembre 1987, Lomé, ministère de l'Équipement et des Postes et Télécommunications, Gouvernement du Togo, *Miméo*, p. 14.

La Direction générale des Affaires sociales organise et coordonne les volets animation-sensibilisation et participation communautaire des populations au processus d'implantation et d'entretien des ouvrages des PHV. Le Service national d'assainissement est chargé des volets santé et hygiène ; il travaille de concert avec le Service national de l'éducation pour la santé. La Direction du génie rural est chargée de la construction ou de la supervision des retenues d'eau ou des barrages. Enfin, le Comité national d'eau, un comité interministériel, définit la politique de l'eau du gouvernement. Rappelons que l'État togolais visait à fournir, de 1980 à 1990, 20 litres d'eau potable par habitant par jour (20 l/hbt/j) à la population des zones rurales. Le point d'eau réalisé doit être situé dans un rayon de 500 m à 1 km environ. C'est à cet effet que les opérations suivantes ont été faites de manière systématique. Sur le plan technique, l'identification des ressources en eau disponibles (eaux souterraines, eaux de surface, eaux de pluie, eaux de source) a été effectuée et les moyens de leurs exploitations à des fins domestiques ont été déterminés.⁴⁵

Du point de vue sociodémographique, une estimation de la population rurale et de leurs besoins en eau a été établie (voir tableaux 2 et 3). Enfin un nouveau système de maintenance et d'entretien des points d'eau a été proposé et mis sur pied. Appelé *système d'entretien des pompes (SEP)*, ce système vise une meilleure prise en charge des ouvrages des PHV par les populations villageoises. Il comporte trois niveaux d'intervention : 1) la surveillance des points d'eau par le surveillant villageois ; 2) la réparation des *pannes mineures* par l'artisan rural ou le réparateur *intervillage* ; 3) la formation technique et le contrôle des deux précédents intervenants assumés par le mécanicien - pompe qui relève du Service de l'hydraulique rurale. Le mécanicien - pompe intervient également en cas de *pannes majeures*.

C'est dans ce nouveau contexte reflétant la philosophie et adoptant les stratégies d'intervention de la DIEPA que le PHV-CUSO est entré dans l'histoire récente de l'hydraulique villageoise au Togo. La petite histoire du PHV-CUSO, elle-même, remonte en 1979 alors que le Togo a présenté un projet de *Petite hydraulique villageoise* au Ministre canadien Asselin (aujourd'hui Sénateur et Lieutenant Gouverneur du Québec) qui assistait dans la capitale togolaise, Lomé, à une conférence de l'Agence de coopération culturelle et technique (ACCT). Suite à cette visite en mai 1980 le Canada par l'intermédiaire de l'Agence canadienne de développement international (ACDI) a reçu

⁴⁵ Les points d'eau (puits et forages) doivent être équipés de pompes à motricité humaine. La pompe INDIA MARK II est privilégiée. Les eaux souterraines sont exploitées au moyen des méthodes classiques d'investigation et de foration (photo-interprétation, méthodes géophysiques, méthode de foration au marteau-fond-de-trou, etc.). Les eaux non souterraines, eaux de pluie par exemple, sont recueillies par les impluviums et conservées dans des citernes ou réservoirs, puis ensuite traitées pour des fins domestiques (voir Direction de l'hydraulique et de l'électricité (DHE), *Miméo*, 1987 *op. cit.*, pp. 4-13).

TABLEAU 2.2

Population rurale à court, moyen et long termes par région économique

Population par région économique Années	Maritime	Plateaux	Centrale	Kara	Savane	Total
1985	657 209	646 706	242 226	264 895	332 072	2 143 108
1986	671 077	666 088	253 683	268 363	341 087	2 200 298
1990	730 473	748 506	306 276	286 027	379 672	2 450 954
1995	814 814	874 357	390 551	302 532	434 121	2 816 375
2000	912 526	1 016 779	501 900	327 087	496 411	3 254 703

Source : 1) Direction de l'hydraulique et de l'énergie, Togo, 1987

TABLEAU 2.3

Répartition des points d'eau à court, moyen et long termes par région économique

Points d'eau par région économique Années	Maritime	Plateaux	Centrale	Kara	Savanes	Centres de santé et écoles	Total
1985	1 878	1 848	692	757	949	---	6 124
1986	1 917	1 903	725	767	975	---	6 287
1990	2 087	2 139	875	817	1 085	600*	7 603
1995	2 328	2 498	1 116	864	1 240	700*	8 746
2000	2 607	2 905	1 434	935	1 418	800*	10 100

Source : 1) Direction de l'hydraulique et de l'énergie, Togo, 1987

* Ces points d'eau sont prévus pour les besoins des centres de santé primaire et des écoles. Remarque : Ces résultats sont basés sur : les résultats de recensement de 1981 en considérant les tranches de population (100 à 500 habitants et ...). Le nombre théorique d'ouvrages nécessaires pour couvrir l'ensemble des besoins du pays en 1990.

une requête officielle du Gouvernement togolais pour la réalisation de projets d'approvisionnement en eau potable aux populations rurales de diverses agglomérations au Togo.

En décembre de la même année une mission canadienne s'est rendue au Togo en vue de la reconnaissance et de la préparation d'un projet qui se limitait finalement à la réalisation des forages ou des puits dans la région maritime. En avril 1981, une seconde requête togolaise demandait un projet d'approvisionnement en eau potable localisé dans les zones rurales nécessiteuses de la région maritime du pays. En septembre 1981, une mission d'assistance canadienne procède à une étude de faisabilité du projet d'hydraulique villageoise dans la région maritime. En octobre 1982, le *Canadian University Services Overseas (CUSO)* une ONG canadienne a été approchée par l'ACDI pour être l'agent d'exécution du projet d'hydraulique villageoise. CUSO avait ajouté alors le volet éducation sociosanitaire s'inscrivant ainsi dans la perspective de l'OMS et de la DIEPA qui stipule qu'un programme d'alimentation en eau des collectivités rurales n'est complet et achevé que s'il est suivi de pratiques d'hygiène et de santé primaire.

De février 1983 à février 1984, des missions de l'ACDI et du CUSO au Togo ont permis de présenter une troisième et dernière ébauche de l'étude de faisabilité du projet d'hydraulique villageoise, désormais connu sous le nom populaire de PHV-CUSO. En juillet 1984 une entente a été signée entre le CUSO et l'ACDI. Enfin, en octobre 1984 un accord entre le gouvernement de la République togolaise et le CUSO a été signé concrétisant le début de réalisation du projet.

2.4 Description du PHV-CUSO

Avec le recul du temps nous constatons que le modèle du PHV-CUSO a été conçu et élaboré en s'inspirant des expériences vécues d'une part, par CUSO comme ONG avec sa philosophie de participation communautaire et d'autre part, par les projets d'hydraulique villageoise exécutés par les organismes de développement et de coopération internationale suivants : USAID, FED, FAC. Ainsi les volets sociosanitaire et participation communautaire du projet seraient une proposition de CUSO et le volet système d'entretien à trois paliers des ouvrages serait une proposition de la partie togolaise. Nous présentons ci-dessous ce modèle en décrivant son but, ses composantes et ses moyens d'action.

Le PHV-CUSO vise l'approvisionnement en eau potable, l'amélioration des pratiques et des conditions d'hygiène de 65 000 habitants, c'est-à-dire des populations rurales des préfectures de Zio et du Yoto dans la région maritime du pays. Cette préfecture s'étend sur une superficie de 6 100 km², soit le 1/9 de la superficie totale du pays. Le climat qui y règne est de type équatorial guinéen à quatre saisons avec une précipitation qui varie entre 800 mm et 1 200 mm/m. Les reliefs de la région ne montrent pas d'accidents majeurs à part les trois vallées de Zio, Haho et Mono. Les altitudes sont en général régulières allant de 120-150 m s'abaissant jusqu'au niveau de la mer. La

couverture végétale est composée essentiellement des savanes et des savanes arborées. Quant à l'hydrographie elle compte trois bassins : 1) Zio à l'ouest ; 2) Haho au centre (Affluents : Yoto et Lili) et 3) Mono à l'est.

La population de la région maritime comptait 710 000 âmes environ en 1970. Ce chiffre est monté à 1 029 000 habitants pour l'année 1981 dont 441 559 concentrés à Lomé et ses environs. La part de la population urbaine est de 424 149 habitants et celle du milieu rural 604 939 soit 38 % et 58,8 % respectivement. La densité démographique variant d'une région à l'autre compte pour la région maritime de 161 h/km².

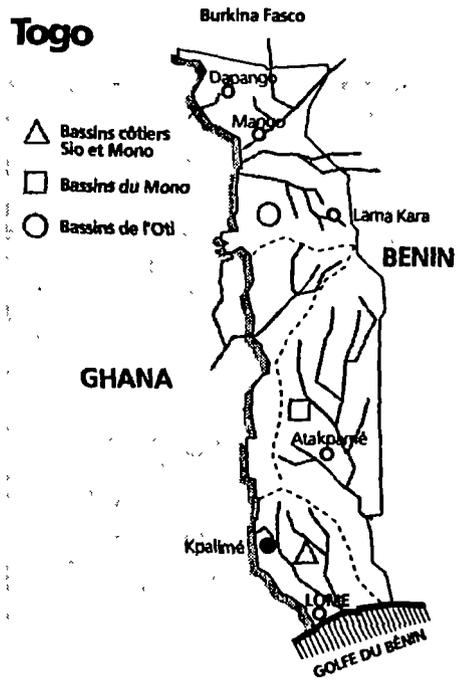
Le secteur agricole emploie 206 000 actifs dont 74 000 exploitants. La superficie cultivée est de 109 000 hectares, soit 0,53 ha. par actif. Les cultures principales sont le maïs, le manioc, le riz, le palmier à huile, le haricot, les arachides ainsi qu'une variété de légumes et de fruits dont l'ananas et les agrumes. Le coton est plus répandu à l'extrême nord de la région. La pêche et l'artisanat constituent également des sources de richesse non négligeables. La proximité de la capitale (Lomé) a transformé la région en une zone d'immigration forte. La savanisation accélérée est une caractéristique déplorable de la région ainsi que son déboisement intensif.

L'épuisement du sol et le manque d'eau potable constituent les problèmes majeurs dans cette région. Les eaux de surface, les eaux souterraines, les eaux stagnantes qui sont toutes contaminées constituent néanmoins les principales sources d'approvisionnement d'eau des populations du Zio et du Yoto. Elles sont naturellement responsables de nombreuses maladies hydriques dont la plus répandue dans les deux préfectures, la dracunculose commune, est appelée le ver de Guinée.⁴⁶ En saison sèche les femmes et les enfants qui assument la corvée d'eau doivent marcher de 15 à 20 km par jour pour se rendre aux rivières (Zio et Yoto). Ils s'y baignent et y lavent les vêtements avant de puiser l'eau pour des fins domestiques. Le sombre tableau de la pollution et de la contamination de ces eaux est complété par l'abreuvement des animaux et l'écoulement des déchets humains.

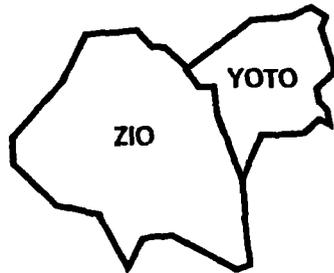
Avec une population de 1 029 000 habitants (1981), la région maritime est la plus peuplée du Togo. La concentration démographique dans la région représentait 36,4 % de la population totale en 1970 (en 1988 la population de la région maritime ne comptait que 710 568 habitants). Sa pyramide démographique contient les mêmes caractéristiques qui distinguent les pays en voie de développement, c'est-à-dire une base composée de jeunes et un sommet où se concentrent les plus

⁴⁶ Marie-Magdelaine Petit, *Contribution à l'étude de la dracunculose dans la préfecture du Zio (Togo)*, thèse de doctorat en Médecine, présentée et soutenue publiquement le 7 juillet 1987, Université du Bénin, Lomé, Togo, p. 64.

Togo



Localisation des préfectures



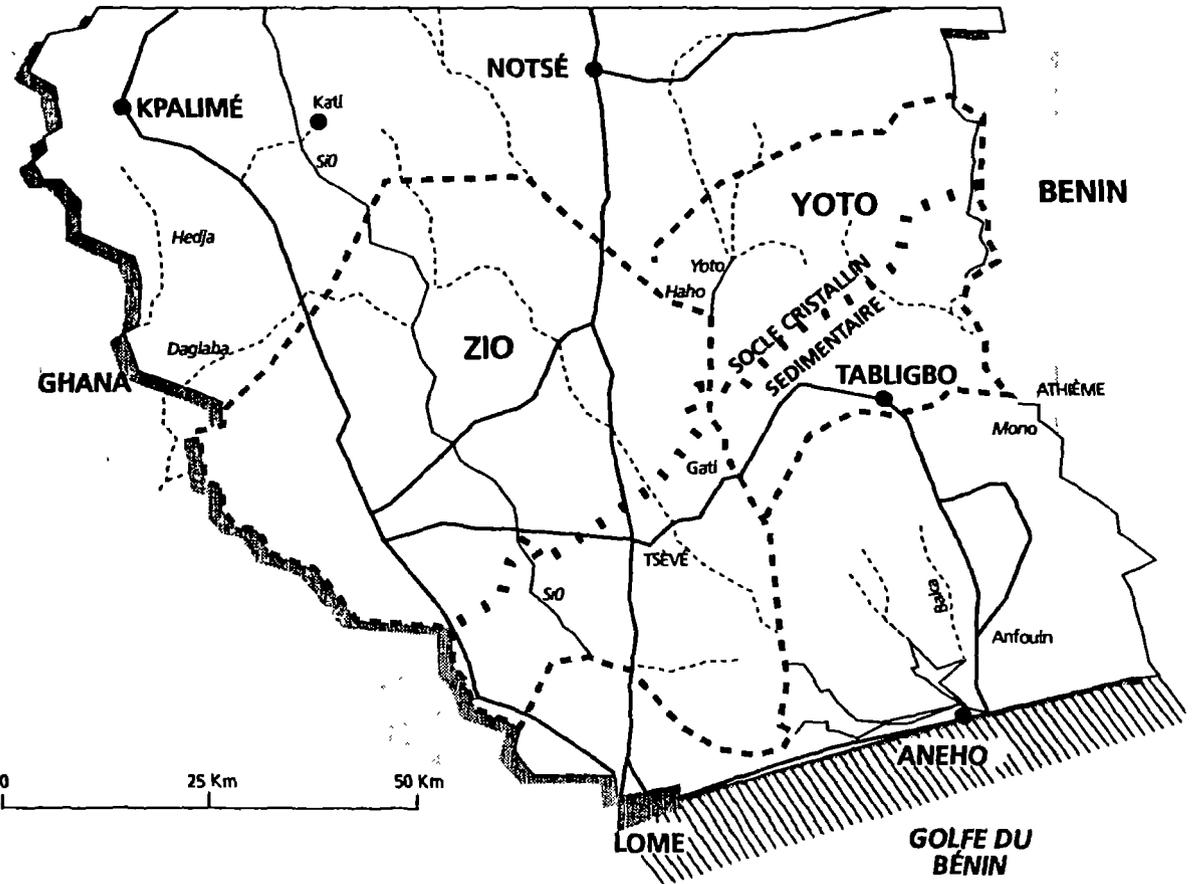
- - - Limite des prefectures
- · · Limite entre le socle et le sédimentaire

Figure 3

Localisation générale

Projet d'hydraulique villageoise Cuso

Afrique



âgées. Dans la préfecture de Zio par exemple, «les enfants de moins de 15 ans constituent 48,9 % de la population totale.»⁴⁷ La région maritime par rapport aux autres régions du pays semble être la mieux dotée en matière d'équipement scolaire. Le taux de scolarisation pour l'année 1983-84 était de 67 %.

Quant à la composition ethnique de la région, les éwés représentent 94,27 % de la population rurale du Zio et les Kabye 2 %. Parmi les éwés «55,5 % des ruraux se déclarent animistes et 21,75 % catholiques.»⁴⁸ En ce qui a trait à l'infrastructure sanitaire, la région maritime dispose de 6 hôpitaux, de 1 654 lits et 127 médecins en 1987. Mais la distribution de ces ressources est inégale d'une localité à l'autre. Ainsi, la concentration des facilités médicales à Lomé ne laisse qu'un médecin pour chacune des préfectures du Zio et du Yoto.

C'est particulièrement à la situation de manque d'eau potable et de moyens d'assainissement adéquats que le PHV-CUSO veut s'attaquer dans les deux préfectures mentionnées. Pratiquement, le projet vise à permettre à tous les habitants d'environ 260 villages d'avoir accès à 30 litres d'eau par jour et d'installer des moyens d'évacuation des excréta et des eaux usées. En terme conceptuel, le PHV-CUSO comprend six volets : 1) le volet technique ; 2) le volet formation du personnel d'encadrement des populations bénéficiaires ; 3) le volet participation communautaire ; 4) le volet éducation sociosanitaire ; 5) le volet maintenance et entretien des ouvrages (forages pompe, latrines, champs communautaires) ; 6) le volet intégration de la femme au développement (IFD).

1) **Le volet technique** consiste en un programme de forages de puits munis d'une pompe manuelle, d'aménagement des sources d'approvisionnement d'eau alternatives et de la remise en état des puits et pompes déjà existants mais défectueux. Les forages (environ 250) ont été exécutés par la société canadienne dénommée GÉOMINES/BRGM qui avait l'expérience de projets similaires dans la région des plateaux.

2) **Le volet formation** est théoriquement basé sur la méthode de formation des formateurs ou le *training of trainers*. Elle consiste à former des animateurs ruraux appelés dans le langage de CUSO des agents de base (AB) aux programmes de participation communautaire, de sensibilisation et d'éducation sanitaire des populations, ainsi qu'à leur formation à l'entretien des points d'eau et des latrines. Les agents de base à leur tour doivent former des responsables villageois qui en dernier essor, animeront et formeront les populations bénéficiaires.

⁴⁷ *ibid.*, p. 64.

⁴⁸ *ibid.*, p. 67.

3) Le volet participation communautaire vise à mettre en branle des stratégies d'intervention qui permettraient aux populations bénéficiaires de s'organiser et de participer individuellement et collectivement aux différentes phases d'implantation du projet du PHV-CUSO, depuis l'élaboration des programmes d'action jusqu'au suivi-évaluation, en passant par l'exécution des travaux de ces programmes. La participation communautaire devrait concrètement se traduire par les faits suivants : la mise sur pied de comités villageois de développement (CVD) et d'un comité de santé de village (CVS) ; la participation active des populations aux travaux communautaires par un apport de la main-d'oeuvre locale et l'utilisation de matériaux locaux (sable, gravier, bois, sol). Les principaux travaux communautaires identifiés sont : le labour des champs collectifs ou les microprojets lucratifs (MPL) dont les revenus doivent permettre aux populations d'assurer la maintenance et l'entretien des pompes ; la construction des latrines ou des microprojets sanitaires (MPS).

4) Le volet éducation sociosanitaire vise à mobiliser les populations bénéficiaires, à les sensibiliser afin de résoudre les problèmes reliés à l'eau et à la santé. Il s'agit d'éduquer les populations à une utilisation hygiénique de l'eau fournie par les puits et à l'usage des moyens d'assainissement (latrines) selon les normes de l'OMS.

5) Le volet maintenance et entretien des ouvrages du PHV par les collectivités villageoises elles-mêmes constituent sans doute la mesure la plus importante des programmes d'alimentation en eau des zones rurales de la politique de la DIEPA. L'État togolais, comme nous l'avons déjà souligné, en a fait également un principe fondamental dès le début des années quatre-vingts. Le PHV-CUSO a donc introduit un système de gestion des points d'eau à trois paliers : 1) les comités villageois de développement (CVD), 2) le secteur artisanal privé, et la Direction de l'hydraulique et de l'énergie (DHE) du Gouvernement togolais. La structure organisationnelle de ce système de gestion fonctionne de la manière suivante.⁴⁹ Le CVD est directement responsable de l'entretien des pompes en désignant des *surveillants-pompes* bénévoles. Ceux-ci initiés aux caractéristiques des ouvrages sont chargés d'en contrôler la manipulation et le fonctionnement. L'entretien consiste au changement des pièces d'usure, serrage des boulons, graissage de la chaîne et peinture de la borne extérieure. Les *surveillants-pompes* doivent aussi assurer la propreté des abords des pompes, réparer les pannes mineures ou appeler l'artisan-réparateur.

Les *artisans-réparateurs* sont également choisis par les CVD mais au sein des artisans locaux plus ou moins spécialisés dans la mécanique de moto, mobylette, etc. Les candidats reçoivent une

⁴⁹ Yao ASSOGBA, «Afrique francophone : vers un transfert de la gestion de l'eau aux villageois», dans *Revue Internationale d'action communautaire*, 19/59, printemps 1988, pp. 177-183.

formation qui leur permet de réparer les pompes en panne. Mais l'*artisan-réparateur* continue de travailler dans son atelier habituel et intervient à la demande du CVD pour les pannes majeures des ouvrages. Il est alors rémunéré par la *caisse villageoise*. Chaque artisan a à sa charge une trentaine de pompes, mais chaque CVD est libre d'engager l'artisan qui lui convient à d'artisans-réparateurs dans les zones du projet. Des stages de recyclages périodiques sont prévus. Une *structure d'entretien des pompes (SEP)* mise sur pied par la Direction de l'hydraulique et de l'énergie (DHE) relevant de l'État est chargée de contrôler les deux paliers précédents. Elle est composée d'un ingénieur-régisseur, d'un technicien de chantier et des *mécaniciens-pompe*. Ces derniers reçoivent une formation chez les entreprises qui fournissent les pompes et sont chargés de la réparation des pannes qui dépassent les capacités des *artisans-réparateurs*. Si les mécaniciens sont des salariés de l'État, les pièces de rechange par contre sont achetées par le CVD. Leurs prix sont contrôlés par le gouvernement togolais. 42 agents de base (comprendre agents d'animation) relevant, entre autres, du ministère de la Santé et des Affaires sociales, du Service national d'assainissement, des raisons familiales et du CUSO, font des actions de sensibilisation auprès des villageois pour une meilleure prise en charge des pompes.

6) Volet intégration de la femme au développement (IFD) : Il n'est plus besoin de souligner le rôle important traditionnellement joué par la femme dans le secteur de l'alimentation en eau des familles en Afrique. Pour ne citer que ce secteur. Dans le prolongement de la décennie internationale de la femme, et les nouvelles politiques d'implication des femmes africaines dans les projets de développement en amont et en aval, les planificateurs canadiens et togolais ont fait de l'intégration de la femme au PHV-CUSO un volet non moins important. Partant de l'hypothèse que la disponibilité et l'accessibilité rapide de l'eau potable libérerait les villageoises de leur corvée, ils ont supposé que les femmes pourraient investir le temps ainsi gagné dans des activités économiques nouvelles dont elles tireraient des profits pour elles-mêmes d'abord et éventuellement pour leurs enfants. Ce volet consiste donc non seulement à faire participer les femmes des villages du Zio et du Yoto aux différentes activités du PHV-CUSO mais également à les sensibiliser et à les former à la mise sur pied d'activités économiques lucratives.

Voilà le modèle du PHV-CUSO tel qu'élaboré par ses promoteurs et dont nous allons analyser la dynamique de réalisation. Le coût total de ce projet s'élevait en 1984, à 8,1 millions de dollars dont 7,3 millions proviennent de l'ACDI et l'équivalent de 800 000 du Gouvernement du Togo. Mais à la fin du projet en 1990 soit six années plus tard, son coût total s'élevait à 10,2 millions de dollars. Le chapitre suivant présentera l'objet et le cadre théorique de la recherche.

3. OBJET ET ORIENTATION THÉORIQUE DE RECHERCHE

3.1 Définition de l'objet de recherche

Le PHV-CUSO présenté au chapitre précédent sous forme de *modèle* est considéré dans les années quatre-vingts en Afrique noire francophone et dans le milieu des organisations canadiennes de coopération internationale comme un projet novateur, en ce sens que contrairement à ce qui s'est fait jusque là dans le domaine, il associe (en théorie) étroitement la participation communautaire, l'éducation sociosanitaire et les aspects techniques de l'hydraulique villageoise. Du point de vue méthodologique nous avons postulé que le PHV-CUSO a une valeur exemplaire ou paradigmatique. Dès lors nous pouvons l'étudier par la méthode d'analyse des *paraboles sociologiques*.

En termes imagés cette démarche qui fait partie de la famille du paradigme interactionniste, consister à raconter des histoires exemplaires, dont on cherche à tirer une *morale*. Ou bien, si l'on veut, une anthologie de phénomènes sociaux que l'on emprunte à des études sociologiques ou ethnologiques et que l'on raconte de manière à conclure sur la morale que l'on a voulu illustrer. En sociologie de l'action appliquée au changement social ou au développement, cette approche est utilisée depuis longtemps par des ethnologues qui s'intéressent au phénomène de diffusion de l'innovation au sein d'une communauté donnée. Les tenants de cette méthode partent du postulat selon lequel il ne peut pas y avoir de théorie générale du changement social et il est même impossible d'en construire une, puisqu'il s'agirait alors d'une théorie générale de l'histoire. Il vaudrait mieux donc étudier des microprocessus qui peuvent d'ailleurs avoir une valeur paradigmatique plus large.⁵⁰

Le courant de pensée et d'intervention volontariste qui a inspiré le PHV-CUSO suppose que la participation et l'éducation informelle (encore appelée la sensibilisation ou l'animation) sont des facteurs déterminants de la réussite des pratiques de développement communautaire dont les buts sont d'opérer des changements sociaux dans les régions rurales des pays en développement. Mais par ailleurs on ne comprend pas encore très bien les méthodes d'éducation informelle, ni les méthodes de participation nécessaires à la bonne marche éventuelle des projets de développement

⁵⁰ Le PHV-CUSO, avons-nous dit au chapitre précédent, a été élaboré à partir des leçons tirées des expériences d'hydraulique villageoise antérieures. Tel que construit et perçu, il représente un exemple de «paradigme» d'intervention dans le secteur de l'hydraulique villageoise dans la décennie 1980-1990. Pour en savoir davantage sur la notion valeur «exemplaire» ou «paradigme» le lecteur peut lire avec intérêt : Henri Mendras et Michel Forsé, *Le changement social : tendances et paradigmes*, Paris : Armand Colin, 1983. Voir également Yao Assogba, «Le paradigme interactionniste et le processus du développement communautaire : l'exemple des ONG en Afrique.» *Revue canadienne d'études et du développement*. Vol. IX, No 2, 1988, pp. 201-218.

en général et des projets d'hydraulique villageoise (PHV) en particulier. Il serait donc fort intéressant, aussi bien du point de vue des connaissances que des pratiques, de voir concrètement dans le cadre d'un projet d'intervention en quoi consistent l'éducation informelle et la participation des populations bénéficiaires. Tel est l'objet principal d'étude qui a inspiré cette recherche. Quant à ses objectifs spécifiques, ils sont : 1) d'étudier la dynamique du processus d'implantation du projet d'hydraulique villageoise du CUSO (PHV-CUSO) ; 2) d'analyser les modes d'animation et de participation des populations bénéficiaires aux différentes phases de réalisation du PHV-CUSO ; 3) d'expliquer l'importance relative de l'animation et de la participation des populations aux ouvrages ainsi que leur tendance à la prise en charge de ces derniers, en fonction d'un certain nombre de facteurs sociodémographiques et contextuels tels que : le sexe, le contexte d'animation dans les villages, la situation géographique des villages et les réunions initiées par les comités villageois de développement.

3.2 Discours et pratiques paradigmatiques dans le développement

Deux paradigmes principaux fondent les discours et les pratiques du développement dans le Tiers-Monde en général et en Afrique en particulier. Il s'agit d'une part, du paradigme déterministe fortement influencé par le positivisme⁵¹ et d'autre part, du paradigme interactionniste de type wébérien.⁵²

Du point de vue théorique, pour expliquer les échecs des projets de développement en général ou les échecs des projets d'approvisionnement en eau des collectivités rurales en particulier, les tenants du premier paradigme - c'est-à-dire le déterministe - évoquent le comportement *irrationnel* de la paysannerie qui serait dû à l'influence *causale* des valeurs et des structures traditionnelles ; l'attachement des populations villageoises aux traditions séculaires, leur *passéisme*, etc.⁵³ Voici, en guise d'illustration de ce courant, une enquête que nous avons effectuée en 1984 à titre de consultant. Minta, petite localité enclavée de la Haute-Sanaga au Cameroun, a bénéficié dans les années soixante-dix d'une microréalisation : le creusage de puits. Des experts et responsables d'organisations non gouvernementales (ONG) ont identifié un besoin de la population : le manque d'eau potable. Les femmes des villages doivent parcourir des kilomètres à pied pour aller chercher

51 Le classique du paradigme déterministe est sans doute W.W. Rostow, *Les étapes de la croissance économique*, Paris : Seuil. On peut consulter avec intérêt la typologie proposée par Raymond Boudon, *La place du désordre. (Critique des théories du changement social)*, Paris : PUF, 1984, p. 31.

52 Voir : - Raymond Boudon, *La place du désordre. (Critique des théories du changement social)*, Paris : PUF, 1985 et - Henri Mendras et Michel Forsé, *Le changement social : tendances et paradigmes*, Paris : Armand Colin, 1983.

53 Lire : - Margaret Mead, *Cultural Patterns and Technological Change*, Paris : UNESCO, 1953 et -D. Lerner, *The Passing of Traditional Society : Modernizing the Middle East*, Glencoe : The Free Press, 1958.

l'eau infectée au marigot. Elles perdent généralement une demi-journée, parfois une journée entière. L'ONG locale, une *mission catholique* fait creuser une dizaine de puits dans les villages de la localité.

Les objectifs du projet sont : - approvisionner la population en eau potable ; - améliorer la santé des gens ; - faciliter l'accès à l'eau aux femmes et leur permettre d'économiser du temps et de l'énergie pour faire d'autres activités économiques, par exemple cultiver des lopins de terre, faire de l'artisanat ou du petit commerce. Le projet répond à un besoin réel. En effet, assurer l'accès à l'eau potable à une population rurale, quoi de plus fondé ! Sauver du temps aux villageoises qui *palabrent* toute la journée sur le sentier du marigot, quoi de plus rentable ! La population a pris part au creusage des puits : les hommes ont pioché, *dynamité* et cassé des pierres ; les femmes ont transporté la terre. Le matériel a été fourni par l'ONG et l'infrastructure nécessaire a été installée : bord des puits cimentés, poulies, cordes, seaux, etc.

Mais lorsque la construction des puits a été terminée, on a procédé à l'inauguration *officielle*. Ça été la fête au village. Cependant, coup de théâtre après la fête. Les femmes, principales responsables de l'approvisionnement de l'eau domestique ont utilisé les puits mais, peu après, elles les ont abandonné et ont recommencé à aller chercher l'eau au marigot. C'est l'échec du *microprojet* forage de puits à Minta. Quelle logique ? Avoir un puits à deux pas de la case et décider de parcourir des km pour aller chercher l'eau ! Vouloir perdre du temps, alors qu'on peut en économiser pour faire d'autres activités et avoir plus d'argent, etc. Quelle logique peut expliquer cela ? L'aliénation culturelle, la résistance au changement, le poids des traditions. Voilà, entre autres, les explications *déterministes* que les intervenants de l'ONG locale nous ont avancées.⁵⁴

Ce paradigme formule généralement des propositions du genre *S A alors (plus souvent) B*,⁵⁵ et en termes de pratique développementale, les intervenants qui s'inspirent du paradigme déterministe évacuent les acteurs sociaux concernés, c'est-à-dire les populations bénéficiaires, du processus du développement. Ce dernier étant conçu et réduit à une simple question de transfert *mécanique* des facteurs définis comme les déterminants des transformations sociales nécessaires à l'évolution d'une société sous-développée : la technologie et le capital financier. Les perceptions, les valeurs

⁵⁴ Le lecteur peut se référer à notre article pour plus d'informations : Yao ASSOGBA, «Le paradigme interactionniste et le processus du développement communautaire : l'exemple des ONG en Afrique», dans *Revue canadienne d'études du développement*, Vol. 9, No 2, 1988, pp. 201-218.

⁵⁵ Raymond Boudon, *op. cit.*, pp. 13-38.

et l'univers symbolique, etc. des bénéficiaires des projets ou des programmes ne sont guère pris en considération dans le processus.⁵⁶

Le paradigme déterministe est dominant dans les pratiques du développement depuis les années cinquante. «La conception dominante du développement est déterministe. C'est celle d'Auguste Comte, pour qui la marche du progrès suit un cours naturel et nécessaire, tracé par la loi de l'organisation humaine.»⁵⁷ Et ceci malgré tout un courant de l'ethnologie et de l'anthropologie qui a depuis longtemps remis en question et critiqué les modèles théoriques évolutionnistes issus de ce paradigme d'une part ; et bien, que d'autre part, ce courant a expliqué les échecs de nombreux programmes de développement par le fait que ceux-ci ont été généralement imposés aux populations du Tiers-Monde et ne correspondaient pas à leur logique sociale et économique.⁵⁸

Le second paradigme, soit l'interactionniste, a été timidement pris en considération dans les questions théoriques et pratiques du développement vers la fin des années soixante-dix et le début des années quatre-vingts. Il remet en cause les explications *déterministes* des échecs des projets et propose des explications plus satisfaisantes des faits sociohistoriques qui résultent des rapports dynamiques que les populations bénéficiaires établissent avec les projets dans un contexte social daté et situé.⁵⁹ En fait, lorsqu'on considère le bilan heuristique des théories *holistes* et *déterministes* on constate que dans la plupart des cas, elles ont laissé une impression d'échec.

Les propositions générales qu'elles ont avancées ont été largement remises en question ou nuancées par des études sociologiques inspirées par le paradigme des effets pervers, un cas particulier du paradigme interactionniste de type wébérien.⁶⁰ Ce dernier postule qu'une authentique sociologie du développement s'inscrit d'emblée dans la tradition de la sociologie de l'action. Dès

⁵⁶ Peter Berger, *Les mystificateurs du progrès (vers de nouvelles pyramides du sacrifice du Brésil à la Chine)*, Paris : PUF, 1978, pp. 200-226.

⁵⁷ Mats Friberg et Bjorn Hettne, «La mobilisation au niveau local et la politique du système mondial», dans *Revue internationale des sciences sociales*, No 117, 1988, p. 385.

⁵⁸ Voir l'excellent article - synthèse de Jean-Pierre Olivier de Sardan, «Sciences sociales, africanistes et faits de développement», dans Pierre Boiral et al., *Paysans, experts et chercheurs en Afrique noire (Sciences sociales et développement rural)*, Paris : CIFACE-Karthala, 1985, pp. 27-43.

Voir également Peter Berger, *op. cit.*

Scarlette Epstein, *Economic Development and Social Change in South India*, Manchester : Manchester University Press, 1962.

N.B. L'étude de Berger porte sur une expérience de contrôle des naissances dans des villages du Punjab en Inde, et celle de Epstein sur les effets de l'irrigation en Inde du Sud. Ces deux études, entre autres, ont montré la pertinence d'une approche interactionniste des phénomènes sociaux relatifs aux projets de développement implantés dans certaines sociétés du Tiers-Monde.

⁵⁹ Voir Raymond Boudon, *op. cit.*, Henri Mendras et Michel Forsé, *op. cit.*, Peter Berger, *op. cit.* et Pierre Boiral et al., *op. cit.*

⁶⁰ Raymond Boudon, *op. cit.*, p. 9.

lors, le changement social au sens large en tant que fait social doit être analysé comme la résultante d'un ensemble d'actions individuelles. L'analyse interactionniste consiste alors à «repérer la logique du changement dans des systèmes d'interaction de dimension suffisamment restreinte pour être interprétable à l'aide des outils dont dispose aujourd'hui le sociologue.»⁶¹ En termes de pratique développementale, le paradigme interactionniste suppose que les intervenants tiennent compte dans le processus de réalisation d'un projet, des croyances, des motivations, des logiques économiques et des stratégies des populations bénéficiaires. Peter Berger l'a bien souligné : «la littérature et les débats récents sur la politique du développement mettent de plus en plus l'accent sur l'importance des perceptions et des valeurs indigènes et la désirabilité de chercher des alternatives à la transplantation mécanique des modèles institutionnels occidentaux.»⁶²

C'est ainsi que dans notre enquête sur l'hydraulique villageoise citée précédemment, nous sommes allés au delà des explications *déterministes* des intervenants du projet des puits à Minta, pour adopter une démarche interactionniste qui nous a permis de comprendre autrement les comportements des femmes de cette localité. Ainsi nos entrevues avec elles ont permis de découvrir que les femmes de Minta ne voulaient plus utiliser les puits pour les raisons suivantes : - l'accès direct à l'eau leur permet d'économiser du temps, cependant, il ne leur permet pas de faire d'autres choses mais de demeurer à la maison pour continuer les corvées habituelles (cuisine, soins des enfants, jardinage, etc.) ; - l'accès direct à l'eau ne leur permet donc pas de sortir de la maison, de marcher en compagnie de leurs amies et de palabrer, d'échanger ; - l'accès direct à l'eau les coupe de certaines relations sociales, de certains loisirs.

L'exemple de Minta n'est pas unique en Afrique. Claudette Savonnet-Cuyot relate un cas semblable dans un village de la Côte-d'Ivoire. Il mérite d'être cité presque intégralement :

Il m'a été donné d'observer avec surprise dans un village Koulango de Haute Côte-d'Ivoire le cas où un incontestable progrès technologique était plutôt mal accueilli par la population féminine. Il s'agissait pourtant d'un puits équipé d'une pompe manuelle. Moi qui avais vu, dans ce même village, les femmes soumises à une rude corvée de puisage et de portage d'eau entre le village et le marigot distant de plus d'un kilomètre, je vis là un grand progrès et en félicitai le chef. Il se montra plutôt modeste devant mes éloges et me dit : Les femmes n'en sont pas contentes. Elles disent que ce n'est pas bon pour elles...

Ce puits, qui était placé au centre du village, à la vue de tous, les privait de ces précieux instants de liberté où, loin des regards des hommes, elles pouvaient se retrouver entre elles, procéder à leur toilette, rire et plaisanter sans contrainte, les maris étant, bien sûr, les sujets favoris de ces plaisanteries. Au fond, je l'ai compris

⁶¹ Henri Mendras et Michel Forsé, *op. cit.*, p. 140.

⁶² Peter Berger, *op. cit.*, p. 200.

ce jour-là, la pénible corvée d'eau avait sa compensation : le marigot était le lieu où pouvait se constituer, à bonne distance du village et de ses conflits latents, un contre-société féminine libérée des regards masculins. J'avais raisonné en bonne logique occidentale et j'avais été piégée. Mais le progrès, pour un esprit occidental, n'était-ce pas précisément de réduire, avec la distance, le temps de travail féminin et sa pénibilité ?⁶³

La présente recherche s'inscrit dans la perspective heuristique du paradigme interactionniste en général, et plus spécifiquement du paradigme des effets pervers.

3.3 Cadre théorique de la recherche : le paradigme des effets pervers

Trois principales notions fondent le paradigme des effets pervers qui inspire le cadre théorique de la présente recherche. Ce sont : 1) la notion d'*effets pervers*, 2) celle de la *rationalité de l'acteur* et enfin 3) la notion de *l'individualisme méthodologique*.

Dans le langage des sciences sociales les *effets pervers* désignent les effets individuels ou collectifs qui résultent de l'agrégation des comportements individuels non prévus dans les objectifs recherchés par les acteurs sociaux.⁶⁴ Les effets pervers représentent une des causes fondamentales du changement social ou du développement. En conséquence, expliquer un phénomène de développement dans une localité donnée revient à le décrire empiriquement comme un effet d'agrégation résultant d'actions individuelles rationnelles, c'est-à-dire compréhensibles si on les rapporte au contexte social des acteurs. La notion d'effets pervers suppose un cadre analytique qui conçoit un *homo sociologicus* intentionnel «mû par les objectifs qu'il désire atteindre et par les représentations qu'il a des moyens susceptibles de lui permettre d'atteindre ces objectifs.»⁶⁵ En dernière analyse, le paradigme des effets pervers implique le principe de la rationalité, de l'intentionnalité ou de la logique de l'acteur.

Le principe de la rationalité de l'acteur

Admettre que le sujet sociologique est rationnel, revient tout simplement à mettre en évidence, étant donné le passé, les ressources et l'environnement de l'*homo sociologicus*, les *bonnes raisons* qui l'ont poussé à adopter tel comportement, telle attitude ou telle croyance.⁶⁶ Ce comportement est

⁶³ Extrait de Claudette Savonnet-Guyot, «Un développement au péril du paysan ?», dans Gérard Conac et al., *op. cit.*, pp. 200-201.

⁶⁴ Raymond Boudon, *Effets pervers et ordre social*, Paris : PUF, 1977.

⁶⁵ *Ibid.*, p. 12.

⁶⁶ *Id.*, «L'acteur est-il si irrationnel et si conformiste qu'on le dit ?», dans *Individu et justice sociale autour de John Rawls*, Paris : Éditions du Seuil, 1988, pp. 219-244.

alors compréhensible puisque l'observateur a réussi à cerner les motivations à agir de l'acteur dans sa situation. Ainsi par exemple, le refus des femmes de Minta du Cameroun et des femmes de la Haute-Côte-d'Ivoire d'utiliser les puits ou les pompes est un comportement rationnel dans la mesure où la corvée d'eau occasionne un réseau de sociabilité des femmes, réseau bien adapté au contexte social et culturel du groupe. Mais au-delà des cas, un principe est largement admis aujourd'hui dans les sciences sociales africanistes : on considère comme acquis que les sociétés rurales africaines sont traversées «de logiques diverses, et que c'est au confluent de leurs interactions qu'il faut se situer pour comprendre les stratégies sociales individuelles ou collectives.»⁶⁷ Nous reviendrons sur l'application de ce principe dans le chapitre qui sera consacré à l'analyse et à l'interprétation des résultats de la recherche.

Le principe de l'individualisme méthodologique

Pour rendre compréhensible le comportement des acteurs sociaux, l'analyse sociologique doit descendre jusqu'à ceux-ci. Cette démarche est possible grâce au principe de l'individualisme méthodologique. Il s'agit d'un principe selon lequel le sociologue doit considérer les acteurs individuels situés dans un système d'interaction comme *les atomes logiques de son analyse*. La méthode d'analyse du phénomène social observé consiste alors à en faire une conséquence de la logique du comportement des individus impliqués dans ce phénomène.

L'individualisme méthodologique suppose une démarche compréhensive qui implique, elle-même, deux conséquences d'ordre méthodologique. La première c'est que le chercheur doit toujours faire l'effort de «se doter de moyens d'information suffisants pour analyser les motivations qui ont inspiré l'action.»⁶⁸ Cet effort est possible quelle que soit la distance culturelle entre l'observateur et l'acteur, car disposant d'informations suffisantes le premier peut en principe comprendre le second. La deuxième conséquence c'est la nécessité pour le chercheur de rompre avec ses prénotions : «...le caractère compréhensible de l'action n'implique pas qu'on ne doive pas, avant d'interpréter telle ou telle action, prendre des précautions dont tout scientifique s'entoure lorsqu'il cherche à expliquer un fait quelconque.»⁶⁹

Cet énoncé est d'autant plus important que l'action constitue une catégorie particulière de faits ; et que la compréhension de l'action du sujet sociologique implique en réalité de la part de l'observateur, un jugement empathique de type : «À la place de untel j'aurais peut-être agi de la

⁶⁷ Jean-Pierre Olivier De Sardan, *op. cit.*, p. 38.

⁶⁸ Raymond Boudon, *La place du désordre, op. cit.*, p. 41.

⁶⁹ *Ib.*, *La logique du social*, Paris : Hachette, 1979, p. 251.

même façon». La logique dont il postule l'existence dans la démarche interprétative doit, bien entendu, toujours être compatible avec les données observables. La meilleure précaution scientifique pour le sociologue, précisent Boudon et Bourricaud «consiste pour lui à vérifier que son analyse microsociologique est bien compatible avec les données macrosociologiques qu'il est en mesure d'observer.»⁷⁰

3.4 Le modèle d'analyse des résultats de recherche : simulation⁷¹

Le modèle reprend les éléments fondamentaux descriptifs du cadre théorique et les applique de manière idéal typique à l'objet de la présente recherche, à savoir la dynamique du processus d'implantation du PHV-CUSO dans les villages du Zio et du Yoto dans la région maritime du Togo.

- On considère une population X au sein de laquelle on diffuse une innovation I. Soit dans le cas présent les populations rurales du Zio et du Yoto au Togo qui bénéficient du projet d'hydraulique villageoise CUSO (PHV-CUSO). Il s'agit en fait d'un nouveau projet d'approvisionnement en eau potable et d'assainissement - une innovation - que l'on diffuse, selon des stratégies, au sein des populations dans le but de faire adopter par celles-ci ce nouveau projet. L'on cherche, en dernière analyse, à provoquer *un changement social M* qui est l'adoption de nouvelles pratiques d'alimentation en eau et d'hygiène par les villageois-es de la région maritime du Togo.
- La recherche veut tenter d'expliquer le changement social M observé. Selon le paradigme interactionniste de type wébérien, M doit être interprété comme la conséquence de la logique des actions individuelles d'acteurs sociaux qui se trouvent dans une situation donnée. Autrement dit, M doit être compris et analysé comme une fonction M (mi) d'un ensemble d'actions individuelles M_i d'acteurs sociaux (les populations du Zio et Yoto) ayant des préférences et des stratégies dans une situation de structure S_i . Dans le cas présent, l'ensemble des actions individuelles (M_i) renvoie aux représentations sociales et aux comportements des communautés villageoises du Zio et du Yoto vis-à-vis des ouvrages du projet d'approvisionnement en eau potable et d'assainissement. C'est donc par les représentations sociales et les comportements que nous entendons analyser l'adoption ou la non-adoption des ouvrages du PHV-CUSO.

⁷⁰ Raymond Boudon et François Bourricaud, *Dictionnaire critique de sociologie*, Paris : PUF, 1986, p. 6.

⁷¹ Voir Raymond Boudon, *La place du désordre*, op. cit., pp 40-52.

La représentation sociale peut être définie comme «un processus dynamique de reconstruction du réel en même temps qu'elle en permet l'appréhension. C'est par elle que le sujet s'organise, s'ordonne et attribue des significations aux informations qu'il reçoit.»⁷²

La représentation sociale est médiatrice entre l'acteur et la situation dans la mesure où elle constitue pour l'acteur, le système de décodage, d'interprétation et d'orientation de son action. Par exemple, la représentation sociale qu'un villageois du Zio a de sa responsabilité dans la gestion et la maintenance des points d'eau ou de la relation entre l'eau et la santé permet de voir le type de rapport positif ou négatif qu'il entend avoir avec les ouvrages du PHV-CUSO.

La situation S_i dans laquelle se trouvent les populations du Zio et du Yoto peut être caractérisée par les principales variables suivantes : **l'environnement, le système d'interaction et l'innovation** proposée. L'environnement est défini par les facteurs indicatifs suivants : le contexte hydraulique, la situation géographique (localités situées près des rivières ou dans les terres), etc. Le système d'interaction est défini par le sexe, les activités des CVD, le système de chefferie, etc. L'innovation c'est l'hydraulique villageoise fondée sur la participation communautaire, les microprojets sanitaires ou MPS (latrines), les microprojets lucratifs ou MPL (champs communautaires), les caisses villageoises, etc. Les actions individuelles M_i des villageois du Zio et du Yoto, acteurs sociaux intentionnels, sont des fonctions $M_i(S_i)$ de la structure S_i . Le cadre théorique interactionniste de la rationalité de l'acteur permet, en dernier ressort, d'expliquer le comportement des acteurs par la logique, l'intentionnalité ou la rationalité qui y est sous-jacente à l'action, cette rationalité ou logique étant située et datée. Le modèle d'analyse présenté ci-dessus permet alors de formuler les hypothèses générales et les hypothèses spécifiques ci-dessous.

Première hypothèse générale. Les populations du Zio et du Yoto auront de manière générale une inégale propension à participer aux ouvrages de l'innovation qu'est le PHV-CUSO. Cette propension va varier ainsi selon des facteurs d'ordre sociodémographique, d'ordre contextuel de l'animation dans les villages et selon la situation géographique des villages. De cette première hypothèse générale, nous déduisons les hypothèses spécifiques de recherche ci-dessous.

Hypothèse spécifique 1. Le sexe influe sur la participation communautaire aux trois campagnes de sensibilisation (*Notre eau, Village propre, Notre santé*) : les femmes vont y participer en plus grand nombre que les hommes (à cause des logiques sociales et culturelles qui fondent les rôles des deux genres dans les sociétés du Zio et du Yoto).

⁷² Serge Moscovici, *Introduction à la psychologie sociale*, Paris : Larousse, Tome II, 1973, p. 40.

Hypothèse spécifique 2. Le contexte d'animation dans les villages influe sur la participation communautaire aux campagnes de sensibilisation : plus le contexte d'animation dans les villages est propice ou facile, plus les populations vont participer et inversement, plus le contexte d'animation est difficile moins les populations vont participer.

Hypothèse spécifique 3. La situation géographique des villages influe sur la participation communautaire aux campagnes de sensibilisation : les populations des villages *ni enclavés et ni riverains* vont participer en proportion plus grande que celles des villages *enclavés et/ou riverains* par exemple.

Hypothèse spécifique 4. Le sexe influe sur la participation communautaire aux microprojets sanitaires (MPS) : les hommes vont plus participer à la construction des latrines que les femmes.

Hypothèse spécifique 5. Le contexte d'animation dans les villages influe sur la participation communautaire aux MPS : plus le contexte d'animation est propice ou facile, plus les populations vont participer et inversement.

Hypothèse spécifique 6. La situation géographique des villages influe sur la participation communautaire aux MPS : les populations des villages *ni enclavés et ni riverains* vont plus participer que celles des villages *enclavés et/ou riverains* par exemple.

Hypothèse spécifique 7. Le sexe influe sur la participation communautaire aux microprojets lucratifs (MPL) : les hommes vont plus participer aux champs communautaires que les femmes.

Hypothèse spécifique 8. Le contexte d'animation dans les villages influe sur la participation communautaire aux MPL : plus le contexte d'animation est propice ou facile, plus les populations vont participer et inversement.

Hypothèse spécifique 9. La situation géographique des villages influe sur la participation communautaire aux MPL : les populations des villages *ni enclavés et ni riverains* vont participer en proportion plus grande que celles des villages *enclavés et/ou riverains* par exemple.

La deuxième hypothèse générale se formule comme suit. Les populations du Zio et du Yoto auront, de manière générale, une inégale propension à utiliser les ouvrages du PHV-CUSO et/ou à y prendre part. Cette propension va varier selon l'assistance ou la participation des populations aux

sessions d'animation des agents de base (AB). De cette deuxième hypothèse générale, nous déduisons les autres hypothèses spécifiques suivantes.

Hypothèse spécifique 10. L'assistance (ou la participation) aux sessions d'animation influe sur l'utilisation des latrines : les populations qui participent plus à l'animation auront plus tendance à utiliser les latrines *modèle-CUSO* ou (au moins) les latrines traditionnelles que celles qui ne participent pas à l'animation.

Hypothèse spécifique 11. La participation aux sessions d'animation influe sur l'utilisation des sources d'eau pour la consommation domestique : les populations qui participent plus à l'animation auront plus tendance à consommer uniquement l'eau potable de la pompe que celles qui n'y participent pas.

Hypothèse spécifique 12. La participation aux sessions d'animation influe sur l'utilisation des sources d'eau pour la lessive : les populations qui participent plus à l'animation auront plus tendance à utiliser l'eau potable de la pompe pour la lessive que celles qui n'y participent pas. **Remarque.** En effet, toutes choses étant égales par ailleurs, l'animation enseigne aux villageois que la dracunculose ou le *ver de Guinée* se transmet par le contact corporel (notamment les pieds) avec les eaux infectées des marigots, ruisseaux, mares, etc. Or les femmes font la lessive dans ces eaux. On suppose donc que toute personne informée et sensibilisée aux modes de transmission de la maladie éviterait tout contact avec les eaux infectées par le *ver de Guinée*.

Hypothèse spécifique 13. L'assistance aux sessions d'animation influe sur la participation communautaire aux microprojets sanitaires (MPS) : les populations qui assistent plus à l'animation auront plus tendance à construire les latrines *modèle-CUSO* ou (au moins) les latrines traditionnelles que celles qui n'y assistent pas.

Hypothèse spécifique 14. L'assistance aux sessions d'animation influe sur la participation aux microprojets lucratifs (MPL) : les populations qui assistent plus à l'animation auront plus tendance à participer aux champs communautaires que celles qui n'y assistent pas.

Hypothèse spécifique 15. L'assistance aux sessions d'animation influe sur la participation aux réunions organisées par les comités villageois de développement (CVD) pour discuter des ouvrages du PHV-CUSO en l'absence des agents de base (AB) : les populations qui assistent plus à l'animation auront plus tendance à participer aux discussions organisées par les CVD que celles qui n'y assistent pas.

Les 15 hypothèses spécifiques seront confirmées ou non à l'aide des données issues du sondage que nous décrirons dans le prochain chapitre (IV) consacré à la méthodologie. Mais nous disposons également, dans la présente recherche, des données qualitatives issues d'entrevues et d'observations. Aucune hypothèse spécifique n'a été formulée en vue de l'analyse de ces dernières données. C'est plutôt le principe de l'individualisme méthodologique qui orientera notre démarche d'analyse qualitative (voir dans le présent chapitre le troisième principe du paradigme des effets pervers).

4. MÉTHODOLOGIE

Depuis l'excellent article (devenu aujourd'hui un classique) de Cheick Anta Diop⁷³ dans les années soixante sur la recherche sociale en Afrique, la nécessité, pour le chercheur d'élaborer des méthodes appropriées capables d'avoir une portée heuristique plus grande des réalités africaines, est largement reconnue par la communauté scientifique africaniste. C'est dans cet esprit que d'une part, la méthodologie de cette recherche est à la fois de type quantitatif et de type qualitatif⁷⁴ et que d'autre part, les méthodes qualitatives mieux adaptées aux sociétés à tradition orale ont été davantage utilisées.⁷⁵ Nous décrivons respectivement le déroulement spatio-temporel de cette recherche longitudinale, le sondage, les définitions conceptuelle et opératoire des variables, les méthodes qualitatives utilisées et la démarche d'analyse des données.

4.1 Déroulement spatio-temporel de la recherche

Deux phases sont à distinguer dans les enquêtes sur le terrain. La première phase couvre les étés 1987 à 1989. Durant cette période, les données ont été recueillies au moyen des méthodes qualitatives dont il sera question à la section 4,4 du présent chapitre. Ces enquêtes ont été effectuées par le chercheur principal de l'Université du Québec à Hull avec la collaboration d'un assistant national ou celle du cochercheur de l'Université du Bénin à Lomé (Togo).

La seconde phase qui couvre l'été 1990, est celle durant laquelle la dernière enquête a été effectuée, et ceci au moyen des méthodes quantitatives (sondage) et qualitatives. L'opération a été réalisée par une équipe d'enquêteurs composée des deux chercheurs responsables du projet et d'une quinzaine d'étudiants diplômés de l'Université du Bénin à Lomé et spécialement formés pour les circonstances. Cette grande enquête a touché 800 ménages vivant dans 30 villages échantillonnés. Chaque étudiant de l'équipe a deux villages et a séjourné une semaine dans chacun d'eux pour y administrer un questionnaire, faire des observations et des entrevues.

73 Cheick Anta Diop, «Sociologie africaine et méthodes de recherche», *Présence africaine*, No 48, 4^e trimestre, 1963, pp. 180-186.

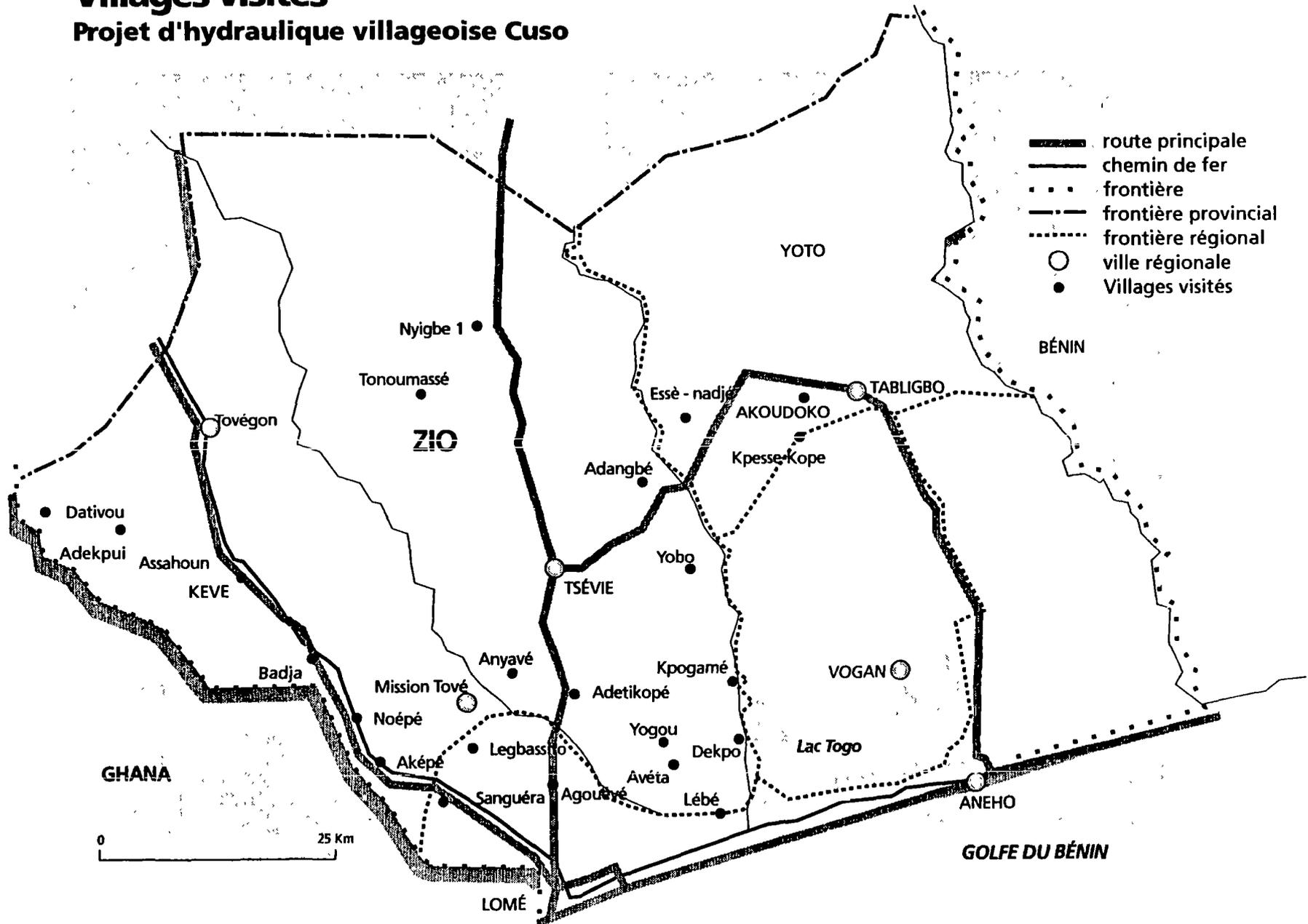
74 Peter Easton, *L'éducation des adultes en Afrique noire*, Tome I, *Théorie*, Paris : Karthala et ACCT, 1984.
Peter Easton, *L'éducation des adultes en Afrique noire*, Tome II, *Technique*, Paris : Karthala et ACCT, 1984.

75 Voir Gisèle Simard, «La recherche sociale dans des sociétés de paroles ou le défi de la recherche sociale en Afrique : le cas du Cameroun», dans *Sociologie et sociétés*, Vol. XX, No 2, octobre 1988, pp. 83-95.
Voir Louise Lahaye, «L'adaptation d'un protocole de recherche au contexte des pays en voie de développement», dans *Interface*, mai-juin 1987, pp. 51-52.
Voir Shannon Stokes and Michael K. Miller, «A Methodological Review of Fifty Years of Research in Rural Sociology», dans *Sociology*, Vol. 50, No 4, 1985, pp. 539-560.

Figure 4

Villages visités

Projet d'hydraulique villageoise Cuso



Les deux chercheurs principaux parcouraient des kilomètres par jour pendant deux semaines pour veiller au bon déroulement des enquêtes, motiver les assistants et résoudre certains problèmes qui se posaient comme par exemple, les relations entre les enquêteurs et les villageois, les cas de maladies, le manque de nourriture, etc. Durant le week-end toute l'équipe se réunissait dans les locaux d'une école d'agriculture située au centre des zones rurales où se déroulaient les recherches. On y faisait la synthèse des activités hebdomadaires, des difficultés rencontrées sur le terrain et on envisageait les solutions appropriées. Cette rencontre était aussi consacrée à des jeux collectifs de divertissement et de prise de distance par rapport, non seulement aux enquêtes, mais également aux conditions de vie pénibles dans les villages : manque d'eau potable pour consommation et l'hygiène corporelle, manque de lits, d'infrastructures sanitaires, etc. Les membres de l'équipe de recherche vivant pour la plupart dans les centres urbains ou semi-urbains prenaient, certes une fois de plus mais en groupe cette fois-là, connaissance et conscience des conditions nécessiteuses des populations rurales de leur pays.

Il est intéressant de noter que nous avons loué deux automobiles tout-terrain pour les déplacements, prévu des bidons d'essence (de réserve), des trousse de soins de santé primaire, de la nourriture, des sacs de couchage et des nattes, des ballons de jeux, etc. La recherche en Afrique nécessite une logistique aussi importante que les instruments ou les techniques d'enquêtes. À cela doit s'ajouter une préparation psychologique des chercheurs et une animation constante de l'équipe.

4.2 Sondage

Le sondage a été effectué au cours de *l'opération enquête* de l'été 1990. L'unité d'observation a été le ménage. Celui-ci est défini comme un ensemble d'individus, apparentés ou non, vivant sous le même toit et ayant une autonomie de gestion. Le ménage a été choisi comme unité d'observation parce que c'est une entité sociale qui reflète très bien les réalités africaines et qui est très pertinente du point de vue méthodologique. Il y a en tout 270 villages CUSO, répartis en 6 zones ou équipes d'animation. Parmi ces villages, certains sont relativement faciles à animer, d'autres moins faciles et d'autres encore difficiles. L'enquête prévoit de faire des observations dans les différentes catégories de villages selon les contextes d'animation : villages (ou contexte d'animation) *difficiles, moyens et faciles*. En gros le contexte d'animation fait référence au dynamisme des agents de base, à la motivation et à la coopération des populations durant les sessions de sensibilisation.

Le plan d'échantillonnage choisi est *par grappes*. À la première étape, on tire un échantillon aléatoire simple ou systématique de ménages dans chaque village choisi. Les villages sont répartis en trois catégories selon les contextes de l'animation (difficiles, moyens et faciles) dans lesquelles on tire au premier degré 28 villages et au second degré 800 ménages. Dans un ménage tiré, c'est la première femme (ou la plus âgée disponible) qui est enquêtée, éventuellement en présence de son mari et de ses coépouses. Dans les ménages où il n'y a pas de femmes - femme absente, ménage de célibataire, de divorcé ou de veuf - c'est l'homme qui est interrogé.

Les catégories sont constituées à partir des notes données par les agents de base aux villages qu'ils animent respectivement. Les villages sont notés sur la base de 10 critères qui semblent prépondérants dans la réussite des programmes d'animation. La grille de notation varie entre 0 et 5. La note final attribuée à un village est la somme pondérée des notes attribuées par son agent de base. Les critères sont pondérés en fonction de l'importance de leur influence sur le bon déroulement des activités d'animation des agents de base (AB) selon le tableau suivant.

TABLEAU 4.1
Critères par ordre d'importance

N	Critères	Pondération
01	Cohésion du village	1,45
02	Influence du chef du village	1,35
03	CVD dynamique	1,25
04	Autochtones (proportion d')	1,15
05	Existence d'une autorité politique (chef)	1,05
06	Absence de conflit de génération	0,95
07	Confiance dans CUSO	0,85
08	Sédentaires (habitants dans le village)	0,75
09	Village désenclavé (facile d'accès)	0,65
10	Village riverain	0,55
TOTAL		1,00

En tout, 247 villages sont évalués. Chacun d'eux a une note pondérée comprise entre 0 et 50 ; les plus difficiles ont les notes les plus faibles. Les catégories sont constituées en considérant le premier quartile comme la catégorie des villages difficiles, le dernier celle des faciles, les 2^e et 3^e

quartiles forment la catégorie moyenne. En faisant ainsi, les seuils retenus sont définis comme suit : 1) appartiennent à la catégorie difficile, les villages qui ont une note inférieure ou égale à 27,50, soit 61 villages ; 2) ceux qui ont une note comprise entre 27,50 et 39,50, constituent la catégorie moyenne (123 villages) et 3) une note supérieure à 39,50, envoie dans la catégorie des villages faciles (63 villages).

Afin de respecter la proportion de villages dans chaque catégorie, nous avons choisi la stratégie suivante : 7 villages de la catégorie difficile, 14 de la catégorie moyenne et 7 de la catégorie facile. Les villages sont tirés de façon aléatoire à l'aide d'une table de nombres au hasard (Annexe 1).

Au second degré, le tirage est proportionnel : le nombre de ménages tirés dans un village est proportionnel à sa taille (en nombre de ménages). Pour déterminer le nombre de ménages-échantillon par village, nous avons procédé comme suit : les agents de base fournissent le nombre d'habitants des villages et le dénombrement de l'Enquête budget consommation (Togo) donne la taille moyenne des ménages dans les villages. Grâce à ces informations, le nombre de ménages par village tiré est estimé avec une grande précision.

Le nombre de ménages-échantillon par village est déterminé par une règle de trois puisqu'il y avait 2 608 ménages estimés pour un échantillon prévu à 800 ménages. Lors du choix des ménages à enquêter dans chaque village-échantillon, nous avons procédé comme suit : le comité villageois de développement (CVD) ou l'autorité politique du village, c'est-à-dire le chef, fournit une liste exhaustive des chefs de ménages. On s'est assuré qu'ils ont la même conception du ménage. Sur la liste, les ménages sont déterminés de façon aléatoire ou par un tirage systématique (Annexe 2).

Arrivé dans le village, l'enquêteur a déjà la liste des ménages à observer et s'informe des habitudes de la population en ce qui concerne les salutations, les disponibilités (surtout des femmes), la situation matrimoniale de l'échantillon, etc. Arrivé au niveau du ménage, après les salutations d'usage, il demande à parler au chef de ménage à qui il expose l'objectif et l'objet de l'enquête. Ensuite, il dit qu'il aimerait interroger sa première femme ou à défaut, la plus âgée, éventuellement en sa présence et celle de ses autres femmes.

En tout, 594 ménages ont été interrogés. Ce chiffre est plus bas que celui prévu. D'après les notes de terrain des enquêteurs, il semble que le nombre de ménages par village a parfois été surestimé, ce qui explique la taille réduite de l'échantillon.

La saisie et le traitement des données ont été faits à Lomé et à Hull (Université du Québec à Hull). Les données du sondage sont analysées par la méthode classique de l'analyse tabulaire à plusieurs variables.⁷⁶ Le test d'indépendance statistique Chi-carré (X^2) est utilisé pour étudier les associations entre les variables, (indépendante et dépendante). Le seuil de signification est fixé à $P \leq 0,05$. Le V de Cramer, le Phi ou le Gamma sont utilisés pour préciser l'intensité d'une relation entre variables.⁷⁷

4.3 Définitions conceptuelle et opérationnelle des variables

Les variables à l'étude se définissent en ces termes :

Le sexe. Il définit socialement et culturellement le genre humain : femmes et hommes.

Le contexte d'animation (voir précédemment).

La situation géographique des villages. Cette variable fait référence non seulement à la position des villages par rapport à l'accessibilité aux diverses sources d'eau traditionnelles (rivières, marigots, mares, ruisselets, etc.), mais également aux voies d'accès aux villages (piste, route, etc.). On a ainsi distingué les catégories suivantes : *villages enclavés* ou difficiles d'accès ; *villages riverains* ou situés près d'une ou des sources d'eau ; *villages enclavés et riverains* ou difficiles d'accès et près d'une source ou des sources d'eau traditionnelles ; *villages ni enclavés et ni riverains* ou faciles d'accès et loin d'une source ou des sources d'eau traditionnelles. Ces trois variables sont considérées comme des variables indépendantes dans les données du sondage.

La participation. Cette variable fait référence aux éléments suivants : la contribution volontaire ou provoquée des populations au projet de développement (dans le cas présent au PHV-CUSO) et/ou l'implication des populations dans les différentes phases de réalisation du projet, l'utilisation des ouvrages par les populations. Dans le cadre du PHV-CUSO, les populations peuvent participer ou ne pas participer 1) aux phases de prise de décision, d'exécution, de suivi et d'évaluation du

⁷⁶ Morris Rosenberg, *The Logic of Survey Analysis*. New York : London Basic Books Inc., Publishers, 1968.
Raymond Boudon et Lazarsfeld, *L'analyse empirique de la causalité*, Paris : Mouton, 1968.

⁷⁷ Notes sur les tests statistiques.

Le V de Cramer est utile dans le cas des tableaux à une ou deux variables nominales, de dimension 2XK c'est-à-dire 2 X 2, 2 X 3, 2 X 4, etc.

Le Phi est utile dans le cas des tableaux à une ou deux variables nominales, de dimension 3XK, c'est-à-dire 3 X 2, 3 X 3, 3 X 4, etc.

Quant au Gamma, il est utile dans le cas des tableaux à deux variables ordinales, les dimensions n'étant pas importantes.

projet ; 2) aux ouvrages suivants : les campagnes de sensibilisation (*Notre eau, Village propre, Notre santé*) ; les microprojets sanitaires (MPS) c'est-à-dire à la construction et/ou à l'utilisation des latrines ; les microprojets lucratifs (MPL) c'est-à-dire les travaux des champs communautaires ; les caisses villageoises et aux activités des comités villageois de développement (CVD). La participation est considérée comme la variable dépendante dans le sondage.

L'animation. L'animation est un ensemble de moyens d'éducation mis en oeuvre par les intervenants, en l'occurrence les agents de base (AB) du CUSO, dans le cadre d'un programme ou d'un projet de développement (PHV-CUSO) pour informer, sensibiliser et former les populations afin qu'elles soient en mesure de participer au processus d'implantation du programme d'une part, et d'adopter les ouvrages du programme d'autre part. L'animation peut être efficace ou inefficace selon les aptitudes pédagogiques des animateurs, les moyens éducatifs mis en oeuvre, les motivations et la coopération des populations concernées par le programme de développement. Dans le cadre de cette recherche, nous avons distingué trois catégories de villages selon le contexte d'animation (voir précédemment).

4.4 Méthodes qualitatives

En plus du sondage, des données ont été recueillies au cours des étés 1987, 1988, 1989 et 1990 dans les villages du Zio et du Yoto échantillonnés, au moyen de trois méthodes qualitatives différentes mais complémentaires :

- au moyen d'entrevues semi-structurées auprès d'une cinquantaine d'informateurs-clés au total définis comme concepteurs et/ou intervenants du PHV-CUSO ;
- au moyen de nombreuses entrevues de groupe ou *focus group* auprès de 30 agents d'animation villageoise et de 30 villageois membres des comités villageois de développement (CVD) ;
- au moyen d'observations non participantes et/ou participantes dans 30 villages échantillonnés selon les critères définis ci-dessus.

Les entrevues individuelles et les *focus group*⁷⁸ ont été faites soit en langue éwé, soit en langue française selon qu'on enquête auprès des populations bénéficiaires du PHV-CUSO dont les membres des comités villageois de développement (CVD), ou auprès des concepteurs et intervenants du projet, c'est-à-dire les coopérants et les volontaires du CUSO, les fonctionnaires, les animateurs et les techniciens nationaux impliqués dans la réalisation du PHV-CUSO. Les

⁷⁸ Gisèle Simard, *La méthode du «focus group»*, Laval : Mondia Éditeurs, 1989.

entrevues individuelles ont été effectuées principalement auprès des concepteurs et intervenants tandis que la technique du *focus group* a été utilisée surtout auprès des populations et des membres des CVD.

Ces entrevues ont porté sur les éléments fondamentaux qui définissent les objectifs de la recherche soit ; 1) le processus d'élaboration et d'implantation du PHV-CUSO ; 2) les modes d'animation et de participation des populations bénéficiaires ; 3) le processus *d'autodéveloppement* ou de prise en charge des ouvrages du projet par celle-ci. Aux données d'entrevues se sont ajoutées celles dégagées des documents officiels du CUSO, de l'Agence canadienne de développement international et de l'État togolais, des rapports trimestriels et annuels des intervenants et des concepteurs. Les observations ont porté sur l'entretien et la maintenance des pompes, les champs collectifs, les conditions d'hygiène dans les villages (l'utilisation des latrines et leur entretien, l'évacuation des déchets, la conservation de l'eau potable, l'entretien des maisons familiales), le fonctionnement des CVD.

Les données qualitatives ont été analysées à l'aide d'une catégorisation ou grille d'analyse que nous avons élaborée à partir des études classiques sur l'animation rurale ou l'éducation non formelle, la participation communautaire et l'hydraulique villageoise.⁷⁹

Du point de vue méthodologique, le PHV-CUSO comme objet d'étude a une valeur exemplaire ou paradigmatique ; ce concept étant utilisé dans le sens que lui donnent Mendras et Forsé.⁸⁰

⁷⁹ Voir : Peter Oakley et David Marsden, *Vers la participation dans le développement rural*, Genève : BIT, 1986.
- Alfred Mondjannagni, *La participation populaire au développement en Afrique noire*, Paris : Karthala, 1984.
- Albert Meister, *La participation pour le développement*, Paris : Les Éditions Ouvrières, 1977.
- Gérard Conac et al., *op. cit.*

⁸⁰ Henri Mendras et Michel Forsé, *op. cit.*

GRILLE D'ANALYSE DES ENTREVUES INDIVIDUELLES ET DES *FOCUS GROUP***Catégorisation de la participation selon les phases d'un projet version synthèse**

- 1) Participation de la population bénéficiaire à la phase d'identification du projet**
 - a) L'origine de l'initiateur du projet (membre de la communauté ou agent externe).
 - b) Consultation/sensibilisation de la population bénéficiaire.
 - c) Implication des institutions sociales coutumières et des groupements traditionnels.

- 2) Participation de la population à l'élaboration du projet**
 - a) Implication des membres de la communauté aux études d'implantation, au choix des techniques et à la conception du projet.
 - b) Études socioculturelles et économiques du milieu et rôle des groupements traditionnels, des membres de la communauté.

- 3) Participation de la population à l'exécution du projet**
 - a) La composition des comités villageois de développement (CVD).
 - b) Rôles et fonctions des membres des CVD et fonctions des membres des CVD dans la mise en oeuvre du projet.
 - c) Nombre de participants aux différentes activités du projet.
 - d) Nature de la participation (de nature décisionnelle, bénévoles, financière, etc.)

- 4) Participation de la population à la gestion et la maintenance du projet**
 - a) Formation des membres de la communauté à l'entretien et à la réparation des ouvrages.
 - b) Existence d'une structure locale de gestion et financière des ouvrages.

- 5) Participation de la population à l'évaluation et au suivi**
 - a) Implication de la population à l'évaluation périodique du projet (objets d'évaluation ou acteurs de l'évaluation).
 - b) Interprétation des effets du projet.
 - c) Leçons tirées de la perception des effets du projet.
 - d) Existence d'une structure locale d'évaluation formative.

4.5 Démarche générale d'analyse des données

La démarche d'analyse des données et de présentation des résultats adoptée est la suivante. Nous procédons d'abord à l'analyse quantitative (sondage) et à l'interprétation des résultats à la lumière d'un bref rappel des éléments fondamentaux du cadre théorique (Chapitre V). Ensuite nous procédons à l'analyse qualitative des données d'entrevues et d'observations. Dans ce cas nous cherchons à mettre en lumière la dynamique du processus d'implantation du PHV-CUSO et les modes d'animation et de participation des populations à ce processus, tels que perçus non seulement par celles-ci mais également par les concepteurs et les intervenants du projet. Bien entendu, c'est le même cadre théorique qui fonde aussi cette analyse qualitative (Chapitre VI). Nous considérons que les analyses quantitatives et qualitatives sont cumulatives et complémentaires. Les deux ensembles permettent de mieux appréhender les réalités du PHV-CUSO. En dernier lieu, nous faisons une synthèse générale des résultats des analyses et en tirons des conclusions d'ordre théorique et pratique.

5. ANALYSE QUANTITATIVE DES DONNÉES ET INTERPRÉTATION DES RÉSULTATS

Consacré à l'analyse des données du sondage, ce chapitre présente respectivement l'étude descriptive des données, les résultats de l'analyse tabulaire et leur interprétation. L'étude descriptive présente d'abord le portrait des répondants selon la situation géographique de leurs villages d'appartenance, la préfecture, les zones rurales d'intervention du PHV-CUSO, le contexte de l'animation, l'occupation, le groupe ethnique, le sexe et le niveau de scolarisation (Section 5.1.1). Ensuite elle présente le portrait des répondants selon leur participation aux principaux ouvrages du PHV-CUSO (les campagnes de sensibilisation, la caisse villageoise, les microprojets sanitaires (MPS), les microprojets lucratifs (MPL), à l'utilisation des latrines (MPS), l'utilisation des sources d'eau pour la consommation ou la lessive, la conception de l'utilité des MPL, le rôle des CVD et la conception de la capacité de prise en charge des ouvrages par le village ou le CVD (Section 5.1.2). L'analyse tabulaire présente deux séries d'étude des relations entre les variables (Section 5.3). S'inspirant du cadre théorique de la recherche, nous concluons ce chapitre par l'interprétation des résultats (Section 5.4).

5.1 Étude descriptive des données

5.1.1 ÉTUDE DESCRIPTIVE DES RÉPONDANTS SELON LES VARIABLES-CLÉS

Répartition des répondants selon la situation géographique de leur village

Au total, 594 sur 800 ménages de l'échantillon ont répondu au questionnaire, soit un taux de réponse de 75 % environ. L'examen des données relatives à la distribution des répondants selon la situation géographique de leur village (tableau 5.1), indique que 21 % des ménages enquêtés habitent des villages enclavés, c'est-à-dire des localités pratiquement difficiles d'accès et très éloignées des centres semi-urbains ; 40 % sont des riverains, 5 % vivent dans des villages qui sont à la fois enclavés et riverains, enfin 34 % des répondants habitent des lieux classés comme ni enclavés et ni riverains.

TABLEAU 5.1
Nombre et répartition des ménages répondants
selon la situation géographique des villages

Ménages et situation géographique des villages	N	%
Enclavés	123	21
Riverains	237	40
Enclavés et riverains	30	5
Ni enclavés et ni riverains	204	34
TOTAL	594	100

Remarque

La situation géographique des villages telle que décrite représente un des paramètres contextuels susceptible d'orienter fortement les actions des villageois par rapport aux travaux du PHV-CUSO. Ainsi par exemple, l'accès difficile des villages enclavés peut réduire considérablement le nombre de rencontres entre les populations et les intervenants, et ceci peut conduire ces dernières à ne pas adopter les innovations du projet. Parallèlement, les villages plus accessibles peuvent favoriser une adhésion massive de leurs populations aux ouvrages du PHV-CUSO. Par ailleurs, il se peut que les villageois non riverains soient plus disposés à adopter les ouvrages du projet que les villageois riverains ; ces derniers ayant déjà accès à l'eau de la rivière (même infectée). On peut supposer également que les populations habitant les localités *ni enclavées et ni riveraines* soient plus disposées à adopter le PHV-CUSO que celles habitant les localités enclavées et riveraines.

Répartition des répondants selon la préfecture d'appartenance

Le tableau 5.2 présente la distribution des ménages selon leur préfecture d'appartenance. On constate que 87 % des répondants sont de la préfecture du Zio et 13 % du Yoto. Ces pourcentages reflètent assez bien la répartition de la population dans ces deux préfectures.

TABLEAU 5.2
Nombre et répartition des répondants
selon la préfecture d'origine

Préfecture d'origine	N	%
Zio	516	87
Yoto	78	13
TOTAL	594	100

Répartition des répondants selon les zones rurales d'intervention

Les activités du projet dans les villages sont classées en zones d'intervention A, B, C, D, E et F. Les zones sont sous la responsabilité d'une équipe d'agents de base ou d'animateurs qui assurent la mise en oeuvre du PHV-CUSO dans les différentes localités. Chaque équipe est encadrée par un chef d'équipe. Le Yoto ne comprend qu'une seule zone, soit la zone A. Les autres sont situées dans la préfecture du Zio. Le tableau 5.3 montre que 13 % des répondants appartiennent à la zone A, 16 % à B, 37 % à C, 13 % à D, 20 % à E et 1 % à la zone F. La proportion la plus importante des répondants se trouve donc dans la zone C.

TABLEAU 5.3
Nombre et répartition des répondants
selon la zone d'intervention

Zones d'intervention	N	%
A	78	13
B	93	16
C	220	37
D	77	13
E	117	20
F	9	1
TOTAL	594	100

Répartition des répondants selon le contexte des programmes d'animation dans les villages

L'examen du tableau 5.4 montre que 34 % des répondants sont dans le contexte d'animation difficile, 44 % se trouvent dans le contexte d'animation moyen et 22 % dans le contexte d'animation facile.

TABLEAU 5.4
Nombre et répartition des répondants
selon le contexte de l'animation

Contexte de l'animation	N	%
Difficile	200	34
Moyenne	262	44
Facile ou bonne	132	22
TOTAL	594	100

En se basant sur la population totale des villages (1990) et sur le nombre de ménages estimé dans chaque village, on remarque que le nombre moyen de ménages par village diminue au fur et à mesure qu'on se dirige de la strate difficile vers la strate facile. Dans la première strate, on compte en moyenne 157 ménages par village, dans la seconde 71 et dans la troisième 63 ménages en moyenne par village. Tout se passe comme si le nombre de ménages ou le nombre d'habitants par village influe sur l'efficacité de l'animation et sans doute sur les chances de succès du PHV-CUSO. Plus un village est peuplé, plus il semble difficile à animer.

Répartition des répondants selon l'occupation

Le tableau 5.5 montre que 85 % des répondants sont des agriculteurs et 15 % sont classés dans la catégorie *Autre* qui regroupe les commerçants, les pêcheurs et les artisans. En fait, il s'agit des deux préfectures essentiellement agricoles.

TABLEAU 5.5
Nombre et répartition des répondants
selon l'occupation

Occupation	N	%
Agriculture	503	85
Autre	91	15
TOTAL	594	100

Répartition des répondants selon le groupe ethnique

L'examen du tableau 5.6 montre que 92 % des ménages appartiennent au groupe ethnique éwé et 8 % à d'autres ethnies (Adja et Kabyê), ce qui reflète la réalité linguistique et culturelle des deux préfectures du Zio et du Yoto majoritairement éwé.

TABLEAU 5.6
Nombre et répartition des répondants
selon le groupe ethnique

Groupe ethnique	N	%
Ewé	549	92
Autres (Kabyé et Adja)	45	8
TOTAL	594	100

Répartition des répondants selon le sexe

Le tableau 5.7 indique une surreprésentation des femmes dans l'échantillon. Elles représentent 70 % des répondants et les hommes ne sont que 30 %. Ces proportions ne reflètent pas les pourcentages réels de la population. Comme il a été souligné dans la méthodologie, le sondage a privilégié les femmes dans la mesure où elles sont les premières concernées par les problèmes d'eau. En effet, ce sont elles qui assurent traditionnellement la corvée d'eau. Le PHV-CUSO visait, entre autre, l'allègement de cette corvée par une intégration des femmes au processus de

développement communautaire que suppose le projet. Dès lors, dans le cadre de la présente recherche, les informations provenant des femmes du Zio et du Yoto sont d'une grande portée évaluative, d'où la justification de leur surreprésentation dans l'échantillon.

TABLEAU 5.7
Nombre et répartition des
répondants selon le sexe

Sexe	N	%
Féminin	417	70
Masculin	177	30
TOTAL	594	100

Répartition des répondants selon le niveau de scolarisation

Le tableau 5.8 montre que 74 % des répondants ne sont scolarisés ni en langue éwé, ni en langue française. Seulement 26 % des répondants ont fréquenté l'école primaire. Ces pourcentages reflètent la réalité des populations rurales du Togo en général et celles des préfectures du Zio et du Yoto en particulier.

TABLEAU 5.8
Nombre et répartition des répondants
selon le niveau de scolarisation

Niveau de scolarisation	N	%
Primaire	437	74
Aucune scolarisation	157	26
TOTAL	594	100

La description préliminaire des données a permis d'étudier les caractéristiques principales des répondants en fonction des variables-clés de la recherche. La section suivante sera consacrée à l'étude descriptive de la participation des répondants aux principaux ouvrages du PHV-CUSO.

5.1.2 Étude descriptive de la participation des répondants aux ouvrages du PHV-CUSO

Campagnes de sensibilisation

TABLEAU 5.9
Participation aux campagnes de sensibilisation

Participation	N	%
Participation	468	79
Non-participation	126	21
TOTAL	594	100

Le tableau 5.9 montre que 79 % des répondants ont participé aux différentes campagnes de sensibilisation organisées par le CUSO dans le cadre du PHV ; 21 % n'en ont pas pris part. Les principales campagnes de sensibilisation dont il est question sont : *Notre eau, Village propre, Notre santé*».

Caisse villageoise

TABLEAU 5.10
Contribution à la caisse villageoise

Contribution	N	%
Contribution à la caisse villageoise	564	95
Non-contribution à la caisse villageoise	30	5
TOTAL	594	100

Le tableau 5.10 indique que 95 % des répondants ont contribué soit en argent, soit en nature (champs collectifs, dons, etc.) comparativement à 5 % seulement qui n'ont fait aucune contribution à la caisse villageoise.

Construction de latrines ou microprojets sanitaires : MPS

TABLEAU 5.11
Participation à la construction des latrines familiales ou villageoises

Construction de latrines	N	%
Non-construction	409	68
Construction des latrines traditionnelles	132	22
Construction des latrines <i>CUSO</i>	53	10
TOTAL	594	100

Le tableau 5.11 montre que 68 % des répondants disent qu'ils n'ont pas construit de latrines familiales ou villageoises (qu'elles soient traditionnelles ou du *modèle-CUSO*) ; 22 % ont construit des latrines traditionnelles et seulement 10 % ont construit des latrines *modèle-CUSO*.

Utilisation des latrines (microprojets sanitaires : MPS)

TABLEAU 5.12
Utilisation des latrines

Usage des latrines	N	%
Non-usage des latrines	342	57
Usage des latrines traditionnelles	211	36
Usage des latrines <i>CUSO</i>	41	7
TOTAL	594	100

Le tableau 5.12 montre que 57 % des répondants ne font usage d'aucune latrine, 36 % disent faire usage de latrines traditionnelles et 7 % de latrines *modèle-CUSO*. Ce qui peut revenir à dire qu'environ 93 % des ménages n'utilisent pas les latrines qui répondent aux règles d'hygiène de l'Organisation mondiale de la santé (OMS).

Usage de l'eau

TABLEAU 5.13
Utilisation de l'eau pour des fins de consommation

Usage de l'eau pour consommation	N	%
Usage de l'eau potable PHV-CUSO	302	51
Usage de l'eau d'autres sources	292	49
TOTAL	594	100

D'après le tableau 5.13, 51 % des répondants utilisent l'eau potable de la pompe pour leurs besoins de consommation et 49 % utilisent l'eau provenant de diverses sources (marigots, mares, puits traditionnels, ruisselets, etc.), c'est-à-dire l'eau considérée comme non potable.

TABLEAU 5.14
Utilisation de l'eau pour la lessive

Usage de l'eau pour lessive	N	%
Usage de l'eau potable PHV-CUSO	152	26
Usage de l'eau d'autres sources	442	74
TOTAL	594	100

Le tableau 5.14 montre que 26 % des répondants utilisent l'eau des pompes PHV-CUSO pour la lessive et 74 % utilisent l'eau de d'autres sources pour les mêmes fins.

Champs communautaires (microprojets lucratifs : MPL)

TABLEAU 5.15
Participation aux champs communautaires

Participation	N	%
Participation	410	69
Non-participation	184	31
TOTAL	594	100

Le tableau 5.15 indique que 69 % des répondants ont participé aux travaux des champs communautaires et 31 % déclarent n'y avoir pas pris part.

Utilité des MPL

TABLEAU 5.16
**Utilité des champs communautaires
pour le bon fonctionnement du PHV-CUSO**

Utilité	N	%
Très utile	447	75
Utile	126	21
Peu utile	21	4
TOTAL	594	100

Le tableau 5.16 montre que 75 % des répondants estiment que les champs communautaires comme sources de revenus sont très utiles pour le bon fonctionnement du PHV-CUSO, 21 % estiment

qu'ils sont utiles et seulement 4 % des répondants estiment que les champs communautaires sont peu utiles.

TABLEAU 5.17
Utilité des champs communautaires pour la pérennité du PHV-CUSO

Utilité	N	%
Très utile	445	75
Utile	126	21
Peu utile	23	4
TOTAL	594	100

Le tableau 5.17 indique que 75 % des répondants estiment que les champs collectifs comme sources de revenus sont très utiles pour la pérennité du PHV-CUSO, 21 % estiment qu'ils sont utiles et seulement 4 % des répondants disent que les champs communautaires sont peu utiles pour la continuité du PHV-CUSO.

Comités villageois de développement (CVD) et discussions du PHV-CUSO

TABLEAU 5.18
**Discussions organisées par le comité villageois
de développement (CVD) en l'absence
des agents de base**

Fréquence des discussions organisées par le CVD	N	%
Régulièrement	114	19
Occasionnellement	371	62
Rarement	109	19
TOTAL	594	100

D'après le tableau 5.18, 19 % des répondants disent que les comités villageois de développement (CVD) ont régulièrement organisé des séances de discussions sur le PHV-CUSO et ceci en l'absence des agents de base (AB), mais 62 % disent que les CVD ont occasionnellement organisé des séances de discussions et 19 % ont dit rarement.

Prise en charge

TABLEAU 5.19
Capacité de prise en charge des ouvrages
du PHV-CUSO par le village

Capacité du village de prise en charge des ouvrages	N	%
Très capable	218	37
Capable	221	37
Pas capable	155	26
TOTAL	594	100

Le tableau 5.19 indique que 74 % des répondants estiment que leur village est très capable ou capable de prendre en charge les ouvrages du PHV-CUSO et 26 % estiment leur village incapable de continuer les ouvrages du PHV-CUSO.

Comités villageois de développement (CVD) et prise en charge

TABLEAU 5.20
Capacité du CVD de prendre en charge
la gestion des ouvrages du PHV-CUSO :
maintenance et réparation des pompes

Capacité du CVD de prise en charge des pompes	N	%
Très capable	283	48
Capable	258	43
Pas capable	53	9
TOTAL	594	100

D'après le tableau 5.20, 91 % des répondants pensent que leur CVD est très capable ou capable de prendre en charge la maintenance et la réparation des pompes et 9 % seulement croient que leur CVD n'est pas capable d'assumer la maintenance et la réparation des pompes.

TABLEAU 5.21
Capacité du CVD de prendre en charge la gestion
des ouvrages du PHV-CUSO : maintenance et
construction de nouvelles latrines

Capacité du CVD de prise en charge des latrines	N	%
Très capable	98	16
Capable	107	18
Pas capable	389	66
TOTAL	594	100

Le tableau 5.21 montre que 34 % des répondants estiment que leur CVD est très capable ou capable de prendre en charge la maintenance et la construction de nouvelles latrines et 66 % des répondants estiment leur CVD incapable d'assumer la pérennité des latrines.

TABLEAU 5.22
Capacité du CVD de prendre en charge la gestion
des ouvrages du PHV-CUSO : travaux des champs communautaires

Capacité du CVD de prise en charge des champs communautaires	N	%
Très capable	260	44
Capable	147	25
Pas capable	187	31
TOTAL	594	100

Le tableau 5.22 indique que 69 % des répondants estiment que leur CVD est très capable ou capable de prendre en charge les champs communautaires et 31 % des répondants disent que leur CVD n'est pas capable de prendre en charge les champs communautaires.

TABLEAU 5.23
Capacité du CVD de prendre en charge la gestion
des ouvrages du PHV-CUSO : la caisse villageoise

Capacité du CVD de prise en charge de la caisse villageoise	N	%
Très capable	260	44
Capable	241	40
Pas capable	93	16
TOTAL	594	100

D'après le tableau 5.23, 84 % des répondants estiment que leur CVD est très capable ou capable de prendre en charge la caisse villageoise et seulement 16 % des répondants disent que leur CVD n'est pas capable de prendre en charge la caisse villageoise.

Comités villageois de développement (CVD) et intégration des femmes au développement

TABLEAU 5.24
Capacité du CVD de travailler pour l'intégration
des femmes au développement (IFD)

Capacité du CVD de travailler à la promotion de la femme	N	%
Très capable	148	25
Capable	204	34
Pas capable	242	41
TOTAL	594	100

D'après le tableau 5.24, 59 % des répondants estiment que leur CVD est très capable ou capable de travailler pour favoriser l'intégration des femmes au développement et 41 % estiment que le CVD n'en est pas capable.

5.1.3 Commentaires de l'étude descriptive de la participation des populations aux ouvrages du PHV-CUSO

De l'analyse de la participation des populations bénéficiaires aux différents ouvrages du PHV-CUSO, il ressort les faits saillants suivants. Les trois campagnes de sensibilisation (*Notre eau, Village propre, Notre santé*) ont connu une forte participation villageoise, soit un taux de participation de 79 % comparativement à 21 % seulement de non-participation (tableau 5.9). Il en est de même de la contribution des populations à la caisse villageoise soit en argent, soit en nature. Le taux de contribution est de 95 % comparativement à 5 % seulement de non-contribution.

Mais ces résultats doivent être interprétés à la lumière des facteurs tels que le temps et les méthodes d'intervention du PHV-CUSO. En effet, les trois campagnes de sensibilisation ont eu lieu au début du projet, c'est-à-dire au moment où l'animation était bien organisée de manière à engendrer ce que Meister appelle la *participation provoquée*⁸¹ (ici nous dirions semi-provoquée). De plus, il faudrait souligner l'euphorie des populations du Zio et du Yoto devant la *nouveauté* du PHV-CUSO. Animation très bien structurée d'une part, et enthousiasme et mobilisation d'autre part (au tout commencement de l'implantation du PHV-CUSO) expliqueraient dans une large mesure la très grande participation communautaire aux volets campagnes de sensibilisation et contribution à la caisse villageoise. En fait, le taux de participation à ces volets a diminué au fur et à mesure que le projet se réalisait dans le temps et l'espace, comme en témoignent d'une part certains rapports d'évaluation,⁸² et comme en témoigneront d'autre part, les données qualitatives d'entrevues et d'observations de la présente recherche.

On constate également qu'une proportion non moins importante des ménages de l'échantillon (68 %) n'ont pas construit de latrines familiales ou villageoises comparativement à 10 % seulement qui disposent de latrines *modèle-CUSO*. Quant aux latrines traditionnelles construites par 22 % des ménages il importe de noter qu'elles ne sont pas hygiéniques, ce qui équivaut pratiquement à l'inexistence de latrines. En outre, on remarque que 57 % des répondants ne font usage d'aucune catégorie de latrine, comparativement à 36 % qui font usage des latrines

⁸¹ Albert Meister, *La participation pour le développement*, Paris : Les Éditions Ouvrières, 1977.

⁸² Pierre Vaillancourt et Amegan Komlan Yigan, *Évaluation du projet hydraulique villageoise Phase II CUSO/Togo*. Rapport final, Miméo, Niamey, Février 1991, 71 p.

traditionnelles et seulement 7 % qui utilisent les latrines *modèle-CUSO*. Ce qui revient à dire que 93 % des ménages ne font pas usage des latrines qui sont conformes aux normes d'hygiène de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) (tableaux 5.11 et 5.12). Par ailleurs, on constate que la plupart des ménages utilisent pêle-mêle l'eau potable des pompes et les eaux infectées des marigots, des ruisselets et des mares pour la consommation (49 %) ou pour la lessive et les toilettes (64 %) (tableaux 5.13 et 5.14). Eu égard aux latrines ou aux microprojets sanitaires (MPL) et à l'utilisation de l'eau potable de la pompe, tout indique que l'animation ou la sensibilisation n'a pratiquement pas eu d'impact sur les habitudes séculaires des populations en matière d'hygiène ; ces dernières continuant d'agir selon leurs logiques traditionnelles.

La participation communautaire aux champs collectifs semble importante (69 % par rapport à 31 %) (tableau 5.15). Les populations semblent aussi bien percevoir l'utilité de ces champs en termes de sources de revenus pour le bon fonctionnement du PHV-CUSO et sa pérennité (96 % contre 4 %) (tableaux 5.16 et 5.17). C'est la logique des travaux communautaires déjà caractéristique des populations du Zio et du Yoto qui semble prédominer dans ce cas également.

Le comité villageois de développement (CVD) est sensé jouer un rôle déterminant dans l'animation régulière des populations et la prise en charge des ouvrages du PHV-CUSO, une fois que l'ONG et l'État togolais se seraient totalement ou partiellement retirés du projet. Le sondage a voulu savoir la perception que les villageois ont de leur CVD. On remarque d'abord qu'une majorité des ménages (81 %) disent que leur CVD a organisé de façon régulière ou occasionnelle des réunions afin de discuter du PHV-CUSO, et ceci en l'absence des agents de base (tableau 5.18). Ces réunions ont eu lieu surtout au début du projet. En effet, nos données qualitatives et longitudinales vont montrer plus tard que les CVD n'ont pas toujours joué leur rôle d'animation communautaire.

Ensuite, c'est dans une grande proportion (74 % contre 26 %) que les villageois estiment leur CVD capable de prendre en charge certains ouvrages du PHV-CUSO, principalement les pompes, les champs communautaires et les caisses villageoises (tableaux 5.19 et 5.20). Il s'agit d'une perception *irréaliste* des CVD, car les données d'observations et d'entrevues montrent que plus de 80 % des 344 pompes sont tombées en panne dès 1991 et que leur réparation est hors de la portée technique et financière des populations ou des CVD.⁸³ Il en est de même des trois autres volets. En effet, si les champs communautaires et les caisses villageoises ont connu une forte participation des villageois au commencement du projet, celle-ci a faibli dans le temps pour devenir presque nulle vers la fin de la phase II (1989-1991).

⁸³ Voir aussi Pierre Vaillancourt et al., *op. cit.*, p. 38.

Les 66 % des ménages qui estiment que leur CVD n'est pas capable de prendre en charge les latrines semblent avoir une perception plus juste des choses que les 34 % qui croient leur CVD très capable ou capable. De même, les 41 % des répondants qui estiment leur CVD incapable d'assurer l'intégrité des femmes au développement ont une perception plus juste de la réalité que les 59 % qui pensent que leur CVD est très capable ou capable. En effet, les données qualitatives et longitudinales nous indiqueront que le volet *promotion de la femme* ou *intégration de la femme au développement (IFD)* a connu dans l'ensemble très peu de succès. Les CVD majoritairement composés d'hommes très attachés aux valeurs traditionnelles des rapports *hommes-femmes* ont été très loin de s'intéresser au volet IFD.

En dernière analyse, il importe de souligner le caractère paradoxal et même contradictoire des résultats quantitatifs relatifs à la participation communautaire aux ouvrages du PHV-CUSO et à la capacité des CVD de prendre en charge ces ouvrages. En effet, les données qualitatives longitudinales (étés 1987 à 1990) semblent plus compatibles avec les faits réels et concordent avec les résultats d'autres recherches effectuées sur le projet.⁸⁴ Toutes les règles d'ordre méthodologique ayant été rigoureusement suivies pour élaborer un questionnaire valable et l'administrer dans des conditions assez fiables, nous sommes tentés alors d'évoquer les éléments suivants pour expliquer le caractère paradoxal de ces résultats quantitatifs. On peut signaler en premier lieu, l'approche transversale du sondage, c'est-à-dire le fait de n'y avoir eu recours qu'une seule fois (soit l'été 1990) durant toute la recherche. En second lieu, on peut noter les problèmes épistémologiques d'utilisation du sondage en Afrique évoqués par certains auteurs.⁸⁵ Le sondage demeure, en dernière analyse, une technique individualisante de cueillette de données développée dans et pour les sociétés fortement industrialisées. Il peut s'avérer inapproprié aux sociétés africaines très communautaires où le sens de l'opinion personnelle est pratiquement inexistant. C'est pourquoi il est recommandé d'utiliser dans ces sociétés à la fois des méthodes quantitatives et qualitatives. Ce que nous avons fait dans cette recherche.

84 Voir notamment Claude Chamberland, Denis Lapointe et Nicole Laverdure, *Mission de revue des activités*, Rapport de Mission, Miméo, Septembre 1989.

85 Voir William O'Barr M. et al., *Survey Research in Africa : Its Application and Limits*, Evanston : Northwestern University Press, 1973.
Siegfried Pausewang, *Methods and Concepts of Social Research in a Rural Developing Society. A Critical Appraisal Based on Experience in Ethiopia*, Munich : I.F.O., 1973.

5.2 Analyse tabulaire des données du sondage

L'analyse tabulaire des données permet d'étudier de façon systématique les relations entre les variables de la recherche telles que formulées dans les hypothèses. Or, nous avons formulé deux séries d'hypothèses. La première a trait aux relations entre les variables d'ordre sociodémographique et/ou contextuel et la variable participation des populations aux ouvrages du PHV-CUSO. Elle stipule exactement que cette participation va varier selon le **sexe**, le **contexte de l'animation** et la **situation géographique** des villages. La deuxième série d'hypothèses renvoie aux relations entre la variable assistance (ou participation) aux sessions d'animation des intervenants du CUSO, notamment les agents de base (AB), et les variables **utilisation des ouvrages et/ou participation** aux ouvrages du PHV-CUSO. Elle stipule précisément que l'assistance à l'animation va exercer une influence positive sur la tendance des populations à utiliser les ouvrages du PHV-CUSO ou y à participer. Analysons respectivement chacune de ces deux séries d'hypothèses.

5.2.1 Analyse des relations entre les variables d'ordre sociodémographique et contextuel et la participation aux ouvrages du PHV-CUSO

L'analyse qui suit va tester les hypothèses spécifiques ci-dessous rappelées (voir chapitre III).

- 1^{re} hypothèse spécifique : la participation communautaire aux campagnes de sensibilisation (*campagnes Notre eau, Village propre et Notre santé*) varie selon le sexe des gens ;
- 2^e hypothèse spécifique : la participation communautaire aux campagnes de sensibilisation varie selon le contexte d'animation dans les villages ;
- 3^e hypothèse spécifique : la participation communautaire aux campagnes de sensibilisation varie selon la situation géographique des villages ;
- 4^e hypothèse spécifique : la participation communautaire aux microprojets sanitaires (MPS) varie selon le sexe ;
- 5^e hypothèse spécifique : la participation communautaire aux MPS varie selon le contexte d'animation dans les villages ;
- 6^e hypothèse spécifique : la participation communautaire aux MPS varie selon la situation géographique des villages ;
- 7^e hypothèse spécifique : la participation communautaire aux microprojets lucratifs (MPL) varie selon le sexe ;
- 8^e hypothèse spécifique : la participation communautaire aux MPL varie selon le contexte d'animation dans les villages ;
- 9^e hypothèse spécifique : la participation communautaire aux MPL varie selon la situation géographique des villages.

Sexe et participation aux campagnes de sensibilisation

TABLEAU 5.25
Participation aux campagnes de
sensibilisation (PCS) selon le sexe (%)

Sexe	OUI	PCS	NON	N
Femmes	85		15	389
Hommes	87		13	159

$\chi^2 = 0,73$, 1 d.l., $P = 0,39$; $\Phi = 0,37$

L'examen du tableau 5.25 indique clairement qu'il n'existe pas de différence significative entre la participation aux trois campagnes de sensibilisation et le sexe. C'est en proportion presque égale que les femmes (85 %) et les hommes (87 %) y ont participé. Le test du χ^2 n'est pas significatif ($P = 0,39$). La première hypothèse spécifique n'est donc pas confirmée.

Contexte d'animation et participation aux campagnes de sensibilisation

TABLEAU 5.26
Participation aux campagnes de sensibilisation (PCS)
selon le contexte de l'animation (%)

Contexte de l'animation	OUI	PCS	NON	N
Difficile	80		20	176
Moyen	85		15	244
Facile	95		5	128

$\chi^2 = 13,46$, 2 d.l., $P = 0,01$; $V = 0,16$

L'observation du tableau 5.26 montre qu'il existe une association statistique significative entre le contexte de l'animation et la participation des populations aux trois campagnes de sensibilisation dont il a été déjà question. Ainsi, on constate que plus le contexte d'animation dans les villages est facile, plus le taux de participation communautaire aux campagnes de sensibilisation est élevé (95 %) ; mais plus le contexte d'animation est difficile, moins le taux de participation est élevé

(80 %). À l'autre extrême, on peut remarquer que seulement 5 % des répondants des villages *faciles* n'ont pas participé aux campagnes de sensibilisation comparativement à 20 % de ceux des villages *difficiles*. En résumé, on peut dire que plus un village a été difficile à animer, moins ses habitants ont participé aux campagnes ($P = 0,01$) du PHV-CUSO. Bien que significative, la relation entre les deux variables est de moyenne intensité ($V = 0,16$). Ces résultats vont dans le sens d'une des hypothèses de la recherche (2^e hypothèse spécifique).

Situation géographique du village et participation aux campagnes de sensibilisation

TABLEAU 5.27
Participation aux campagnes de sensibilisation (PCS)
selon la situation géographique des villages (%)

Situation géographique des villages	OUI	PCS	NON	N
Enclavés	89		11	117
Riverains	78		22	220
Enclavés et riverains	100		0	30
Ni enclavés et ni riverains	90		10	181

$X^2 = 18,00$, 3 d.l., $P = 0,00$; $V = 0,18$

Le tableau 5.27 montre d'une part, qu'une relation existe entre la situation géographique des villages et la participation aux campagnes de sensibilisation et d'autre part, qu'elle est significative ($P = 0,00$) et d'intensité moyenne ($V = 0,18$). On remarque, en effet, que c'est dans les mêmes proportions (89 % et 90 %) que les répondants des villages enclavés et des villages ni enclavés et ni riverains ont participé aux campagnes. 100 % des ménages des villages enclavés et riverains y ont participé comparativement à 78 % de ceux des villages riverains. Par ailleurs, les pourcentages de non-participation aux campagnes de sensibilisation se présentent comme suit : 11 % dans les villages *enclavés* comparativement à 22 % dans les villages *riverains*, 0 % dans les milieux *enclavés et riverains* et 10 % dans les villages *ni enclavés et ni riverains*. On peut dire que les difficultés d'accès aux villages ne semblent pas être un obstacle à la participation communautaire à ce volet du PHV-CUSO. Ces résultats vont sensiblement dans le sens de l'hypothèse 3.

Il ressort de l'analyse qui précède les faits suivants : la relation entre le sexe et la participation aux campagnes de sensibilisation n'est pas significative ; par contre il existe une association entre le contexte d'animation d'une part, la situation géographique des villages d'autre part et la participation aux campagnes.

Sexe et microprojets sanitaires (MPS)

TABLEAU 5.28
Participation aux microprojets sanitaires (MPS)
ou à la construction des latrines
selon le sexe (%)

Sexe	Aucune	MPS		N
		Latrines traditionnelles	Latrines CUSO	
Femmes	64	27	9	329
Hommes	46	35	19	121

$X^2 = 13,45$, 2 d.l., $P = 0,01$; $\Phi = 0,17$

Le tableau 5.28 indique que la relation entre le sexe et la participation aux MPS ou à la construction des latrines est significative. On note ainsi que 64 % des femmes n'ont pas participé aux MPS comparativement à 46 % des hommes. Par ailleurs, 27 % des femmes ont construit des latrines traditionnelles comparativement à 35 % des hommes. Enfin, seulement 9 % des femmes ont construit des latrines *modèle-CUSO* comparativement à 19 % des hommes. En d'autres termes, les hommes participent plus que les femmes à la construction des latrines. La division sexuelle du travail semble bien expliquer ces résultats qui vont dans le sens de notre 4^e hypothèse. Ceci dit, il n'en demeure pas moins vrai que la participation à la construction des latrines hygiéniques demeure faible aussi bien chez les hommes que chez les femmes.

Contexte d'animation et microprojets sanitaires (MPS)

TABLEAU 5.29
Participation aux microprojets sanitaires (MPS)
ou à la construction des latrines selon
le contexte de l'animation (%)

Contexte de l'animation	Aucune	MPS Latrines traditionnelles	Latrines CUSO	N
Difficile	63	35	2	135
Moyen	52	35	13	214
Facile	68	10	22	101

$X^2 = 39,83$, 4 d.l., $P = 0,00$; $\text{Gamma} = 0,66$

L'examen du tableau 5.29 indique clairement une association statistique ($P = 0,00$) entre le contexte de l'animation dans les villages et la participation aux MPS ou à la construction des latrines. On note en effet, que 63 % des ménages des villages dits *difficiles* n'ont participé à la construction d'aucune latrine comparativement à 52 % des villages dits *moyens* et à 68 % des villages *faciles*. À l'autre extrême, on remarque que 2 % seulement des ménages des villages *difficiles* ont construit des latrines *modèle-CUSO* comparativement à 13 % des ménages des villages *moyens* et à 22 % des villages *faciles*. En résumé, ces résultats semblent montrer que dans l'ensemble la participation communautaire à la construction des latrines *modèle-CUSO* n'a pas été très élevée. Dans les cas où il y a une certaine participation à la construction de ces latrines hygiéniques, celle-ci croît avec le contexte de facilité de l'animation : plus le village est *facile* à animer, plus les gens ont tendance à construire des latrines *modèle-CUSO*. Ces résultats vont dans le sens prévu par l'hypothèse 5.

Situation géographique et microprojets sanitaires (MPS)

TABLEAU 5.30
Participation aux microprojets sanitaires (MPS)
ou la construction des latrines selon la
situation géographique des villages (%)

Situation géographique des villages	Aucune	MPS latrines traditionnelles	Latrines CUSO	N
Enclavés	63	24	13	121
Riverains	57	35	8	180
Enclavés et riverains	100	0	0	30
Ni enclavés et ni riverains	47	34	19	119

$X^2 = 36,50$, 6 d.l., $P = 0,00$; $V = 0,20$

Le tableau 5.30 montre d'une part, qu'une relation existe entre la situation géographique des villages et la participation aux MPS (ou à la construction des latrines) et d'autre part, qu'elle est significative ($P = 0,00$) et d'intensité moyenne ($V = 0,20$). On note, en effet, que la construction des latrines *modèle-CUSO* a été plus élevée dans les villages *ni enclavés et ni riverains* (19 %) comparativement à 13 % dans les villages *enclavés*, 8 % dans les villages *riverains* et 0 % dans les villages *enclavés et riverains*. Ces résultats sont conformes à l'hypothèse 6 de la recherche. Ceci dit, il n'en demeure pas moins vrai qu'une forte proportion des villageois, quelle que soit la situation géographique de leur localité, n'a construit aucune latrine.

En résumé, il ressort de l'analyse des données sur la participation des populations aux microprojets sanitaires (MPS), notamment la construction des latrines, les faits saillants suivants. Le sexe influence ce type de participation, les hommes prennent davantage part à la construction des latrines que les femmes.

Le contexte de l'animation dans les villages influence également la participation des gens au MPS. Celle-ci est plus élevée lorsque l'animation du village se fait aisément. La situation géographique du village influence aussi la participation communautaire au MPS. Ainsi les populations des villages enclavés et des villages riverains participent moins à la construction des latrines *modèle-CUSO* que celles des villages *ni enclavés et ni riverains*. Mais en dernière analyse, il faut noter que le volet MPS n'a pas eu l'adhésion de la majorité des populations du Zio et du Yoto.

Sexe et microprojets lucratifs (MPL)

TABLEAU 5.31
Participation aux microprojets lucratifs (MPL)
ou aux champs communautaires
selon le sexe (%)

Sexe	MPL		N
	OUI	NON	
Femmes	82	18	339
Hommes	85	15	156

$X^2 = 0,94$, 1 d.l., $P = 0,33$; $\Phi = 0,43$

L'examen du tableau 5.25 indique qu'il n'existe pas de différence significative entre la participation aux MPL ou aux champs communautaires et le sexe. En effet, c'est dans une proportion presque égale que les femmes (82 %) et les hommes (85 %) y ont participé. Le test du X^2 n'est pas significatif ($P = 0,33$). Ces résultats ne vont pas dans le sens prévu par l'hypothèse 7. Il se pourrait que l'animation ait mobilisé aussi bien les hommes que les femmes pour les travaux des champs communautaires.

Contexte d'animation et microprojets lucratifs (MPL)

TABLEAU 5.32
Participation aux microprojets lucratifs (MPL)
ou aux champs communautaires selon
le contexte de l'animation (%)

Contexte de l'animation	OUI	MPL	NON	N
Difficile	69		31	130
Moyen	89		11	257
Facile	85		15	108

$X^2 = 26,40$, 2 d.l., $P = 0,00$; $V = 0,23$

L'observation du tableau 5.32 montre qu'il existe une association statistique significative ($P = 0,00$) entre le contexte d'animation dans le village et la participation aux microprojets lucratifs (MPL) ou aux champs communautaires. Cette relation est d'assez forte intensité ($V = 0,23$). Ainsi, on constate que les gens des villages où l'animation est difficile participe moins aux MPL (69 %) que les gens des villages dits *moyens* (89 %) et les gens des villages dits *faciles* (85 %). Par ailleurs, 31 % des gens des villages *difficiles* n'ont pas participé aux MPL comparativement à seulement 15 % des villages où l'animation est facile. Ces résultats vont dans le sens prévu par l'hypothèse 8.

Situation géographique et microprojets lucratifs (MPL)

TABLEAU 5.33
Participation aux microprojets lucratifs (MPL)
ou aux champs communautaires selon la
situation géographique des villages (%)

Situation géographique des villages	OUI	MPL	NON	N
Enclavés	96		4	122
Riverains	76		24	198
Ni enclavés et ni riverains	84		16	175

$X^2 = 26,33$, 3 d.l., $P = 0,00$; $V = 0,23$

Le tableau 5.33 montre qu'il existe une relation statistique significative ($P = 0,00$) entre la situation géographique du village et la participation des gens aux MPL ou aux champs communautaires. Cette relation est d'assez forte intensité ($V = 0,23$). On remarque que les gens des villages *enclavés* ont un taux de participation plus élevé aux MPL (96 %) que ceux des villages *ni enclavés et ni riverains* (84 %) et des villages *riverains* (76 %). À l'autre extrême, 4 % seulement des gens des villages *enclavés* n'ont pas participé aux MPL comparativement à 16 % des villages *ni enclavés et ni riverains* et à 24 % des gens des villages *riverains*. Ces résultats ne vont pas exactement dans le sens prévu par l'hypothèse 9. Toutefois, la situation géographique influe sur la participation aux MPL.

Il ressort de l'analyse des données sur la participation des populations aux MPL, c'est-à-dire en particulier aux champs communautaires, les faits saillants suivants. La relation entre le sexe et la participation communautaire à ce volet du PHV-CUSO n'est pas significative. Mais les variables

situationnelles, c'est-à-dire le lieu géographique et le contexte de l'animation dans les villages, semblent exercer une influence sur la participation communautaire aux MPL. Ainsi, on constate que dans les villages où l'animation est facile, la participation des populations aux champs communautaires est plus forte que dans les villages où l'animation est moyenne ou difficile. De même, dans les localités éloignées des sources d'eau et difficiles d'accès, le taux de participation des gens aux MPL est plus élevé que dans les villages *riverains* ou *ni enclavés et ni riverains*.

5.2.2 Analyse des relations entre la variable assistance (ou participation) aux sessions d'animation et l'utilisation des ouvrages du PHV-CUSO ou la participation à ces ouvrages

L'analyse qui suit va tester les hypothèses spécifiques ci-dessous rappelées (voir Chapitre III).

- 10^e hypothèse spécifique : l'utilisation des latrines varie selon l'assistance aux sessions d'animation ;
- 11^e et 12^e hypothèses spécifiques : l'utilisation des sources d'eau varie selon l'assistance aux sessions d'animation ;
- 13^e et 14^e hypothèses spécifiques : la participation communautaire aux MPS et aux MPL varie selon l'assistance aux sessions d'animation ;
- 15^e hypothèse spécifique : la participation aux activités des CVD varie selon l'assistance aux sessions d'animation.

TABLEAU 5.34
Utilisation des latrines selon la participation aux sessions d'animation (%)

Participation aux sessions d'animation	NON	Utilisation des latrines traditionnelles	Latrines CUSO	N
OUI	41	49	10	339
NON	57	39	4	72

$X^2 = 6,78$; 2 d.l. ; $P = 0,03$; $\Phi = 0,13$

L'examen du tableau 5.34 montre qu'il existe une association statistique significative ($P = 0,03$) mais de faible intensité ($\Phi = 0,13$) entre la participation à l'animation et l'utilisation des latrines par les populations. En effet, on constate de manière générale que plus les gens ont assisté aux sessions d'animation, plus ils ont tendance à utiliser dans une certaine mesure les latrines

traditionnelles ou les latrines *modèle-CUSO* et inversement. Ainsi, 41 % des gens qui ont pris part aux sessions d'animation n'utilisent aucune latrine comparativement à 57 % des gens qui n'ont pas pris part à l'animation ; 49 % des participants à l'animation font usage des latrines traditionnelles comparativement à 39 % des non-participants. Enfin, 10 % des participants à l'animation utilisent les latrines *modèle-CUSO* comparativement à 4 % seulement des non-participants.

On peut donc conclure que la participation aux sessions d'animation exerce une certaine influence positive sur l'utilisation des latrines en général. Ces résultats qui vont dans le sens de l'hypothèse 10 de recherche ne sont toutefois pas très significatifs puisque la proportion des participants qui font usage des latrines *modèle-CUSO* demeure faible.

Sessions d'animation et utilisation des sources d'eau pour la consommation

TABLEAU 5.35
Utilisation des sources d'eau pour la consommation
selon la participation aux sessions d'animation (%)

Participation aux sessions d'animation	Utilisation des pompes uniquement	sources d'eau pompes et/ou autres sources d'eau	N
OUI	54	46	465
NON	34	66	80

$$X^2 = 19,92 ; 3 \text{ d.l.} ; P = 0,00 ; \text{Phi} = 0,19$$

L'utilisation quotidienne des sources d'eau fait référence à l'usage de l'eau de la pompe et/ou des sources traditionnelles (marigots, ruisseaux, ruisselets, mares) pour la consommation domestique. L'observation du tableau 5.35 indique que la participation aux sessions d'animation influence positivement l'utilisation domestique de l'eau potable de la pompe. En effet, l'association entre les deux variables est significative ($P = 0,00$) et d'assez forte intensité ($\text{Phi} = 0,19$). Ainsi, on constate de manière générale que plus les gens ont assisté aux sessions d'animation, plus ils ont tendance à utiliser surtout l'eau potable de la pompe pour la consommation domestique : 54 % des participants à l'animation comparativement à 34 % des non-participants. À l'autre extrême, plus les gens n'ont pas pris part à l'animation, plus ils ont tendance à faire usage pêle-mêle des eaux de la pompe et/ou des sources traditionnelles : 66 % des non-participants comparativement à 46 % des participants. Ces résultats vont dans le sens prévu par l'hypothèse 11 de recherche. En conclusion, on peut dire que l'animation tend à inciter les populations à utiliser l'eau potable de la pompe dont les conditions de puisage ne favorisent pas la transmission du *ver de Guinée*.

Sessions d'animation et utilisation des sources d'eau pour la lessive

TABLEAU 5.36
Utilisation des sources pour la lessive
selon la participation aux sessions d'animation (%)

Participation aux sessions d'animation	Utilisation des pompes uniquement	Sources d'eau pompes et/ou autres sources d'eau	N
OUI	27	73	463
NON	11	89	79

$$X^2 = 26,86 ; 3 \text{ d.l.} ; P = 0,00 ; \text{Phi} = 0,22$$

Le tableau 5.36 indique les mêmes tendances que précédemment, à savoir l'existence d'une association statistique significative ($P = 0,00$) et de forte intensité ($\text{Phi} = 0,22$) entre la participation à l'animation et l'utilisation de l'eau de la pompe et/ou de l'eau des sources traditionnelles pour la lessive. En effet, on constate en général que plus les gens ont participé à l'animation, plus ils ont tendance à utiliser surtout l'eau de la pompe pour les fins de lessive : 27 % des participants comparativement à 11 % seulement des non-participants. À l'autre extrême, plus les gens n'ont pas pris part à l'animation, plus ils ont tendance à utiliser pêle-mêle les eaux de la pompe et/ou des sources traditionnelles pour la lessive : 89 % des non-participants comparativement à 73 % des participants. Ces résultats vont dans le sens de l'hypothèse 12 de recherche. En conclusion, il ressort de cette analyse que, toutes choses égales par ailleurs, les populations qui ont suivi les sessions d'animation tendent, en proportion relativement petite il est vrai, à utiliser davantage l'eau potable de la pompe pour la lessive. Inversement, celles qui n'y ont pas participé tendent, en proportion relativement importante à utiliser l'eau infecte des marigots et mares dont les conditions de puisage (contact direct des pieds avec l'eau) transmet le *ver de Guinée*.

Sessions d'animation et participation aux microprojets sanitaires (MPS)

TABLEAU 5.37
Participation aux microprojets sanitaires (MPS)
ou à la construction des latrines selon la
participation aux sessions d'animation (%)

Participation aux sessions d'animation	NON	Participation latrines traditionnelles	aux MPS latrines CUSO	N
OUI	56	30	14	346
NON	76	21	3	72

$$X^2 = 12 ; 2 \text{ d.l.} ; P = 0,00 ; \text{Phi} = 0,17$$

Est-ce que l'animation a eu une influence sur la participation des populations aux microprojets sanitaires, c'est-à-dire la construction des latrines ? L'examen du tableau 5.37 montre que oui. En effet, il existe une association statistique significative ($P = 0,00$) et de faible intensité ($\Phi = 0,17$) entre les deux variables. On constate alors, que les participants aux sessions d'animation ont plus tendance à construire des latrines que les non-participants. Ainsi d'une part, 14 % des gens ayant pris part à l'animation ont construit des latrines *modèle-CUSO* comparativement à 3 % seulement de ceux qui n'y ont pas participé ; puis 30 % des participants ont construit des latrines traditionnelles comparativement à 21 % des non-participants. D'autre part, on note que seulement 56 % des participants à l'animation disent n'avoir construit aucune latrine comparativement à 76 % des non-participants. L'animation semble donc avoir une influence positive sur la construction de latrines de façon générale (voir hypothèse 13). Ceci dit, il n'en demeure pas moins vrai que la proportion des gens qui construisent les latrines *modèle-CUSO* répondant aux normes hygiéniques de l'OMS est relativement encore petite.

Sessions d'animation et participation aux microprojets lucratifs (MPL)

TABLEAU 5.38
Participation aux microprojets lucratifs (MPL)
ou aux champs communautaires selon la
participation aux sessions d'animation (%)

Participation aux sessions d'animation	Participation OUI	aux MPL NON	N
OUI	86	14	396
NON	58	42	64

$$X^2 = 40,00 ; 1 \text{ d.l.} ; P = 0,00 ; \Phi = 0,26$$

Est-ce que l'animation exerce une influence sur la participation des populations aux microprojets lucratifs (MPL) ou aux champs communautaires ? La réponse est oui. En effet, l'examen du tableau 5.38 montre une association statistique significative ($P = 0,00$) et de forte intensité ($\Phi = 0,26$) entre les deux variables. On note en fait qu'une proportion très grande des gens qui ont participé aux animations ont participé également aux travaux des champs communautaires c'est-à-dire aux microprojets lucratifs (MPL) : 86 % des participants à l'animation comparativement à 58 % des non-participants. À l'autre extrême, 14 % seulement des participants à l'animation disent n'avoir pas pris part aux travaux des champs communautaires comparativement à 42 % des non-participants à l'animation. Il paraît donc évident que la participation des populations aux sessions d'animation influence positivement leur participation aux MPL. Ces résultats vont dans le sens prévu par l'hypothèse 14 de recherche.

Sessions d'animation et réunions organisées par le comité villageois de développement (CVD)

TABLEAU 5.39

Participation aux réunions organisées par le comité villageois de développement (CVD) en l'absence des agents de base (AB) selon la participation aux sessions d'animation (%)

Participation aux sessions d'animation	Régulièrement	Discussions occasionnellement	avec le CVD rarement	N
OUI	22	43	35	460
NON	7	22	71	72

$X^2 = 79$; 3 d.l. ; $P = 0,00$; $\Phi = 0,39$

Nous avons voulu savoir si l'animation influe sur la participation des populations aux réunions organisées par le comité villageois de développement (CVD) pour discuter des différents volets du PHV-CUSO, et ceci en l'absence des agents de base. Nous avons supposé par ailleurs que ces réunions initiées par le CVD peuvent être un indice d'une tendance de prise en charge des ouvrages du PHV-CUSO par le village. L'examen du tableau 5.39 montre qu'il existe une relation statistique significative ($P = 0,00$) et de très forte intensité ($\Phi = 0,39$) entre la participation aux sessions d'animation des agents de base (AB) et la participation aux réunions des CVD en l'absence des AB. Ainsi on remarque que 22 % des participants à l'animation assistent régulièrement aux réunions des CVD comparativement à seulement 7 % des non-participants qui y assistent de façon régulière. On note par ailleurs que 43 % des participants à l'animation assistent occasionnellement aux réunions des CVD comparativement à 22 % des non-participants. Enfin, 35 % seulement des participants assistent rarement aux réunions des CVD comparativement à 71 % des non-participants à l'animation. En résumé, plus on prend part aux sessions d'animation des AB, plus on a tendance à participer aux réunions initiées par les CVD (voir hypothèse 15).

6. ANALYSE QUALITATIVE DES DONNÉES

L'analyse quantitative des données du sondage a permis de présenter le portrait d'ensemble des attitudes et des comportements des populations du Zio et du Yoto face aux différents volets du PHV-CUSO. Elle a essayé de répondre, en fait, à la question suivante : les populations ont-elles tendance à adopter ou non les innovations du PHV-CUSO ? Il s'agit donc de l'étude évaluative de l'output d'un processus d'implantation du projet qui a mis en oeuvre tout un programme d'intervention. L'analyse qualitative des données d'entrevues individuelles, de *focus group* et d'observations permettra quant à elle d'étudier la dynamique de ce processus à partir des perceptions des différents acteurs et des faits observés par les enquêteurs. Après avoir fait un rappel de quelques éléments théoriques dans une première section, nous présentons dans une seconde section les résultats globaux de l'analyse.

6.1 Rappel des éléments théoriques

Le courant de pensée et d'intervention volontariste qui a inspiré le PHV-CUSO est fondé sur la proposition selon laquelle l'animation (ou encore l'éducation informelle) influence la participation des populations aux projets de développement communautaire, et la participation influe à son tour sur la réussite de ces projets. Proposition qui peut être ainsi schématisée.

ANIMATION ----> PARTICIPATION ----> DÉVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE

L'éducation informelle mise en pratique dans les projets de développement communautaire en zones rurales des pays d'Afrique est généralement appelée l'animation rurale. Celle-ci se définit comme

... un ensemble de moyens éducatifs mis en oeuvre par des États indépendants dans le cadre de leur politique de développement pour faire évoluer leurs structures socio-économiques, pour soutenir le processus de mutation sociale, et accroître sans cesse la participation des intéressés.⁸⁶

⁸⁶ Yves Goussault, *L'animation rurale dans les pays d'Afrique francophone*, Genève : BIT, 1970, p. 160.

Il ressort de cette définition les éléments principaux suivants : - l'animation rurale vise à développer les structures socio-économiques d'un pays et/ou d'une région ; - elle cherche à soutenir le processus de changement social en cours ; - elle favorise la participation populaire au développement. Bref, l'animation rurale essaie de toucher aux aspects social, économique, culturel et politique de toute organisation sociale. Mais en quoi consiste-t-elle au juste ? Et que vise-t-elle à provoquer chez les acteurs sociaux concernés ? Silakaratna répond clairement à ces questions dans la définition qu'il donne de la notion d'animation.

Les individus se conduisent en sujets animés lorsqu'ils sont capables par eux-mêmes d'examiner la réalité sociale, de la soumettre à une réflexion critique et de l'analyser, de se rendre compte de ce qu'ils peuvent y changer, de prendre des initiatives et de considérer d'un oeil critique les actions qu'ils ont entreprises, tout cela de façon routinière. Animer consiste donc à aider les gens à se doter des capacités que nous venons d'évoquer et en premier lieu, de la capacité intellectuelle à se constituer un fonds de connaissances et, mus par une volonté créatrice, à agir pour transformer la réalité qui est la leur.⁸⁷

Il s'agit en fait d'utiliser des méthodes et des outils éducatifs pour aider les populations à bien connaître leurs réalités sociales de manière à être en mesure d'en faire un examen critique, puis à prendre part à la dynamique du changement social qui doit déboucher sur un développement de la société.

La notion de participation quant à elle est définie comme le fait de partager quelque chose avec d'autres. *Ce quelque chose* peut être un objet, un pouvoir, une activité, etc. Susciter la participation des populations dans le cadre d'un projet de développement, signifie donc de permettre à celles-ci de s'impliquer dans toutes les phases du projet et de partager le pouvoir inhérent au processus de prises de décision. Il peut exister différents types de participation selon les facteurs qui leur ont donné naissance. En se fondant sur des facteurs comme les motivations et les modes de mobilisation, Meister⁸⁸ a élaboré une typologie de la participation devenue aujourd'hui un classique. Il a identifié cinq types ou modes de participation.

- 1) **La participation de fait**, fondée sur la tradition qui regroupe des personnes ayant certains buts en communs : groupes d'âge ou de métier par exemple. Le recrutement des membres n'est donc pas volontaire mais de fait. La participation dans ce cas a pour fonction de renforcer les traditions.

⁸⁷ S. Silakaratna. *L'animateur au service du développement participatif. Théorie et pratique*, Genève : BIT, 1988, p. 24.

⁸⁸ Albert Meister, *La participation pour le développement*, Paris : Les Éditions ouvrières, 1977, pp. 128-174.

- 2) **La participation volontaire** se déclenche sans l'aide d'une animation quelconque lorsque des personnes partageant certains intérêts décident de se grouper en syndicat, en coopérative ou en parti politique pour défendre leurs intérêts. Le recrutement se fait de façon volontaire et la participation a pour fonction sociale de satisfaire les besoins nouveaux de la collectivité et de faciliter l'adaptation des membres de celle-ci aux changements sociaux.
- 3) **La participation spontanée** renvoie à une participation entièrement volontaire et sa spontanéité tient au fait que les circonstances d'habitat (voisinage) ou d'affinité quelconque (cliques) ont mis des gens ensemble. Le recrutement se fait spontanément et la participation répond à des besoins d'ordre affectif et psychologique.
- 4) **La participation provoquée** est suscitée par des animateurs pour encourager des comportements jugés nécessaires pour une meilleure adaptation au changement social. Le recrutement est donc provoqué par la sensibilisation pour remplir une fonction d'adaptation.
- 5) **La participation imposée** est provoquée selon des normes établies par des animateurs extérieurs au groupe comme dans le cas des règles imposées pour la distribution de l'eau d'irrigation. L'adhésion est obligatoire puisque nécessaire au fonctionnement d'un programme ou d'un projet. La typologie de Meister va ainsi du type de participation libre au type de participation imposée au groupe. Jean-Bosco Some⁸⁹ ajoute à cette typologie un sixième mode de participation : la participation semi-provoquée qui implique l'adhésion libre du groupe aux suggestions d'animateurs extérieurs (ou après avoir formé une organisation volontaire le groupe fait appel aux animateurs extérieurs). Le recrutement se fait selon le choix démocratique des participants dans le but de s'adapter librement aux exigences du changement social.

En termes de discours et de pratiques de développement, nous avons vu que le CUSO s'inscrit dans le paradigme interactionniste qui s'oppose généralement au paradigme déterministe. Afin de savoir si dans la réalité le PHV-CUSO s'inscrit totalement ou partiellement dans le paradigme dont CUSO se réclame (ou plutôt le PHV-CUSO se rattache à l'autre paradigme), nous avons distingué pour des fins d'analyse deux types de participation : la *participation déterministe* et la *participation interactionniste* des populations au processus d'implantation des projets. Ce processus comprend généralement les principales phases suivantes : l'identification (des besoins), l'élaboration, l'exécution, la gestion et la maintenance, l'évaluation et le suivi du projet.

⁸⁹ Jean-Bosco Some, «Les populations rurales face aux projets de développement», dans *La participation populaire au développement en Afrique noire*, Paris : Karthala, pp. 90-96.

La phase d'élaboration d'un projet comprend en général les études d'implantation, le choix des techniques à mettre en oeuvre et la conception. L'expérience montre que les populations rurales sont rarement appelées à participer à cette phase non moins importante des projets de développement. Certains auteurs affirment, cependant, que la paysannerie est en mesure d'y prendre part ; dans les études d'implantation, elle peut fournir des informations sur les sols, les pratiques culturelles, les traditions, etc. Les paysans doivent aussi avoir des mots à dire dans le choix des techniques car ils connaissent mieux que quiconque les matériaux locaux (bois, terre, pierres). Ils peuvent participer à la conception des projets.

Les paysans prennent part, en général, à l'exécution des projets d'hydraulique villageoise : creusage des puits, ramassage de sable et de pierres, construction de latrines par exemple. Cette participation peut être imposée, spontanée ou bénévole, mais elle est perçue en général comme un facteur de diminution des coûts des projets. Cependant, elle peut devenir un facteur politique qui prépare les populations usagères à prendre en charge les projets une fois réalisés. La gestion et la maintenance des microprojets par exemple, les puits d'eau potable et l'irrigation, ont été longtemps confiés aux services publics dans les pays d'Afrique francophones. Ce n'est que tout récemment que l'on implique de plus en plus les populations rurales dans cette phase des programmes de développement. Enfin, celles-ci doivent être intimement associées au suivi et à l'évaluation des effets des projets dans leur communauté. Tel est le sens général et idéal que l'on peut attribuer aux termes participations des populations bénéficiaires aux projets de développement communautaire.

La participation déterministe n'implique pas les populations bénéficiaires aux principales phases des projets de développement. Tout au plus, les intervenants associent les acteurs sociaux visés à la phase d'exécution, ceux-ci étant essentiellement vus comme la main-d'oeuvre. Évacuées totalement ou partiellement de la phase d'élaboration du projet (soit parce que celui-ci a été imposé, soit parce qu'il a été suggéré de manière technocratique), n'ayant pas été formées à la gestion et la maintenance, les populations usagères montrent par leurs attitudes passives et leurs comportements de refus que le projet n'est point le leur.

L'absence de maîtrise de la décision engendre chez les paysans l'idée que le projet n'est pas le leur, mais celui de l'administration ou de la société régionale d'aménagement. Elle crée un sentiment d'irresponsabilité grave de conséquences. Les paysans gaspillent l'eau, négligent l'entretien des équipements et des ouvrages mis à leur disposition car ils attendent que ce soit l'État qui l'assure.⁹⁰

⁹⁰ Gérard Conac et al., *op. cit.*, p. 102.

Il peut aussi bien s'agir d'une ONG. Représentant le paysan du Tiers-Monde en général, et le paysan africain en particulier, comme attaché à des traditions séculaires qui le pousse à avoir un comportement irrationnel de refus face à l'innovation, à la modernité, au progrès, les agents de développement *déterministe* ne tiennent pas compte du contexte socioculturel, de la logique ou de la rationalité du paysan dans la réalisation des projets. Peu ou pas de marge de liberté et de réinterprétation des objectifs des projets n'est laissée aux populations concernées. Cela donne lieu, souvent après coup, à des effets pervers, c'est-à-dire à des conséquences inattendues. Les experts les interprètent alors comme la résistance des populations rurales au changement.

La participation interactionniste implique les populations concernées à toutes les phases du projet depuis l'identification des besoins, la définition des objectifs jusqu'au suivi-évaluation, en passant par l'élaboration, l'exécution, la formation à la gestion et à la maintenance du projet. La participation renvoie ici à la responsabilité de l'individu et du groupe. L'un et l'autre prennent part dès le début au processus de décision. «La participation est considérée comme un processus actif signifiant que la personne ou le groupe en question prend des initiatives et affirme son autonomie pour ce faire.»⁹¹ Admettant que l'acteur social est un être doté d'une rationalité relative à une situation donnée, l'agent de développement *interactionniste* inscrit la participation dans le contexte socioculturel, économique et politique des participants. En effet, écrit Desjeux, la prise en compte

de tout ce qui compose les modèles culturels et symboliques d'une société est une condition nécessaire, mais non suffisante à la réussite d'un projet. Ces modèles s'inscrivent eux-mêmes dans des rapports de pouvoir et des enjeux économiques dont la prise en compte conditionne la résolution ou non du problème de la participation.⁹²

Les attitudes et comportements des populations bénéficiaires (acceptation ou refus du projet) à court et à long termes ne sont pas interprétés comme la résistance au changement ou l'attachement aux valeurs traditionnelles, mais plutôt comme les décisions d'individus intentionnels et situés socialement. En conséquence, le paradigme interactionniste replace le rapport au projet des bénéficiaires dans son contexte et cherche à lui conférer son efficacité adaptative. Par exemple, l'on peut inscrire un projet de coopérative de crédit dans un village africain dans le contexte du mode traditionnel de participation soit la *tontine*. Il importe de noter que les deux types de participation ne sont pas exclusifs. Ils peuvent par exemple, se retrouver dans un même projet.

⁹¹ Peter Oakley et David Marsden, *Vers la participation dans le développement rural*, Genève : BIT, 1986, p. 24.

⁹² Dominique Desjeux, *L'eau. Quels enjeux pour les sociétés rurales ?* Paris : l'Harmattan, 1985, pp. 14-15.

Comment les informateurs-clés impliqués dans le PHV-CUSO ont-ils perçu la mise en pratique des paramètres descriptifs de l'animation et de la participation ? Comment se situe en dernière analyse le PHV-CUSO par rapport à la participation de type déterministe et de type interactionniste ?

6.2 Résultats de l'analyse qualitative

6.2.1 ENQUÊTES SOCIALES ET CAMPAGNES DE SENSIBILISATION

Après les études techniques d'ordre hydrogéologique visant à déterminer les ressources hydrauliques du milieu, une enquête socio-économique et une enquête sociosanitaire ont été effectuées auprès des populations de 521 villages et hameaux des préfectures du Zio et du Yoto. La première visait à établir les besoins locaux en eau potable, la distance moyenne à parcourir quotidiennement par les femmes pour la recherche de l'eau, les formes d'approvisionnement existantes, les attitudes des villageois face à un projet de développement exigeant leur participation, leur engagement financier et technique. Les résultats de cette enquête ont permis d'identifier non seulement les villages les plus nécessiteux, mais également les plus méritants. La seconde enquête a permis d'identifier les types de maladies dont souffrent les populations ainsi que les catégories de personnes touchées par un type particulier de maladie liée à l'eau.⁹³

Des campagnes d'animation et de sensibilisation des populations sur le PHV ont été lancées. Elles ont conduit à la formation de comités villageois de développement (CVD) constitués exclusivement de représentants locaux et composés d'un-e président-e, d'un-e trésorier-ère, d'un-e secrétaire et de deux conseillers-ères. Le rôle principal des CVD est d'assumer la gestion des points d'eau, des microprojets lucratifs (champs communautaires) et de microprojets sanitaires (latrines). Ils sont encadrés par les agents d'animation. La constitution d'une *caisse villageoise* alimentée par les revenus des microprojets est une exigence du PHV et témoigne bien du principe de l'engagement financier des usagers.

À l'été 1989, on dénombrait plus de 260 nouveaux points d'eau, 250 localités ayant chacune un CVD et un compte à la Caisse nationale de crédit agricole (CNCA). Les revenus de la caisse villageoise sont répartis en trois postes : 1) l'entretien des pompes, 2) le réinvestissement dans les microprojets et 3) une somme réservée pour les urgences ou les besoins immédiats.

⁹³ Les populations des préfectures du Zio et du Yoto sont notamment touchées par la dracunculose, maladie hydrique communément appelée le «ver de Guinée».

Un *protocole d'entente* entre la direction du PHV et un représentant du village est signé avant les travaux de forage ou la restauration d'anciennes pompes. Dans ce protocole, les villageois s'engagent à offrir leur appui au projet selon les termes suivants. Ils doivent : 1) assurer la mise sur pied d'un Comité de développement et d'un sous-comité de santé du village, 2) participer activement aux travaux communautaires en apportant la main-d'oeuvre locale, les matériaux locaux (sable, gravier, bois...) pour toutes les activités du projet, 3) déterminer avec les agents et les techniciens du projet les moyens les plus appropriés pour alimenter le village en eau potable, et entreprendre les travaux nécessaires, 4) choisir et former un conseiller sanitaire rural pour servir de guide sanitaire du village, 5) assurer la bonne réussite du programme sanitaire et nutritionnel en assistant aux séances d'alphabétisation et de formation nécessaires, 6) collaborer activement dans l'exécution des programmes avec tous les agents d'encadrement du développement. Parallèlement à l'animation communautaire, des campagnes de sensibilisation sanitaire ont été entreprises auprès des populations usagères sous des thèmes tels que *Notre eau, Village propre, Notre santé*.

La première campagne visait à sensibiliser les gens aux techniques disponibles pour conserver l'eau potable. Cinq rencontres ont servi à présenter les techniques de transport, de conservation et d'usage de l'eau. Dans le second cas, les sessions se rapportant au *Village propre* ont permis d'identifier quatre facteurs importants dans la protection de la ressource, soit les matières fécales, les eaux stagnantes, la divagation des animaux et le manque d'hygiène domestique. Des microprojets sanitaires, c'est-à-dire la construction par les villageois de latrines ou de quelques enclos-pilotes pour les animaux ont suivi ces rencontres.

La troisième campagne visait à immuniser les villageois contre certaines maladies infectieuses. Une campagne d'alphabétisation sous le thème *Notre instruction* est prévue dans le projet. La sensibilisation sociosanitaire est faite par des agents d'animation déjà qualifiés mais formés exprès lors de séminaires par des professionnels de la santé.

Mais il importe de souligner que l'animation sociosanitaire comme volet du PHV-CUSO n'a réellement débuté qu'à la fin de 1988 et au début de 1989, c'est-à-dire pratiquement vers la fin du mandat du CUSO. Ce volet a consisté principalement aux campagnes d'information et de sensibilisation visant au *changement des habitudes sanitaires* des villageois. Il s'agit d'un défi que le CUSO n'a pas réussi à relever. En effet, comme l'ont montré les résultats de l'analyse quantitative, les microprojets sanitaires (MPS) ont connu un succès fort limité (pour ne pas parler d'un échec) au sein des populations. L'impact de l'animation sociosanitaire a été donc très peu significatif.

6.2.2 LES AGENTS DE BASE (AB) ET L'ANIMATION COMMUNAUTAIRE

L'animation dans les villages est basée théoriquement sur la méthode appelée *formation des formateurs*. Celle-ci consiste à former en premier les *chefs de secteur* ou les responsables sous-régionaux des services de santé publique, des affaires sociales et de la condition féminine. La formation des *chefs de secteur* est assurée par une équipe de spécialistes composée de techniciens en santé communautaire, des formateurs des ministères de la Santé publique, des Affaires sociales et de la Condition féminine et des experts nationaux ou internationaux. Deuxièmement, les premiers formés et d'autres professionnels se chargent de la formation des agents de base (AB). Ces derniers, au troisième stade, sont sensés assumer la formation des membres des comités villageois de développement pour que ceux-ci, au quatrième et dernier stade de la méthode, sensibilisent et animent directement les populations de leur village.

La formation des AB est donc l'instrument médiateur entre la connaissance technique des spécialistes et la connaissance vulgarisée destinée aux villageois. La conscientisation des villageois et leur sensibilisation aux problèmes liés à l'eau dépend dans une large mesure de la qualité de formation par les AB. En quoi a consisté leur formation ? Les AB ont été recrutés parmi les diplômés des écoles nationales de formation en assistance sociale, en technique d'assainissement et d'hygiène et en animation rurale. En général, les candidats font trois années d'études professionnelles après avoir obtenu leur premier diplôme du cours secondaire, c'est-à-dire le Brevet d'études du premier cycle (B.E.P.C.) du système secondaire. Le contenu de la formation est axé sur les thèmes principaux suivants : les maladies tropicales, leurs causes biologiques, sociales et économiques, l'éducation sociosanitaire ; les techniques agricoles, la vulgarisation rurale, le développement communautaire, la dynamique du groupe, la sociologie, la psychologie, l'utilisation des techniques audiovisuelles, etc.

Une fois recrutés, les futurs AB du PHV-CUSO suivent des séminaires de *formation des formateurs*. Il s'agit de séminaires thématiques organisés en fonction des volets spécifiques du projet, et qui visent à former des animateurs communautaires capables de sensibiliser les populations de manière à ce qu'elles participent aux ouvrages puis adoptent les innovations proposées par le PHV-CUSO. C'est ainsi que les AB ont été initiés successivement à des techniques, des méthodes et des stratégies :

- de création ou de mise sur pied des comités villageois de développement (CVD) ;
- de formation des responsables des CVD ;

- de planification et de développement des microprojets sanitaires (MPS) et des microprojets lucratifs (MPL) ;
- de gestion des MPL ;
- d'entretien et de maintenance des pompes ou captages d'eau alternatifs ;
- d'animation susceptible de mobiliser les populations à participer aux activités communautaires dans les villages ;
- de planification et d'évolution des différents volets ou ouvrages du PHV-CUSO ;
- de formation des groupements féminins de production.

Au total on a formé plus d'une quarantaine d'AB durant la réalisation du projet. Ils ont été regroupés en équipes de travail auxquelles ont été assignées des zones d'intervention (A, B, C, D, E, F). Chaque zone comprend un certain nombre de villages. Chaque équipe est dirigée par *un chef* et des équipes sont sous la responsabilité d'un *chef de secteur*. C'est en des *hommes d'orchestre* et des *femmes d'orchestre* que les AB ont sillonné les villages du Zio et du Yoto avec leur motocyclette marque *Yamaha*, pour sensibiliser et animer les villageois ou les membres des CVD aux nombreuses activités du PHV-CUSO. Tour à tour et selon un certain rythme, les AB ont sensibilisé les populations lors des différentes campagnes dont il a été déjà question ; ont animé les villageois pour la réalisation des MPS et des MPL ; pour la création des caisses villageoises, pour la mise sur pied des CVD, pour la constitution des groupements féminins, pour l'organisation des cours d'alphabétisation, pour l'entretien et la maintenance des pompes, pour la conservation hygiénique de l'eau potable, pour l'entretien des latrines, etc.

Portée et limites de l'animation dans le PHV-CUSO

Il ressort des entrevues individuelles et de *focus group* que les AB ont touché à tous ces volets avec un enthousiasme et une motivation aux débuts du projet, mais leur dynamisme a diminué au fur et à mesure que les *nouveaux* volets sont venus s'ajouter aux volets initiaux. C'est le cas par exemple de l'alphabétisation ou des groupements féminins. La taille de la population des villages, des conflits entre les présidents des CVD et les chefs de village, des conflits de génération, etc. ont été identifiés par les interviewés comme des facteurs qui ont nui au travail des AB. En outre, ils ont reconnu que le grand nombre d'ouvrages du PHV-CUSO n'a pas favorisé leur adoption par les populations. L'animation qui est sensée jouer un rôle déterminant dans l'adoption de l'innovation a été limitée la plupart du temps à de l'information, à des cours magistraux donnés par des AB (plutôt versés dans des méthodes d'animation traditionnelles ou directives) à des villageois perçus comme *très attachés* aux valeurs traditionnelles et à des habitudes séculaires que l'on voudrait changer par des *baguettes magiques*. À propos de la pédagogie autoritaire et de

l'absentéisme des AB ou de leur relâchement, un intervenant et volontaire du CUSO a dit en substance ceci :

Il y a certains problèmes comme le problème d'autoritarisme [des agents de base], comme également le problème du relâchement : certains villages où les agents de base n'étaient pas passés depuis trois mois. Comme agent de base, il est supposé passer une fois par semaine. Il y a eu des cas où les agents de base passaient régulièrement dans le village, mais ils se contentaient de rencontrer le président du CVD ou le chef du village et de signer son carnet de présence (extrait d'entrevue).

Par ailleurs, l'animation faite sous forme de cours magistral permet simplement aux villageois d'avoir une somme de connaissances sur les différents volets du PHV-CUSO, sans qu'ils puissent les mettre en pratique. Ainsi, les *focus group* avec les membres de CVD ou les groupes de femmes et d'hommes montrent que les populations ont bien compris les objectifs des sessions d'animation et ont été en mesure de réciter les *leçons* qu'elles ont reçues sur l'eau et les maladies hydriques, l'hygiène, l'assainissement, les MPL, la gestion des caisses villageoises, la gestion des pompes, etc. Mais la mise en pratique de ces *leçons* n'a été que partielle et le plus souvent nulle. Par exemple pendant que des personnes disent qu'il faut «couvrir la jarre d'eau pour des questions d'hygiène», les mêmes personnes admettent «qu'elles ne la couvrent pas» par habitude.

Ce type d'animation a été également loin de mettre en application les règles de communication qui sont normalement requises entre l'animateur (l'émetteur) et les populations rurales situées dans un contexte social donné (récepteurs). Il s'agit notamment des mesures à prendre pour permettre aux populations de décoder et d'interpréter adéquatement les informations nouvelles qu'elles reçoivent, puis de les inclure dans la logique sociale nouvelle qui leur est proposée. En effet, ce décodage et cette interprétation sont nécessaires (et préalables) à l'adoption des innovations par les villageois. Or, la méthode d'animation dominante chez les AB et l'ampleur des activités n'ont pas permis cela.

Un exemple particulier illustre bien ce constat c'est *l'opération vaccination des enfants* non prévue à l'origine dans les volets du PHV-CUSO, mais qui a été mise en oeuvre au beau milieu de la réalisation du projet. Après la première série de vaccinations, les intervenants ont remarqué que le taux de participation des mères aux autres séances de vaccinations (pourtant nécessaires) a été très faible. Pourquoi ? Tout simplement parce que les villageoises n'ont pas compris qu'un médicament qui est supposé *procurer une bonne santé* occasionne au contraire douleurs et fièvre à leurs enfants. Que s'est-il passé pendant la campagne de vaccination au cours de laquelle les AB doivent sensibiliser, informer et bien préparer les mères ? En fait, aucun AB ne leur a clairement expliqué que le vaccin a des *effets secondaires*. Les mères ont donc préféré interrompre la vaccination de leurs enfants.

En conclusion, il importe de souligner que l'information n'est pas la réalité mais l'enregistrement mental et linguistique de celle-ci. C'est la difficulté de transmettre aux populations des idées qu'elles peuvent décoder pour ensuite les mettre en pratique qui a constitué une des principales limites de l'animation dans le PHV-CUSO.

6.2.3 LA PARTICIPATION COMMUNAUTAIRE

L'analyse des données relatives au volet participation communautaire est faite par rapport aux deux types de participation que nous avons définis auparavant, en mettant en relief ce qui caractérise chacun d'eux eu égard à l'implication des populations bénéficiaires aux différentes phases de réalisation d'un projet. L'analyse est faite également par rapport à la typologie proposée par Meister.

La participation villageoise à l'identification du PHV renvoie au degré de responsabilité des villageois dans la décision de créer des points d'eau potable dans leurs communautés. Dans le cas du PHV-CUSO l'initiative vient des gouvernements togolais et canadiens. Elle se situe d'une part, dans le cadre de la coopération entre les deux pays et d'autre part, dans celui de la Décennie internationale de l'eau potable et de l'assainissement à laquelle les deux États ont souscrit.

En fait, les besoins en eau potable dans les préfectures du Zio et du Yoto sont évidents. Non seulement l'eau y est-elle rare, mais les eaux superficielles que l'on trouve dans les rivières sont également sources de maladies hydriques, en particulier la dracunculose communément appelée le *ver de Guinée*.⁹⁴ Le Gouvernement du Togo ayant fait de son programme d'accès à l'eau pour tous une priorité nationale, ne ménage pas les efforts pour répondre aux besoins des régions plus nécessiteuses. Le PHV-CUSO s'inscrit directement dans cette politique.

Quelle est la part de responsabilité des populations concernées dans cette phase du projet ? L'analyse des entrevues fait ressortir que les villageois et villageoises ressentaient depuis fort longtemps le besoin d'avoir accès à l'eau (celle-ci manquait), mais la décision d'aménager des pompes à eau potable est venue d'abord des agents externes, c'est-à-dire du CUSO et des ministères togolais attirés. Ceux-ci ont ensuite sensibilisé les bénéficiaires lors des campagnes d'information et de conscientisation. Les intervenants ont tous souligné ce principe et cette pratique, à savoir qu'aucun forage n'a été effectué sans une entente préalable avec les populations rurales. «... il a été établi que les travaux techniques, forages et autres, ne seraient réalisés qu'une

⁹⁴ Marie-Magdelaine Petit, *Contribution à l'étude de la dracunculose dans la préfecture du Zio*. Thèse de Doctorat, présentée et soutenue publiquement à l'Université du Bénin, Lomé, Togo, 1987.

fois les villages bénéficiaires conscientisés et mobilisés sur leurs besoins en eau potable» (un intervenant). Une intervenante précise : «À priori, on avait accepté l'eau mais ensuite il était question d'arriver à choisir des villages qui étaient d'avis que l'eau était leur priorité et qui étaient prêts à signifier leur engagement à la question de l'eau».

Ces dires ont été corroborés par les villageois que nous avons interviewés. La campagne de sensibilisation *Notre eau* visait à faire prendre conscience aux bénéficiaires de l'importance de l'eau potable ainsi que des responsabilités nouvelles qu'ils auraient à assumer par exemple, la gestion et la maintenance des pompes, changement d'habitudes d'hygiène, etc. Elle s'est terminée par la signature d'un protocole d'entente tripartite entre le village, le CUSO et le Gouvernement du Togo. L'entente témoigne de l'acceptation du projet par le village et se traduit par la formation d'un comité villageois de développement (CVD), l'élaboration d'un système de levée de fonds permanent pour l'entretien des pompes, etc.

Somme toute, nous pouvons dire que l'initiative du projet est le fruit de l'effort combiné des agents de développement du Togo et du CUSO, mais seule l'acceptation des populations usagères, suite à une série de campagnes de sensibilisation permettait son élaboration effective. «In fact, the Villagers organised their work with CUSO. To its credit, nothing of this project had been created for this project. Everything was greffed on the national structure (CVD)» (un intervenant).

Les villageois du Zio et du Yoto ont pris part, dans une certaine mesure, à la phase des études d'implantation du PHV-CUSO. De concert avec les agents togolais et respectant des traditions ancestrales, les intervenants du CUSO ont demandé aux *ainés* des villages d'indiquer les endroits convenables pour effectuer les forages. «Les villageois étaient chargés de nous dire où ils voulaient installer la pompe, et quand c'était possible, nous la mettions là. Sinon, nous suggérions un autre endroit, mais nous ne creuserions jamais si c'était un endroit sacré, un cimetière, etc.» (un intervenant). Dans tous les villages que nous avons visités, les prêtres traditionnels nous ont affirmé qu'ils ont été consultés et les cérémonies nécessaires à de telles occasions ont été faites avec la participation des villageois et villageoises.

Le PHV-CUSO comporte, par ailleurs, des microprojets lucratifs (champs), l'entretien des pompes, etc. Les bénéficiaires ont pris part à la phase d'implantation en désignant des terres communautaires à cultiver, en choisissant des *artisans-réparateurs* et des *surveillants* locaux pour la maintenance des pompes. Ceux-ci ont suivi des séances de formation sur la mécanique et l'entretien des pompes à eau :

Quand j'arrivais dans les villages, je demandais souvent au surveillant des pompes de me montrer comment il prenait soin de la pompe. Il était responsable ... fier ... et toujours prêt à montrer la valeur de son travail. L'important, c'est que les gens comprennent que la pompe, c'est leur pompe. Et s'ils ne l'entretiennent pas, il n'y aura pas de service... (un intervenant).

Il ressort de l'analyse des informations qu'il y a eu une collaboration entre les agents de développement et les populations bénéficiaires dans l'implantation du PHV-CUSO. Celles-ci ont été associées à des opérations précises : choix des lieux de forage, des champs communautaires, initiation à la technique des pompes, etc. Les villageois et villageoises ont pris part aux activités relatives à l'exécution du projet : participation aux campagnes de sensibilisation (*Notre eau, Notre village propre, Notre santé*, etc.), participation à la création des CVD, aux forages, à la culture des champs communautaires de maïs, à l'ouverture des caisses communes en vue d'amasser des fonds de maintenance, participation à la construction de latrines familiales ou d'enclos d'animaux, etc. Si la participation visait à faire partager une partie des coûts de réalisation du projet aux populations bénéficiaires, il y a lieu d'y avoir également un mécanisme politique de responsabilisation de ces dernières vis-à-vis du PHV. Deux présidents de CVD nous donnent leur perception de la participation villageoise à l'exécution du PHV.

Ils (CUSO et le Gouvernement togolais) nous aident à avoir de l'eau propre, ce que nous pouvons faire c'est de travailler avec eux pour avoir des pompes. C'est nous qui avons besoin de l'eau... nous devons travailler fort, souffrir pour mériter la pompe. Mets ton fardeau sur ton genou et Dieu te le mettra sur la tête.

La participation communautaire à la gestion et à la maintenance des pompes à eau a été planifiée dès la phase d'identification du PHV-CUSO. Les villageois et villageoises du Zio et du Yoto ont été sensibilisés et formés pour cette phase déterminante dans tout processus d'autodéveloppement. Les modes de gestion et de maintenance des points modernes d'eau dans les pays d'Afrique ont varié considérablement au cours des années. Dans certains cas, les populations rurales paient des frais de fonctionnement et de maintenance. Dans d'autres cas, non. Parfois, on engage la responsabilité financière et technique (partielle ou totale) de l'État. Dans des projets récents, on a mis sur pied des comités villageois de gestion et de maintenance des points d'eau. CUSO a choisi ce dernier mode de gestion. Un système d'entretien à *trois paliers* a été mis sur pied. Il a nécessité la formation des villageois : les *surveillants-pompes* et les *artisans-réparateurs* puis les mécaniciens employés par le gouvernement.

«Les surveillants des pompes, des villageois, veillent à la propreté des abords, serrent les boulons et ainsi de suite. Les artisans-réparateurs sont d'anciens mécaniciens qui ont reçu une formation de la Direction de l'hydraulique et de l'énergie et qui travaillent à compte privé...» (une intervenante).

Comme on peut le constater, la formation à la gestion des points d'eau et à leur maintien fait partie intégrante du PHV-CUSO.

Une synthèse des résultats de l'analyse qui précède met en évidence les faits suivants : les besoins en eau potable des populations du Zio et du Yoto sont fondamentaux mais l'identification du PHV-CUSO revient aux agents externes ; les collectivités concernées ont été conscientisées au projet lors des campagnes d'information et de mobilisation ; les populations bénéficiaires ont participé de différentes façons aux phases d'implantation, d'exécution, de formation à la gestion et à la maintenance des ouvrages du PHV-CUSO ; l'ONG canadienne CUSO a travaillé de concert avec trois ministères du Togo et les communautés villageoises. Dans le processus de réalisation du projet, les intervenants ont essayé de tenir compte de certaines données du milieu : traditions religieuses, chefferie, structures nationales de développement rural, etc.

Si nous comparons ces faits aux deux types-idéaux de participation définis plus haut, nous pouvons conclure que le PHV-CUSO se rapproche nettement de la participation interactionniste en ce qui concerne les quatre premières phases du projet. En effet, l'une des caractéristiques du PHV-CUSO, c'est que le volet *participation communautaire* a primé sur le volet *technique*. Les intervenants ont accordé une importance à la sensibilisation et à la préparation des populations bénéficiaires. Celles-ci ont été impliquées de manière dynamique dans les principales opérations du projet. «Ces activités de sensibilisation et de formation visaient toujours trois buts : expliquer la prochaine étape, définir les fonctions et les ressources nécessaires et, surtout, prendre conscience des besoins à combler et des efforts à faire au niveau villageois» (un intervenant).

Mais qu'en est-il de la phase *suivi-évaluation* ? Le suivi d'un projet de développement ne doit pas se limiter à des activités régulières, il doit également et surtout consister à mettre sur pied les structures nécessaires à la poursuite du projet une fois que les agents externes de changement se retirent. En d'autres mots, le suivi doit renvoyer à la notion de prise en charge des ouvrages d'un projet par la collectivité concernée. Quant à l'évaluation, elle doit constamment chercher à mesurer l'impact réel du projet sur les bénéficiaires et à tirer des leçons pratiques de l'expérience passées en vue du présent ou du futur.

Les données de notre enquête montrent que les intervenants du PHV-CUSO axent le suivi sur des opérations régulières telles que la formation à l'entretien, l'animation des villageois, la mobilisation de ceux-ci pour les microprojets sanitaires (latrines) et lucratifs (champs communautaires). Toutes ces activités, comme nous venons de le voir, sont réalisées par les AB. La méthode de formation des formateurs ou *training of trainers* qui était définie dans le plan d'exécution original du PHV-

CUSO, méthode censée assurer le suivi du projet à long terme, n'a pas été mise en application. En effet, les intervenants devraient initialement former les animateurs, ceux-ci devraient à leur tour former les membres des CVD et enfin ces derniers devraient former les populations rurales aux principes et activités du PHV-CUSO. L'objectif visé était de favoriser l'autodéveloppement des gens du milieu. Mais, dans les faits, la formation a été essentiellement limitée aux animateurs. C'est un autre point faible de l'animation dans le projet.

Les principes de la méthode *training of trainers* n'ayant pas été mis pleinement en application, les populations n'ont donc pas été bien formées pour la prise en charge des ouvrages. Si par tradition du *consensus apparent* une proportion assez importante des populations a répondu lors du sondage qu'elle pense que les CVD sont capables de prendre en charge les réalisations du PHV-CUSO, les données d'entrevues et d'observations montrent par contre qu'à l'été 1990 beaucoup de CVD n'existaient même plus. Par ailleurs, la majorité des AB qui sont des employés du CUSO ont *perdu leur emploi* avec la fin du PHV-CUSO.

En dernière analyse, le PHV-CUSO se rattache à la participation déterministe eu égard à la phase suivi, car les acteurs sociaux concernés sont évacués de cette phase non moins importante du projet. Ce faisant, la pratique développementale du CUSO n'a pas répondu, elle aussi, à l'éternelle question de l'aide ou développement : «Que deviendront les projets, une fois que l'organisme international se retirera» ?

Le PHV-CUSO a donné lieu à des effets pervers ou des conséquences inattendues. Qu'il suffise de donner un exemple. La lutte contre la divagation des animaux a été identifiée comme un problème sanitaire à résoudre en rapport avec le programme d'éducation sociosanitaire. Les animaux domestiques sont traditionnellement laissés libres dans la nature, se nourrissent seuls, dorment dehors et polluent les maisons. La solution hygiénique trouvée par les intervenants du PHV-CUSO est la construction des enclos pour abriter les bêtes. Les villageois ont adhéré au projet après y avoir été sensibilisés. Mais quelques mois plus tard, la plupart des gens ont abandonné les enclos pour revenir à la méthode traditionnelle d'élevage.

Les intervenants du projet ont vu les comportements des éleveurs comme une forme de résistance au changement et un attachement aux traditions. Mais en interviewant les villageois, nous avons compris les motivations de leurs gestes : ils ont abandonné la pratique des enclos parce que leurs animaux maigrissaient ou mouraient. Pourquoi ? Parce que les villageois oubliaient souvent de nourrir les animaux. Mettre les animaux dans des enclos et en prendre soin de façon régulière ne faisait pas partie des pratiques séculaires d'élevage des gens du Zio et du Yoto.

Par rapport à la phase d'évaluation, le PHV-CUSO se rattache à la participation déterministe. Les agents du projet n'ont pas essayé de s'inspirer des pratiques pastorales et agricoles traditionnelles pour promouvoir les microréalizations importantes comme l'élevage et la culture du maïs (nous avons identifié également un effet pervers dans ce dernier cas). C'est suite à notre enquête que les intervenants du CUSO et du Togo ont compris l'échec des enclos non pas comme une résistance au changement, mais bien comme un comportement rationnel des villageois adaptés à leur contexte socio-économique.

En effet, l'agriculture et l'élevage sont séparés dans le Zio et le Yoto, et l'un est secondaire par rapport à l'autre. Traditionnellement, le paysan passe toute la journée au champ pendant que ces animaux se nourrissent librement dans la nature. On lui propose un nouveau mode d'élevage (l'enclos) qui exige une disponibilité de temps et des pratiques nouvelles. Le paysan rentre fatigué des travaux champêtres et oublie de prendre soin des animaux enfermés, et ils meurent. Pour ne pas perdre son petit troupeau de cochons ou de moutons, le paysan abandonne les enclos et retourne aux pratiques traditionnelles ou adopte une autre solution, à savoir attacher les animaux autour d'un arbre dans la cour familiale de façon à ne pas oublier de les nourrir.

6.2.4 L'INTÉGRATION DE LA FEMME AU DÉVELOPPEMENT OU L'IFD DANS LE PHV-CUSO

Compte tenu du rôle important que les femmes jouent dans l'approvisionnement en eau dans les communautés rurales d'Afrique, le volet IFD a été l'un des objectifs principaux du PHV-CUSO. Cela signifie d'une part, que les femmes du Zio et du Yoto participent au processus de réalisation du projet et d'autre part, qu'elles puissent s'adonner à des activités économiques suite au temps *gagné* par l'accès direct à l'eau potable. Dans le premier cas, il ressort de la plupart des rapports d'évaluation faits entre 1987 et 1990 que les femmes ont participé aux activités du projet comme ça été toujours la tradition.

Mais un fait est à noter : c'est l'effort qui a été déployé pour impliquer les femmes dans certaines structures. Ainsi, en 1990 on a estimé à 39 % les membres féminins des CVD, à 23 % les surveillantes de pompes et à 33 % les postes *cadres* (vice-présidence, trésorerie) occupés par les femmes. Ces données ne doivent pas cependant cacher une réalité mise en évidence non seulement par nos entrevues et observations longitudinales, mais également par d'autres études.⁹⁵ C'est la participation des femmes au processus de décision qui semble-t-il fait partie de l'IFD. On a constaté à plusieurs occasions qu'au sein des CVD par exemple, les femmes ont peu ou pas de

⁹⁵ Claude Chamberland et al., *Projet d'hydraulique villageoise au Togo, Rapport de mission*, 1989.

pouvoir de décision. Les rapports hommes-femmes dans le Zio et le Yoto n'ayant pas été changés par la création de nouvelles structures dans le cadre du PHV-CUSO, il faut s'attendre à ce que la participation des femmes se fasse encore selon les valeurs et les normes traditionnelles. C'est ainsi qu'il ressort de nos enquêtes que les membres féminins des CVD ne sont pas souvent consultés lors des prises de décisions relatives au projet.

Le deuxième aspect de l'IFD n'a guère connu de succès. En effet, la création de groupements féminins de production agricole ou d'artisanat a été le mode d'intégration économique privilégié par CUSO. Il s'agit d'une activité qui a été planifiée vers la fin du projet. Il y a eu surtout des tentatives de création de groupements féminins dans le secteur de l'agriculture, comme par exemple la culture d'arachides ou de maïs. Mais la plupart de ces projets féminins ont connu des problèmes d'ordre socio-économique et culturel.

Des *focus group* il s'est en effet dégagé les faits saillants suivants. L'idée (fondée bien entendu sur une étude du CUSO) selon laquelle l'accès à l'eau potable des pompes aurait permis aux femmes du Zio et du Yoto d'épargner 40 % de leur temps de travail domestique (jadis consacré à aller chercher de l'eau à des dizaines de kilomètres des villages), devient fallacieuse dès qu'on la confronte au vécu quotidien de ces femmes. Certes la proximité des pompes fait gagner du temps et rend potentiellement disponible la main-d'oeuvre féminine pour des *activités lucratives*. Mais tel n'est pas le cas. En fait, la plupart des femmes nous ont dit lors des entrevues individuelles et de groupes qu'elles consacrent le *temps épargné* aux travaux champêtres de la famille, de la communauté (MPL), aux enfants, etc.

C'est la journée traditionnelle de repos commun à toutes les populations du Zio et du Yoto que les femmes pensent consacrer aux activités des nouveaux groupements de production agricole ou d'artisanat. «Nous continuerons donc à mourir à la tâche...», a conclu une de ces braves dames. L'IFD, dans ce cas, donne une surcharge de travail aux villageoises sans réellement assurer leur meilleure intégration économique. Il ressort de la plupart des *focus group* que les femmes du Zio et du Yoto avaient (et en ont probablement encore) comme aspirations profondes la limitation des naissances, et non la formation des groupements féminins de production. «Lorsque nous aurons moins d'enfants, nous serons plus en bonne santé, nous aurons probablement plus le temps de créer des groupements de femmes pour l'agriculture, l'artisanat, le petit commerce, etc.» (Extrait d'entrevue, été 1990). Voilà bien résumé, par une jeune femme d'un des nombreux *focus group*, les réels désirs des villageoises du Zio et du Yoto. Mais la planification des naissances ne faisait partie du PHV-CUSO.

Par ailleurs, les groupements féminins d'agriculture qui ont été constitués en 1990 se sont butés à un autre problème non moins important, soit à celui de la *propriété masculine de la terre* dans les communautés du Zio et du Yoto. Des membres de ces groupements ont dû louer des terres appartenant aux hommes. Certains propriétaires terriens ont été payés en argent, mais d'autres ont demandé des parts de récoltes en guise de remboursement. Des groupements féminins ont donc, soit débuté avec des dettes, soit hypothéqué pour trois ou cinq ans une partie de leurs recettes ou de leurs récoltes de maïs et d'arachides. Somme toute, le second aspect de l'IFD a été une *activité de dernière minute* et a connu un échec évident.

6.3 Données d'observations directes

Nous présentons dans cette section une synthèse des données des observations directes que nous avons faites durant la recherche. Nous avons choisi de ne parler que de certains faits qui nous paraissent significatifs.

6.3.1 LES POMPES

Les forages réalisés dans le cadre du projet ou ceux déjà existants et remis en bon état ont été équipés de pompes manuelles. Environ 192 de ces pompes sur les 203 installées au total ont été fabriquées au Togo. Il s'agit des pompes dénommées UPROMA pour Unité de production de matériel agricole. C'est une pompe du modèle INDIA MARK II, tel que classifié par la Banque mondiale. En 1990, ces pompes étaient en panne dans les 30 villages que nous avons visités. Les responsables du PHV-CUSO nous dit que ces pannes sont dues, dans la plupart des cas, à un défaut de fabrication. Nous avons alors fait une entrevue pour en savoir davantage. Voici l'explication que la personne interviewée nous avait donnée : «... l'eau de la région maritime est tellement forte que la galvanisation des tuyaux n'était pas suffisante ou la galvanisation de l'intérieur du corps de pompe n'était pas suffisante. L'humidité, la réaction chimique de l'eau de la Côte propage la rouille sur le tuyau». Et l'intervenant de préciser : «... le tuyau de la pompe UPROMA aurait dû être en acier inoxydable et non galvanisé. C'est ça le défaut de fabrication» (extrait d'entrevue).

Nous avons appris qu'en 1991-1992 toutes les pompes du PHV-CUSO étaient en panne. Il faut remplacer tous les tuyaux et les cylindres pour les remettre en marche. Le PHV-CUSO n'a donc pas fait exception à la règle depuis les années soixante puisque ces pompes sont aussi *tombées à l'eau* et constituent de *beaux tas de ferraille*.

6.3.2 L'UTILISATION DES SOURCES D'EAU

Tout en puisant l'eau potable de la pompe, les femmes ont continué à recourir également aux sources traditionnelles, notamment l'eau des toitures, celles des marigots et des ruisselets (pourtant déconseillées). Voici comment un de nos enquêteurs décrit les sources d'eau disponibles dans un village :

En plus de l'eau de la pompe, il y a ... la rivière. Elle se situe à quelques trois cents mètres de la pompe. L'eau est apparemment sale ... Des excréta sont déposés à une dizaine de mètres du lit de cette rivière. L'eau a une couleur jaune tirant sur le vert. On y fait la lessive. J'ai vu une femme et un homme en train d'y laver leur linge.

Lorsqu'on a demandé aux femmes qui faisaient leur lessive dans les ruisselets ou les mares (alors qu'elles savent par la sensibilisation des AB que c'est la voie de transmission de la dracunculose), elles ont répondu que ces eaux ont une qualité *mousseuse supérieure à l'eau de la pompe*. «Nous économisons ainsi du savon» concluaient-elles. Et quand des villageois ont continué de boire l'eau des ruisselets ou des marigots, c'est parce qu'elle a meilleur goût que celle de la pompe qui est *trop salée*.

6.3.3 LES LATRINES

Nombre de villages visités ne disposent ni de latrines traditionnelles, ni de latrines *modèle-CUSO*. Lorsque ces dernières existaient, leur système d'aération était mal construit. Malgré les campagnes de sensibilisation sur *le péril fécal*, la plupart des villageois du Zio et du Yoto ont continué de faire leurs besoins *en plein air*. Et deux observateurs (enquêteurs) de noter avec humeur des scènes quotidiennes dans des villages visités : «Des cochons étaient prêts pour assurer le rôle de vidangeur après que les gens avaient déposé les excréta dans l'aire de jeu...». Le deuxième écrit : «Des gens faisaient leurs besoins en plein air et les cochons se partageaient le butin, avant d'aller se rafraîchir près de la pompe».

Nous avons remarqué par ailleurs que dans beaucoup de villages les latrines *modèle-CUSO* étaient réservées aux *visiteurs* venant de la ville et aux adultes (hommes).

6.3.4 LE CHAMP COMMUNAUTAIRE

Le champ communautaire a été un volet du projet qui a connu un succès. Cela s'explique sans doute par le fait qu'il s'inscrivait dans la pratique communautaire traditionnelle très propre aux

populations du Zio et du Yoto. Mais nous avons noté un problème d'ordre technique qui mérite d'être relaté. Dans le but d'augmenter la production du maïs, les intervenants du CUSO ont fourni de l'engrais chimique aux populations pour fertiliser les champs.

Les cultivateurs ont suivi des séances d'information sur les méthodes de fertilisation, mais on n'a pas pris soin de les renseigner sur les techniques de semence dans un champ fertilisé. Les paysans du Zio et du Yoto après avoir répandu l'engrais sur le sol, ont semé le maïs de façon *serrée* selon la technique traditionnelle de semence sur brûlis. Au lieu d'avoir une récolte abondante, on a eu au contraire des plants de maïs *nains* sans épis. C'est ainsi que dans bon nombre de villages les premières expériences de champs communautaires n'ont pas porté fruits. L'erreur a été vite corrigée par les responsables du projet et les expériences qui ont été faites par la suite furent concluantes.

6.3.5 CONFLITS DUS AU NOUVEAU RAPPORT DES VILLAGEOIS AVEC L'EAU DE LA POMPE

L'entretien et la maintenance des pompes par les populations ont défini un nouveau rapport communautaire à l'eau dans les villages. Ce rapport a donné lieu des fois à des conflits familiaux ou ethniques. Ainsi, nous avons vu dans certains villages du Zio et du Yoto, des familles ou des ethnies interdire ou bloquer mécaniquement l'accès à la pompe à celles qui n'auraient pas participé aux travaux des champs communautaires ou assurer la surveillance et l'entretien de la pompe. Nous avons constaté également de fréquents conflits entre les adultes et les jeunes, les chefs de village et les présidents de CVD, les *guérisseurs* de la dracunculose et toute la communauté villageoise qui a accepté la pompe à eau potable. On ne saurait assez le dire, une pompe dans une communauté rurale n'est pas une technique qui donne simplement accès à l'eau potable. C'est aussi et surtout un facteur de changement social dont toutes les conséquences demeurent presque toujours insoupçonnées.

Ainsi donc les données d'observations directes et longitudinales des ouvrages du PHV-CUSO et des comportements des populations bénéficiaires, par exemple les rapports de celles-ci à la pompe, à l'utilisation de l'eau, aux latrines, etc. semblent aller dans le même sens que les données du sondage et des entrevues de groupes ou individuelles. Dans la conclusion qui suit nous allons d'abord bien mettre en évidence ce sens en faisant une synthèse et en interprétant les résultats de toutes les analyses précédentes. Ensuite nous proposerons (en guide de recommandations) une stratégie d'intervention sociale susceptible de contribuer au succès des projets d'hydraulique villageoise en Afrique subsaharienne.

CONCLUSION

La présente recherche est fondée sur deux types de données : des données quantitatives et des données qualitatives. Nous avons distingué, lors de l'analyse des informations issues du sondage, les relations entre les variables d'ordre *sociodémographique/contextuel* et la participation des populations bénéficiaires aux ouvrages du PHV-CUSO d'une part ; puis d'autre part les relations entre la variable *assistance aux sessions d'animation* et l'utilisation des ouvrages ou la participation des paysans à ceux-ci. Les résultats qui se dégagent du premier cas d'analyse des données quantitatives sont les suivants.

La variable sexe ne semble pas avoir une influence significative sur la participation des gens aux campagnes de sensibilisation et aux PML. Cependant, elle influe faiblement sur la participation des gens aux MPS. Tout se passe comme si, en acteurs intentionnels, les populations du Zio et du Yoto ont, indépendamment du sexe, été attirés par les campagnes de sensibilisation portant sur les rapports entre *l'eau et la santé*.

On peut comprendre un tel comportement de la part des gens pour qui le PHV-CUSO représente en premier lieu une réponse à leurs besoins d'eau. De même, c'est en acteurs rationnels que les hommes et les femmes ont jugé bon de continuer leurs pratiques communautaires de travaux champêtres. Du reste, ils savent que les revenus des MPL devraient servir en principe à l'entretien des pompes. La construction des latrines nécessitant des travaux traditionnellement réservés aux hommes, on peut comprendre que le taux de participation de ces derniers aux MPS soit plus élevé que celui des femmes. Si cependant le taux de participation générale des ménages aux MPS demeure faible dans l'ensemble, c'est sans doute parce que le volet assainissement ne semble pas répondre à un besoin des populations rurales.

La variable contexte d'animation dans les villages exerce une influence significative sur la participation aux campagnes de sensibilisation, aux MPS et aux MPL. Tout se passe comme si lorsque l'animation se fait dans un contexte assez propice, les populations sont davantage conscientisées et ont de bonnes raisons pour prendre part aux ouvrages du PHV-CUSO. Mais le taux de participation aux MPS qui demeure toujours faible peut être expliqué par les mêmes raisons que nous avons évoqués précédemment.

La variable situation géographique des villages influe sur la participation aux campagnes de sensibilisation, aux MPS et aux MPL. En acteurs intentionnels, les populations des villages *ni enclavés et ni riverains* tendent plus à participer aux ouvrages du projet que celles des villages

enclavés et riverains. En effet, dans le premier cas les localités étant plus faciles d'accès mais par contre très éloignées des sources d'eau principales, les populations sont plus souvent *animées* et, en outre, ont un grand besoin d'approvisionnement en eau. Il est donc logique que ces gens participent davantage que les populations des localités difficiles d'accès mais situées à proximité des sources d'eau.

Le second cas de l'analyse des données du sondage montre les faits significatifs suivants.

L'assistance aux sessions d'animation influe sur l'utilisation des latrines de manière générale. Les gens qui n'assistent pas à ces sessions ont tendance à n'utiliser aucune sorte de latrine comparativement à ceux qui y assistent ; et ces derniers tendent à utiliser plus (le taux d'utilisation étant toutefois faible) les latrines *modèle-CUSO*. Tout se passe comme si l'animation donne aux gens des motifs qui les poussent à faire usage des latrines relativement plus hygiéniques. L'assistance à l'animation influe sur l'utilisation des sources d'eau pour la consommation et la lessive. Les gens qui prennent part aux sessions d'animation ont tendance à consommer uniquement l'eau potable de la pompe, mais par contre ceux qui n'y participent pas utilisent pêle-mêle les eaux de différentes sources (traditionnelles et pompes). Il en est de même en ce qui concerne l'usage de l'eau pour les fins de lessive.

L'assistance aux sessions d'animation influe sur la participation des populations aux MPS, aux MPL et aux activités organisées par les CVD en l'absence des agents de base. Les participants à l'animation tendent plus, toutes choses égales par ailleurs, à s'intéresser aux ouvrages du projet que les non-participants. Tout se passe comme si les interventions des agents de base permettent aux populations (du moins à une partie d'elles) de développer des logiques ou des rationalités qui s'inscrivent dans celles du PHV-CUSO et à agir en conséquence.

Dans l'immédiat, le cadre théorique de la recherche nous a permis d'interpréter ainsi les résultats du sondage. Cependant, l'analyse qualitative des données longitudinales des entrevues et des observations nous a conduit à relativiser ces premiers résultats (sondage) et à supposer que ceux-ci ne sont que des tendances *ponctuelles* des populations à un certain moment de l'implantation du PHV-CUSO.

En effet, il est ressorti de l'analyse du second type de données (qualitatives) qu'en matière de participation communautaire le PHV-CUSO s'est rattaché, toutes choses égales par ailleurs, **au type interactionniste** en ce qui concerne les phases d'identification des besoins, d'études implantation d'exécution et de formation à la gestion et à la maintenance des ouvrages. De plus, il

s'est agi de participation provoquée et/ou semi-provoquée (voir la typologie de Meister). Mais quant à la phase *suivi-évaluation* le PHV-CUSO s'est rattaché au **type de participation déterministe**. Dans la réalisation du projet tout s'est passé comme si les interventions ont appliqué les principes de paradigme interactionniste aux débuts pour mobiliser les populations, les sensibiliser, les impliquer dans l'exécution des différents volets, les initier et les former plus ou moins à l'utilisation des ouvrages mis en place. Cependant, il semble que la mise en oeuvre des mécanismes de suivi et d'évaluation, devant assurer une pérennité des innovations par leur prise en charge (partielle ou complète) par les populations, s'est inscrite dans le paradigme déterministe. C'est ce qui explique sans doute les faits suivants : la non-application intégrale de la méthode de formation des formateurs, l'animation de type *cours magistral*, l'écart entre les connaissances que les populations ont des activités du projet et leur mise en pratique dans la vie quotidienne.

Le recours à la pratique participative de type interactionniste⁹⁶ dans un projet de développement communautaire exige de la part des intervenants qu'ils saisissent la culture du milieu d'intervention, qu'ils connaissent et tiennent compte des stratégies, des motivations et des aspirations des populations concernées. Cet effort d'appréhension de la logique des acteurs ainsi que de leur contexte social doit être une préoccupation constante des intervenants et ceci, avant, pendant puis après le projet de développement.

Le cas du PHV-CUSO nous montre qu'en la matière, les phases du suivi et de l'évaluation sont aussi importantes sinon plus, que les premières phases d'un projet. Si le paradigme déterministe dominant a habitué les intervenants d'ONG à développer des méthodologies d'évaluation-suivi qui tendent à associer les populations concernées par les projets comme des *objets d'évaluations*, le paradigme interactionniste (en émergence) suppose que les agents d'ONG ou d'intervention communautaire élaborent et appliquent une méthodologie qui permet de considérer les populations comme des acteurs dotés d'une rationalité socioculturelle et économique, puis de les impliquer comme tels aussi dans les phases du suivi et de l'évaluation. C'est ce que nous appelons la *pratique développementale de l'individualisme méthodologique* ⁹⁷

Nous présumons que l'intérêt de la participation de type interactionniste pour le développement communautaire en Afrique est d'une part, la réduction des risques d'échecs *choquants* qui ont si souvent accompagné les projets et d'autre part, la mise en branle d'un réel processus de prise en

96 Anne White, *Principes directeurs pour la planification de la participation communautaire aux projets d'approvisionnement en eau et d'assainissement*, Genève : OMS, 1987.

97 Yao Assogba, «Le paradigme interactionniste et le processus du développement communautaire», dans *Revue canadienne d'études du développement*, Vol. IX, No 2, 1988, pp. 203-218.

charge et d'autodéveloppement des communautés villageoises africaines. La non-application intégrale des principes interactionnistes ou leur application très limitée dans le temps expliquent, dans une large mesure, que les ouvrages du PHV-CUSO n'ont pas été pérennés. En fait, les données d'observations ont montré que l'animation telle que pratiquée par les intervenants du CUSO a eu un effet ponctuel et donc peu durable sur la participation des populations aux ouvrages du PHV d'une part, et sur leur prise en charge par celles-ci d'autre part.

Quelle leçon pratique peut-on tirer des résultats empiriques et du fondement théorique de la présente recherche ? Répondre à cette question revient à faire certaines recommandations à la lumière de ces données *théorico-empiriques*. Nous avons décidé de présenter ces recommandations sous la forme d'une stratégie d'intervention sociale dans le secteur de l'hydraulique villageoise. Ceci a l'avantage de proposer une démarche pratique aux *théoriciens* et aux praticiens du développement rural de manière générale.

Quels sont les principes de base et les paramètres de cette stratégie ? Il importe de noter qu'elle s'inspire du paradigme interactionniste d'une part, et tient compte d'autre part, des facteurs identifiés comme exerçant une certaine influence sur les attitudes ou les comportements des populations par rapport aux innovations ou projets qui leurs sont proposés. Voici comment s'articule notre *modèle* stratégique.

Nous avons vu que la théorie interactionniste de type wébérien rend mieux compte de l'effet d'agrégation exemplaire caractéristique de l'adoption ou du refus de l'innovation, c'est-à-dire du processus du développement dans une communauté donnée. Nous postulons par ailleurs que les principes et les fondements épistémologiques de cette théorie peuvent également inspirer des méthodes d'intervention efficaces en matière de projets de développement en général et de projets d'hydraulique en particulier. Cette stratégie d'intervention vise, toutes choses égales par ailleurs, à maximiser les chances de succès des PHV et à éviter ainsi la *résistance* au projet ou son rejet par les populations bénéficiaires. Trois paramètres fondamentaux la définissent : le premier renvoie à la **connaissance sociale et culturelle** de la communauté concernée par l'innovation ; la deuxième a trait à l'**éducation des populations** bénéficiaires et la troisième renvoie à la mise en **application des faits historiques connus** du processus de diffusion d'une innovation.

1. Premier paramètre de la stratégie d'intervention : mieux connaître les populations et leur milieu de vie

Il ressort des exemples présentés dans ce rapport et de d'autres études, qu'en général, les conceptions et les pratiques du développement rural en Afrique reposent le plus souvent sur l'ignorance des réalités sociales des régions d'intervention et surtout sur une méconnaissance des logiques sociales, culturelles, économiques ou techniques des populations que l'on veut *développer*. Cela signifie que pour une intervention plus efficace, les théoriciens et praticiens doivent reconnaître et appliquer le principe qui veut *qu'il n'est de développement que de l'homme et par l'homme*. Les spécialistes du développement doivent rompre avec certains préjugés et mieux percevoir les savoirs des populations auprès desquelles ils interviennent. Ils doivent être amenés à inverser la tendance de la folklorisation et la négation ou l'ignorance des savoirs, de l'invisibilité de la logique et de la compétence des populations africaines adaptées à un univers local précis.

La conséquence d'une telle rupture est double : premièrement, les spécialistes sont appelés à adopter une attitude *emphatique*, c'est-à-dire le désir profond de connaître l'autre ; deuxièmement, des études sociologiques et ethnologiques doivent toujours précéder la mise en oeuvre d'un PHV dans une localité ou une région donnée. Ces études doivent être conduites selon les principes du paradigme interactionniste de type wébérien. Elles doivent, préalablement à l'implantation d'un projet de développement, chercher à mettre en évidence les logiques techniques, culturelles, sociales et économiques puis à comprendre les motivations à agir des populations bénéficiaires du projet. Ensuite, les intervenants doivent se garder de voir dans ces logiques des obstacles au progrès et y voir au contraire la trame de leur intervention.

Ainsi par exemple, dans le cas du PHV-CUSO, on pourrait se demander si une étude préalable des pratiques agro-pastorales des habitants du Zio et du Yoto n'aurait-elle pas permis aux agents du projet de penser former des jeunes gens qui se spécialiseraient dans l'élevage par enclos ? Une telle formation précéderait de quelques temps la réalisation du microprojet sanitaire. Les risques d'échec seraient sans doute minimisés ou du moins les intervenants auraient eu le mérite d'avoir tenté d'étudier et de comprendre les logiques et les pratiques pastorales des populations bénéficiaires. Une étude préalable des pratiques de lessive aurait pu aussi faire connaître la *logique de la qualité mousseuse du savon* des femmes du Zio et du Yoto. Les intervenants du PHV-CUSO auraient pu imaginer de concert avec les populations une solution alternative qui permettrait aux femmes de faire la lessive avec l'eau mousseuse sans contracter de nouveau la dracunculose.

2. Deuxième paramètre de la stratégie d'intervention : éduquer les populations à la quête de la modernité ou du *progrès*

La reconnaissance des cultures *autres*, la prise en compte des logiques et des motivations des populations bénéficiaires ne doit pas signifier pour autant négliger la nécessité de la modernisation. La modernisation étant comprise comme une façon nouvelle de penser et de faire les choses qui permet à la personne humaine de mieux vivre et d'accéder à un minimum de développement. Dans le cas du secteur eau, cela signifie l'accès facile à l'eau potable et aux moyens hygiéniques. En ce sens, les techniques locales peuvent permettre la modernisation de l'Afrique. L'éducation à la quête de la modernisation en matière du rapport des hommes à l'eau par exemple, consisterait à consacrer la phase I d'un PHV à former les populations de manière à provoquer chez les individus des logiques, des motivations à des pratiques nouvelles d'hygiène, à l'utilisation de l'eau potable, à l'entretien et à la maintenance des ouvrages du PHV. Et Axelle Kabou d'écrire :

Par conséquent, au lieu de s'agenouiller d'avance devant la moindre tradition africaine, les experts du développement devraient travailler à désamorcer la charge d'inertie liée à l'exogénéité idéologique du concept de développement en Afrique, et à formuler des stratégies permettant d'évaluer ces blocages. Il faudrait, à la limite, s'y prendre comme en Inde où de vastes campagnes ont été menées pour convaincre les *intouchables* qu'ils étaient des êtres humains comme les autres.⁹⁸

Des données historiques sur l'approvisionnement en eau et l'habitat en Europe rurale du XV^e siècle⁹⁹ montrent bien qu'à un contexte social régi par une *culture très traditionnelle* correspondait un système d'alimentation en eau basé sur des sources, des ruisselets, des étangs ou des puits à eaux stagnantes. Que l'adoption par les paysans européens des pompes, des fontaines, bref d'un système *moderne* d'approvisionnement en eau potable et d'assainissement a correspondu à l'acquisition par la paysannerie de la *pensée des sciences de la nature et du rationalisme*. Quoi faire pour que les projets d'hydraulique villageoise *marquent* en Afrique ?

L'éducation à la quête de la modernisation en matière de l'eau en Afrique doit viser, en dernière analyse, à opérer une renaissance culturelle et une renaissance technique dans les villages. Faire passer, grâce à l'éducation, la paysannerie de la *pensée magique* à la pensée des sciences de la nature et du rationalisme ; et parallèlement implanter les moyens *modernes* d'approvisionnement en eau potable et d'assainissement . Dans le cas du PHV-CUSO nous avons vu que l'animation tend à faire acquérir aux populations de nouvelles logiques sociales, logiques qui tendent à les

⁹⁸ Axelle Kabou, *Et si l'Afrique refusait le développement ?*, Paris : L'Harmattan, 1991, p. 40.

⁹⁹ Eugen Weber, *La fin des terroirs. La modernisation de la France rurale, (1870-1914)*, Paris : Fayard, 1983.

pousser à adopter les innovations. Mais l'animation dans ce cas précis a été plus de type déterministe que de type interactionniste. Ce qui explique sans doute son impact fort limité dans le temps et l'espace. Si on veut réussir les PHV il faut plus que l'animation. Il faut l'éducation formelle généralisée comme nous venons de le souligner.

3. Troisième paramètre de la stratégie d'intervention : appliquer les faits connus du processus de diffusion d'une innovation

Une analyse attentive du processus de diffusion des innovations (mais hybride chez les agriculteurs, un nouveau produit pharmaceutique chez les médecins) conduit à la conclusion générale empiriquement démontrée suivante : «une innovation se diffuse à travers certains canaux, selon un délai variable, aux membres d'un système social.»¹⁰⁰ Le processus prend en général une allure **sigmoïde**, c'est-à-dire en *S*.

L'allure du produit provient des décisions des acteurs sociaux qui sont dans un système d'interdépendance. En fait, il s'agit d'un effet émergent exemplaire caractéristique du système des comportements individuels des acteurs sociaux. Les agrégations d'actions des acteurs modifient la réalité sociale (le système social), et inversement le comportement de l'acteur se construit en relation avec des contraintes sociales existantes ou pré-existantes.

L'adoption de l'innovation se joue donc en fonction du système social dans lequel sont situés les acteurs sociaux, et ceci par **information** et **imitation** successives. L'information et l'imitation vont d'abord des acteurs sociaux qu'on appelle les pionniers parce qu'ils prennent des risques, s'aventurent seuls et adoptent l'innovation sous le soutien de leurs congénères. Ensuite, les novateurs suivent, puisqu'il s'agit des acteurs qui adoptent le comportement nouveau des pionniers. Enfin, viennent la majorité faite de gens réfléchis et sceptiques, puis en dernier lieu les retardataires qui ont peine à changer. On doit signaler, le cas extrême des réfractaires qui refusent à accepter l'innovation pour rester fidèles à leur routine. Mais avec le temps, ils sont obligés de suivre à quelques exceptions près.

Les traits caractéristiques des pionniers et des innovateurs sont bien connus. Ils ont un niveau d'instruction plus élevé que les autres ; leur niveau social est plus élevé ; ils participent plus aux associations et institutions sociales ; ils ont des aspirations plus élevées ; ils sont plus ouverts au changement, plus favorables à l'école, etc.

¹⁰⁰ Mendras et Forsé, *op. cit.*, p. 74.

Dans le cadre d'un PHV par exemple, on peut tenter d'identifier les pionniers et les innovateurs dans des villages. On peut par exemple choisir des villages faciles d'accès (non enclavés) et/ou des villages non riverains dont les populations ont de réels besoins d'eau. Les résultats de notre étude montrent que ce sont des facteurs indicateurs de motivation des populations à participer aux ouvrages du PHV. Une fois les villages choisis en fonction de certains facteurs, les intervenants s'adressent aux innovateurs. Dès lors, les efforts de diffusion du PHV commenceront à produire des effets. À partir de ce moment, les intervenants peuvent se retirer progressivement et laisser l'effet boule de neige jouer de lui-même. Le mouvement est lancé, le paradigme interactionnisme prédit le succès.

Dans le processus d'intervention, les praticiens doivent prendre soin, par ailleurs, de mettre en évidence auprès de la population les caractéristiques suivantes de l'innovation.

- a. L'avantage relatif de l'innovation par rapport à la technique utilisée anciennement doit être très visible ; plus cet avantage est fort et visible, plus les acteurs sociaux se laissent convaincre facilement par leurs congénères.
- b. L'utilisateur de l'innovation doit comprendre l'objet ou la procédure nouvelle et son savoir-faire doit le mettre en bonne position pour apprendre à l'employer.
- c. Le contexte social doit être favorable.
- d. La complexité de l'innovation, telle qu'elle est perçue par les acteurs sociaux peut jouer en défaveur de son adoption.
- e. Une fois l'innovation adoptée, ses avantages doivent être facilement observables pour renforcer le mécanisme d'influence d'interpersonnel dans la majorité précoce ou tardive.
- f. Les innovations adoptées rapidement sont rarement abandonnées.¹⁰¹
- g. Les facteurs tels que le sexe, le contexte d'animation ou d'éducation informelle, la situation géographique des villages en termes d'accessibilité et de proximité des sources d'eau *naturelles* peuvent déterminer de façon relative le succès ou l'échec d'un PHV. Voilà présentée la stratégie d'intervention que nous proposons pour maximiser les chances de réussite des PHV en Afrique.

En écrivant ces propositions en guise de conclusion, nous entendons encore la voix d'un Sage Vieux d'un village du Zio et du Yoto qui nous a cité ce proverbe éwé lors de la dernière enquête de l'été 1990. «Eba dji étchi nonnan». Traduit littéralement cela veut dire : «C'est sur de la boue que l'eau repose ou s'assoit». Pourquoi ce Sage du village nous a dit ce proverbe ? Parce qu'il a

¹⁰¹ Mendras et Forsé, *op. cit.*, p. 80.

demandé à son épouse de nous présenter un grand panier rempli d'épis de maïs détruits par des insectes ou des rongeurs.

Et le Sage vieillard de dire : «Comment osez-vous nous parler encore de l'eau alors que nous n'avons même pas de maïs à manger ? N'est-ce pas qu'on mange avant de boire ?» *Eba dji étchi nonnan.*

C'est pour dire en dernière analyse ceci : il faut des politiques de développement (plus démocratiques) qui tiennent compte de tous les secteurs ; c'est ce que nous avons toujours demandé et voulu, mais on ne nous écoute pas. Sans doute, c'est le jour où on sera à l'écoute des populations paysannes que l'Afrique des villages mangera à sa faim et boira à sa soif. À quand alors le dével«eau»ppement en Afrique ?

BIBLIOGRAPHIE SOMMAIRE

- ACDI (1987). - *Rapport d'évaluation : hydraulique villageoise au Togo*. - Rapport par Louise Deslauriers, Alfred Sicotte, Martin Poulin avec la collaboration de Kali O. Kankarti. - Hull : ACDI.
- Assogba, Yao (1988). - «Le paradigme interactionniste et le processus du développement communautaire : l'exemple des ONG en Afrique». - *Revue canadienne d'études du développement*. - Vol. 2, No 2. - P. 201-218.
- Assogba, Yao (1989). - «Pratiques participatives des ONG en Afrique : le cas du PHV-CUSO au Togo». - *Nouvelles Pratiques Sociales*. - Vol. 2, No 1. - P. 147-164.
- Berger, Peter (1978). - *Les mystificateurs du progrès*. - Paris : Presses universitaires de France.
- Boiral, Paul et al. (1985). - *Paysans, experts et chercheurs en Afrique Noire*. - Paris : CIFACE-KARTHALA.
- Bonduelle, J. (1984). - «Le rôle de la participation dans une action éducative». - *La participation populaire au développement en Afrique Noire*. - Paris : Éditions Karthala, Douala (Cameroun) : Institut Panafricain pour le Développement. - P. 347-352.
- Boudon, Raymond (1979). - *La logique du social*. - Paris : Hachette.
- Boudon, Raymond (1984). - *La place du désordre*. - (Critique des théories du changement social). - Paris : Presses universitaires de France.
- Boudon, Raymond (1984b). - «L'individualisme méthodologique en sociologie». - *Commentaire*, No 26, été. - P. 268-277.
- Boudon, Raymond et Bourricaud, François (1986). - *Dictionnaire critique de sociologie*. - Paris : Presses universitaires de France.
- Boudon, Raymond (1988). - «L'acteur social est-il si irrationnel et si conformiste qu'on le dit ?» *Individu et justice sociale. Autour de John Rawls*. - Paris : Éditions du Seuil. - P. 219-244.
- Braeckman, Colette (1987). - «Les ONG, nouvelle panacée du sous-développement». - *Le Devoir* - 4 février 1987. - P. 7.
- Cao Tri, H. (1984). - «La participation des populations au développement : problématique, conditions de mise en oeuvre et domaine de compétence de l'UNESCO». - *Participation au développement*. - Paris : UNESCO. - P. 41-66.
- Cernea, M. (éd.) (1988). - *Putting People First : Sociological variables in Rural Development*. - Oxford : Oxford University Press (Published for the World Bank).
- Cohen, J. M. and Uphoff, N. (1980). - «Participation's Place in Rural Development : Seeking Clarity through Specificity». - *World Development*. - Vol. 8.- P. 213-235.
- Conac, Françoise (1985). - «Les enjeux de la participation paysanne dans les politiques de l'eau». *Les politiques de l'eau en Afrique*. - Paris : Economica. - P.101-113.
- Conac, Gérard et al. (1985). - *Les politiques de l'eau en Afrique. Développement agricole et participation paysanne*. - Paris : Economica.
- CUSO (1986). - *Plan d'exécution et programmes de travail*. - Projet Hydraulique villageoise au Togo. - Ottawa : CUSO.
- CUSO (1985). - *Rapport d'activités No 1, Hydraulique villageoise au Togo*. - Période couverte : juillet 1984 - février 1985. - Ottawa : CUSO.
- CUSO (1985). - *Premier séminaire de formation des agents de base*. - Du 27 mai au 31 mai 1985. - Lomé, Togo. - Lomé : CUSO.

- Desjeux, Dominique (1985). - *L'eau. Quels enjeux pour les sociétés rurales ?* - Paris : L'Harmattan.
- D'orfeuil, H. R. (1984). - *Coopérer autrement. L'engagement des organisations non gouvernementales aujourd'hui* . - Paris : L'Harmattan.
- Dozon, Jean-Pierre (1985). - «Bilan d'une expérience rizicole en Côte d'Ivoire. Logique des développeurs et réalités des développés». - *Paysans, experts et chercheurs en Afrique Noire*/[édité] par Pierre Boiral, Paul et al. - Paris : CIFACE-KARTHALA. - P. 131-141.
- Dozon, Jean-Pierre et Pontie, Guy (1985). - «Développement, sciences sociales et logiques paysannes en Afrique Noire». - *Paysans, experts et chercheurs en Afrique Noire*/[édité] par Pierre Boiral et al. - Paris : CIFACE-KARTHALA. - P. 67-80.
- Dumas, A. (1983). - «Participation et projets de développement». - *Revue Tiers-Monde*, No 24.- P. 513-536.
- Epstein, Scarlett (1962). - *Economic Development and Social Change in South India*. - Manchester : Manchester University Press.
- European Economic Community/African, Caribbean and Pacific (EEC/ACP) (1979). - *The Courier*, No 57. - sept.-oct.
- Fassin, D. et al. (1986). - «Les enjeux sociaux de la participation communautaire : les comités de santé à Pikine (Sénégal) : commentaire sur le clientélisme et les plis primaires» par Bruno Jobert. - *Sciences sociales et Santé*. - Vol 4, No 3-4. - P. 205-227.
- Fribert, M. et Hettner, B. (1988). - «La mobilisation au niveau local et la politique du système mondial». - *Revue internationale des sciences sociales*, No 117. - P. 381-401.
- Garcia-Zamor, J.-C. (éd.) (1985). - «Public Participation». - *Development Planning and Management : cases from Africa and Asia*. - Boulder and London : Westview Press.
- Goussault, Y. (1970). - *L'animation rurale dans les pays d'Afrique francophone*. - Genève : BIT.
- Goussault, Y. (1970). - *Interventions éducatives et animations dans les développements agraires : Afrique et Amérique latine*. - Paris : Presses universitaires de France.
- Gù -Konu, Emmanuel-Y. (1986). - «Entité étatique et développement en Afrique tropicale.» - *Cahiers d'Études Africaines*, 25, No 103. - P. 299-315.
- Gueneau, M.-C. (1986). - *Afrique. Les petits projets de développement sont-ils efficaces ?* - Paris : L'Harmattan.
- Kantarti, K. O. (1987). - *Évaluation de l'intégration de la femme dans le PHV-CUSO au Togo*. - Annexe I. - Du 16 février au 13 mars 1987.
- Khallouf, J. et Pacaut, P. (Rédaction et mise en forme) (1982). - *Nouveaux espoirs de développement chez les pauvres (Le développement des pays les moins avancés : bilan et orientation)*. - Paris : Le Centurion.
- Kuypers, B. C. ; Davies, D. & Van Der Vegt, R. (1987). - «Training Group Development and Outcomes». - *Small Group Behavior*, 18,3 - (Aug.). - P. 309-335.
- Lele, V. (1975). - *The Design of Rural Development : Lessons from Africa*. - Baltimore : John Hopkins University Press.
- Lerner, D. (1958). - *The Passing of Traditional Society : Modernizing*. - The Middle East, Glencoe : The Free Press.
- Maiga, I. D. (1984). - «Difficultés et limites de l'animation rurale» - *La participation populaire au développement en Afrique Noire*. - Paris : Éditions Karthala, Douala (Cameroun) : Institut Panafricain de Développement. - P. 155-170.
- Maloney, L. (1984). - *Community Education Advisor Water Utilization Project*. - Ottawa : CIDA.

- Marques De Sa, L. (1985). - *Modèles de participation des populations aux projets de développement au Burkina Faso : Analyse des données*. - Rapport FRH, No 31-mai-juin. - Ouagadougou : Burkina Faso.
- Marsden, D. et Oakley, P. (1986). - *Vers la participation dans le développement rural*. - Genève : BIT.
- Mead, Margaret (1953). - *Cultural Patterns and Technological Change*. - Paris : UNESCO.
- Meister, Albert (1970). - «Développement communautaire et animation rurale en Afrique». - *L'homme et la Société*.
- Meister, Albert (1977). - *La participation pour le développement*. - Paris : Les Éditions ouvrières.
- Mendras, Henri et Forsé, Michel (1983). - *Le changement social (tendances et paradigmes)*. - Paris : Armand Colin.
- Mendras, Henri et Forsé, Michel (1986). - *Le changement social*. - Paris : Armand Colin.
- Midgley, J. ; Hall, A., Hardiman, M. and Marcue, D. (1986). - *Community Participation, Social Development and the State*. - London and New York : Methuen.
- Mondjannagni, A. (1984). - *La participation populaire au développement en Afrique Noire*. - Paris : Karthala.
- Oakley, P. et Marsden, D. (1986). - *Vers la participation dans le développement rural*. - Genève : BIT.
- Olivier de Sardan, Jean-Pierre (1985). - «Sciences sociales africanistes et faits de développement». - *Paysans, experts et chercheurs en Afrique Noire (Sciences sociales et développement rural)*/[édité] par Pierre Boiral. - Paris : CIFACE-KARTHALA. - P. 27-43.
- Olivier de Sardan, Jean-Pierre (1988). - «Peasant Logics and Development Project Logics». - *Sociologia Ruralis*, 28, 2-3. - P. 216-226.
- Petit, M.-M. (1987). - *Contribution à l'étude de la dracunculose dans la préfecture du Zio*. - Thèse de Doctorat, présentée et soutenue publiquement à l'Université du Bénin, Lomé, Togo.
- Rostow, W.W. (1963). - *Les étapes de la croissance économique*. - Paris : Seuil.
- Salmen, L. (1986). - *Listen to the People : Participant-Observer Evaluation of Development Projects*. - Oxford : Oxford University Press (Published for the World Bank).
- Savonnet-Guyot, Claudette (1985a). - «Un développement au péril du paysan ?» - *Les politiques de l'eau en Afrique (Développement agricole et participation paysanne)*/[édité] par Gérard Conac et al. - Paris : Economica. - P. 195-204.
- Savonnet-Guyot, Claude (1985b). - «L'hydraulique villageoise - Problèmes de gestion». - *Les politiques de l'eau en Afrique (Développement agricole et participation paysanne)*/[édité] par Gérard Conac et al. - Paris : Economica. - P. 347-350.
- Schneider, B. (1985). - *La révolution aux pieds nus*. - Paris : Fayard.
- Silakaratina, S. (1988). - *L'animateur au service du développement participatif : Théorie et pratique*. - Genève : BIT.
- Van Wijk-Sijbesma, C. (1989). - *L'eau à quel prix ? La participation communautaire et la prise en charge des coûts d'entretien par les usagers* (avec un accent particulier sur les petits réseaux d'eau potable). - La Haye : CIR.
- White, A. (1987). - *Principes directeurs pour la planification de la participation communautaire aux projets d'approvisionnement en eau et d'assainissement*. - Genève : OMS.

ANNEXES 1

TABLEAUX DES VILLAGES TIRÉS

**I. STRATE I
VILLAGES DIFFICILES**

No	Nom du village	Zone	Agent de base	Note pondérée	Note finale
01	ADETIKOPE	A	ESSOBIYOU	21.80	24
02	GATISUN	B	AGUIBI	22.90	24
03	YOBO	B	SIKPA ADJOA	19.80	20
04	WOUREGE	C	KODJOVI SODJI KOFFI	25.90	24
05	GAMEGBLE	C	KOKO	25.40	26
06	NOECOPE	D	M'BA	22.30	26
07	BANIKOPE	E	AGBOGLAN	27.05	25
Liste additionnelle dans le cas de tirage de 10 villages					
09	BADAKOPE	A	ESSOBIYOU	21.05	23
10	SEVEHO	F	KOULAL KODJO	26.80	28

II. STRATE II
VILLAGES MOYENS

No	Nom du village	Zone	Agent de base	Note pondérée	Note finale
01		A	KAGNAOU	37.85	37
02	KPESSEKOPE	C	BABA PALOUKI	33.25	33
03	TSITONOU	C	TUGLI YAO	30.30	32
04	KPEDJI	C	TUGLI YAO	34.75	33
05	ADJODO	D	M'BA	29.55	31
06	TSIKALE	E	AGBA	35.45	31
07	KPENOU I	E	AGBOGLAN	34.40	34
08	BAKAKOPE	E	DASSY	27.55	27
09	SANOUTA	E	LEDI	30.20	28
10	OLENOU AMATOKOPE	E	TCHAKPALA	35.75	33
Liste additionnelle dans le cas de tirage de 14 villages					
11		A	VIGLO	34.95	35
12	AMOUZOUH	C	VOVOR	29.70	28
13	OE	D	ALI KOEDOR	36.35	35
14	NYIGBE I AGODOKPE HEDZEGNE	D	SEGBEAYA	32.20	34

**III. STRATE III
VILLAGES DIFFICILES**

No	Nom du village	Zone	Agent de base	Note pondérée	Note finale
01	ADABIAN	A	FADMA	40.80	42
02	ATCHAHOE	A	FADMA	47.25	45
03	ATIKOLE	C	DANDO	41.55	39
04	EKPO	C	DEGBE FOULERA	40.35	39
05	ALOYI	C	KODJOVI SODJI KOFFI	43.25	41
06	AVAZIKOPE	E	DASSY	39.90	38
07	ZEBEDE	F	DACEY	46.60	44
Liste additionnelle dans le cas de tirage de 10 villages					
09	ANAZIVE	C	DEGBE FOULERA	43.20	42
10	AGOVE	F	KOULAL KODJO	39.85	37

ANNEXES 2

TABLEAUX DES ZONES D'INTERVENTION

ZONE A

Nom du village	Strate	Population en '90	Taille moyenne ménages	Nombre de ménages estimé	Nombre de ménages à tirer
Agent de base : Essobiyou					
Adetikope	Difficile	400	6.27	64	20
Sous-sous-total		400		64	20
Agent de base : Fadma					
Adabiam	Bonne	250	5.53	45	14
Atchahoe	Bonne	200	6.27	32	10
Sous-sous-total		450		77	24
Agent de base : Kagnaou					
Kpessekope	Moyenne	500	6.11	82	25
Sous-sous-total		500		82	25
Agent de base : Viglo					
Amouzouhoe	Moyenne	275	6.51	42	13
Sous-sous-total		275		42	13
Sous-total		1625		265	82

ZONE B

Nom du village	Strate	Population en 90	Taille moyenne ménages	Nombre de ménages estimé	Nombre de ménages à tirer
Agent de base : Aguidi					
Gatisun	Difficile	2500	6.15	407	125
Sous-sous-total		2500		407	125
Agent de base : Sikpa Adjoa					
Yobo	Difficile	1000	5.42	185	57
Sous-sous-total		1000		185	57
Sous-total		3500		592	182

ZONE C

Nom du village	Strate	Population en 90	Taille moyenne ménages	Nombre de ménages estimé	Nombre de ménages à tirer
Agent de base : Baba Palouki					
Tsitonou	Moyenne	350	5.10	69	21
Sous-sous-total		350		69	21
Agent de base : Dando					
Atikole	Bonne	500	5.10	98	30
Sous-sous-total		500		98	30
Agent de base : Degbe Foulera					
Ekpo	Bonne	400	5.10	78	24
Sous-sous-total		400		78	24
Agent de base : Kodjovi Sodji Koffi					
Aloyi	Bonne	550	5.58	99	30
Woureke	Difficile	150	5.10	29	9
Sous-sous-total		700		128	39
Agent de base : Tuggli Yao					
Adjodo	Moyenne	450	5.17	87	27
Kpedji	Moyenne	750	4.07	184	56
Sous-sous-total		1200		271	83
Agent de base : Vovor					
Gamegble	Difficile	1200	5.10	235	72
Nyigbe I	Moyenne	300	4.66	64	20
Sous-sous-total		1500		299	92
Sous-total		4650		943	289

ZONE D

Nom du village	Strate	Population en 90	Taille moyenne ménages	Nombre de ménages estimé	Nombre de ménages à tirer
Agent de base : Ali koedor					
Agodokpe	Moyenne	500	7.00	71	22
Sous-sous-total		500		71	22
Agent de base : M'Ba					
Moecope	Difficile	250	5.52	45	14
Tsikale	Moyenne	500	4.20	119	37
Sous-sous-total		750		164	51
Agent de base : Segbeaya					
Hedzegne	Moyenne	150	5.35	28	9
Sous-sous-total		150		28	9
Sous-total		1400		263	82

ZONE E

Nom du village	Strate	Population en 90	Taille moyenne ménages	Nombre de ménages estimé	Nombre de ménages à tirer
Agent de base : Agba					
Kpenoui	Moyenne	250	5.20	48	15
Sous-sous-total		250		48	15
Agent de base : Agboglan					
Baka kope	Moyenne	500	5.65	88	27
Banikope	Difficile	650	4.92	132	40
Sous-sous-total		1150		220	67
Agent de base : Dassy					
Avazi kope	Bonne	300	5.25	57	17
Sanouta	Moyenne	300	5.25	57	17
Sous-sous-total		600		114	34
Agent de base : Ledi					
Olenou	Moyenne	150	5.25	29	9
Sous-sous-total		150		29	9
Agent de base : Tchakpala					
Amato kope	Moyenne	150	5.25	29	9
Bedikpe	Difficile	300	5.23	57	17
Sous-sous-total		450		86	26
Sous-total		2600		497	151

ZONE F

Nom du village	Strate	Population en 90	Taille moyenne ménages	Nombre de ménages estimé	Nombre de ménages à tirer
Agent de base : Dackey					
Zebede	Bonne	200	6.55	31	10
Sous-sous-total		200		31	10
Agent de base : Koulal Kodzo					
Ahale	Bonne	100	5.96	17	5
Sous-sous-total		100		17	5
Sous-total		300		48	15
Total général		14075		2608	801



CENTRE SAHEL

Local 3380

Avenue Jean-Charles-Bonenfant

Université Laval

Québec, Canada

G1S 7P4

Téléphone : (418) 656-5448

Télécopieur : (418) 656-7461